



Banque Royale du Canada Premier trimestre de 2011

Rapport aux actionnaires

La Banque Royale du Canada déclare ses résultats pour le premier trimestre de 2011

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers consolidés intermédiaires non audités et les notes complémentaires du trimestre terminé le 31 janvier 2011, dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada.

TORONTO, le 3 mars 2011 – La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) a annoncé un bénéfice net record de 1 839 millions de dollars pour le premier trimestre terminé le 31 janvier 2011, soit un résultat en hausse de 342 millions, ou 23 %, par rapport à l'exercice précédent, et de 718 millions, ou 64 %, par rapport au dernier trimestre. Le bénéfice dégagé tient aux résultats records enregistrés dans les secteurs Services bancaires canadiens, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine.

« RBC a commencé l'exercice de façon exceptionnelle et dégagé un bénéfice record de 1,84 milliard de dollars au premier trimestre de 2011. Nous avons accru nos bénéfices dans l'ensemble de nos secteurs d'exploitation, ce qui témoigne de la solidité et de la diversification de nos activités, ainsi que de notre capacité de générer un bénéfice », a déclaré M. Gordon M. Nixon, président et chef de la direction de RBC. « En 2011, nous comptons accroître notre position de chef de file au Canada de même que nos activités à l'échelle mondiale, en nous concentrant sur les besoins de nos clients et en tirant parti de la reprise économique à l'échelle mondiale. »

Premier trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2010

- Bénéfice net de 1 839 millions de dollars (en hausse de 23 % par rapport à 1 497 millions)
- Bénéfice dilué par action de 1,24 \$ (en hausse de 0,24 \$ par rapport à 1,00 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 20,3 % (en hausse par rapport à 17,5 %)
- Ratio du capital de première catégorie de 13,2 %

Premier trimestre de 2011 par rapport au quatrième trimestre de 2010

- Bénéfice net de 1 839 millions de dollars (en hausse de 64 % par rapport à 1 121 millions)
- Bénéfice dilué par action de 1,24 \$ (en hausse de 0,50 \$ par rapport à 0,74 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 20,3 % (en hausse par rapport à 12,3 %)

Premier trimestre de 2011 par rapport au quatrième trimestre de 2010, en excluant la perte liée à Liberty Life ⁽¹⁾

- Bénéfice net de 1 839 millions de dollars (en hausse de 49 % par rapport à 1 237 millions)
- Bénéfice dilué par action de 1,24 \$ (en hausse de 0,42 \$ par rapport à 0,82 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 20,3 % (en hausse par rapport à 13,7 %)

(1) Les mesures excluant la perte liée à la vente annoncée de Liberty Life Insurance Company (Liberty Life) constituent des mesures hors PCGR. Se reporter à la rubrique Mesures hors PCGR du présent rapport pour de plus amples informations et pour un rapprochement.

Table des matières

1	Faits saillants du premier trimestre	10	Assurances	24	Information financière supplémentaire
2	Rapport de gestion	11	Services bancaires internationaux	24	Total du portefeuille de titres disponibles à la vente de RBC
2	Mise en garde au sujet des déclarations prospectives	12	Marchés des Capitaux	24	Risques liés à certains instruments financiers auxquels nous sommes exposés
2	Vue d'ensemble	13	Services de soutien généraux	25	Questions en matière de comptabilité et de contrôle
2	Aperçu de la Banque Royale du Canada	14	Analyse des résultats trimestriels et des tendances	26	Mesures hors PCGR
3	Faits saillants financiers et autres	15	Résultats par secteur géographique	26	Opérations entre apparentés
4	Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives	16	Situation financière	27	États financiers consolidés intermédiaires (non audité)
4	Rendement financier	16	Bilans consolidés	31	Notes complémentaires (non audité)
7	Résultats des secteurs d'exploitation	16	Arrangements hors bilan	42	Renseignements à l'intention des actionnaires
7	Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation	18	Gestion du risque		
7	Services bancaires canadiens	18	Risque de crédit		
8	Gestion de patrimoine	19	Rendement au chapitre de la qualité du crédit		
		20	Risque de marché		
		22	Gestion des liquidités et du financement		
		22	Gestion du capital		

Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière pour le trimestre terminé le 31 janvier 2011, par rapport aux trimestres terminés le 31 janvier 2010 et le 31 octobre 2010. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires non audités et les notes complémentaires pour le trimestre terminé le 31 janvier 2011 (états financiers consolidés intermédiaires non audités), ainsi qu'avec notre rapport annuel 2010 aux actionnaires (rapport annuel 2010). Ce rapport de gestion est daté du 2 mars 2011. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada.

Des renseignements additionnels relatifs à la Banque Royale du Canada, y compris notre notice annuelle 2010, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse sedar.com et sur la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (SEC) à l'adresse sec.gov.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières applicable au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2011, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC des États-Unis, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, à l'examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et aux perspectives concernant les économies canadienne, américaine et internationale, aux perspectives et aux priorités pour chacun de nos secteurs d'exploitation, ainsi qu'au contexte de gestion des risques, y compris la gestion des liquidités et du financement. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes terminées à ces dates, ainsi que notre vision, nos objectifs stratégiques et nos objectifs en matière de rendement financier, et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les mots « croire », « s'attendre », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes, et que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces risques, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prédire les répercussions, comprennent les risques de crédit, de marché et opérationnel et les risques d'illiquidité et de financement, ainsi que d'autres risques qui

sont expliqués à la rubrique Gestion du risque; la conjoncture économique générale et les conditions du marché financier au Canada, aux États-Unis et dans certains autres pays où nous exerçons nos activités, y compris l'incidence de la crise de l'endettement qui touche des États souverains en Europe; les modifications apportées aux normes, conventions et estimations comptables, y compris les modifications apportées à nos estimations relatives aux dotations, aux provisions et aux évaluations; l'incidence des modifications des politiques gouvernementales fiscales, monétaires et autres; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; l'incidence des modifications apportées aux lois et aux règlements, y compris les lois fiscales, les modifications et les nouvelles interprétations des lignes directrices concernant le capital à risque, des directives en matière de présentation d'information et des lignes directrices des autorités de réglementation concernant les liquidités, ainsi que la loi intitulée *Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act* et les règlements aux termes de cette loi qui seront édictés; les décisions judiciaires et réglementaires et les actions en justice; l'exactitude et l'intégralité des renseignements concernant nos clients et contreparties; notre capacité à réussir la mise en œuvre de nos stratégies ainsi qu'à mener à terme des acquisitions stratégiques et des coentreprises et à les intégrer avec succès; les faits nouveaux ainsi que les activités d'intégration touchant nos réseaux de distribution.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs et sur d'autres facteurs sont fournis à la rubrique Gestion du risque.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Vue d'ensemble

Aperçu de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) et ses filiales exercent leurs activités sous la marque RBC. La Banque Royale du Canada est la plus importante banque du Canada au chapitre de l'actif et de la capitalisation boursière et l'une des plus importantes banques à l'échelle mondiale au chapitre de la capitalisation boursière. Elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord et offre, à l'échelle mondiale, des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, des services de gestion de

patrimoine, des services d'assurance, des services à la grande entreprise et de banque d'investissement et des services de traitement des opérations. Nous comptons environ 79 000 employés à plein temps et à temps partiel au service de près de 18 millions de particuliers, d'entreprises, de clients du secteur public et de clients institutionnels au Canada, aux États-Unis et dans 56 autres pays. Pour de plus amples renseignements, visitez le site rbc.com.

Faits saillants financiers et autres

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)	En date du et pour le trimestre terminé le			Variation 31 janvier 2011 par rapport au	
	31 janvier 2011	31 octobre 2010	31 janvier 2010	31 octobre 2010	31 janvier 2010
Total des revenus	7 389 \$	7 202 \$	7 334 \$	187 \$	55 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	334	432	493	(98)	(159)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	629	1 423	1 130	(794)	(501)
Frais autres que d'intérêt	3 946	3 818	3 626	128	320
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 480	1 529	2 085	951	395
Bénéfice net	1 839 \$	1 121 \$	1 497 \$	718 \$	342 \$
Secteurs – bénéfice net (perte nette)					
Services bancaires canadiens	882 \$	765 \$	777 \$	117 \$	105 \$
Gestion de patrimoine	221	175	219	46	2
Assurances	145	27	118	118	27
Services bancaires internationaux	24	(157)	(57)	181	81
Marchés des Capitaux	613	373	571	240	42
Services de soutien généraux	(46)	(62)	(131)	16	85
Bénéfice net	1 839 \$	1 121 \$	1 497 \$	718 \$	342 \$
Données financières sommaires					
Bénéfice par action – de base	1,25 \$	0,74 \$	1,01 \$	0,51 \$	0,24 \$
– dilué	1,24 \$	0,74 \$	1,00 \$	0,50 \$	0,24 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	20,3 %	12,3 %	17,5 %	800 p.b.	280 p.b.
Rendement du capital de risque (1), (2)	30,2 %	20,6 %	30,8 %	960 p.b.	(60) p.b.
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,45 %	0,57 %	0,68 %	(12) p.b.	(23) p.b.
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et des acceptations	1,54 %	1,65 %	1,76 %	(11) p.b.	(22) p.b.
Ratios de capital et coefficient					
Ratio du capital de première catégorie	13,2 %	13,0 %	12,7 %	20 p.b.	50 p.b.
Ratio du capital total	15,3 %	14,4 %	13,6 %	90 p.b.	170 p.b.
Coefficient actif-capital	16,3 X	16,5 X	16,2 X	(0,2)X	0,1 X
Ratio du capital-actions ordinaire de première catégorie (2)	9,9 %	9,8 %	9,1 %	10 p.b.	80 p.b.
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Total de l'actif	721 110 \$	726 206 \$	659 499 \$	(5 096)\$	61 611 \$
Valeurs mobilières	216 526	193 331	189 416	23 195	27 110
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	293 940	292 206	281 323	1 734	12 617
Actifs liés aux dérivés	73 654	106 246	85 828	(32 592)	(12 174)
Dépôts	437 120	433 033	394 695	4 087	42 425
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	34 600	34 000	32 450	600	2 150
Moyenne du capital de risque (1)	23 250	20 350	18 450	2 900	4 800
Actif pondéré en fonction des risques	256 009	260 456	259 016	(4 447)	(3 007)
Biens sous gestion	308 100	264 700	251 300	43 400	56 800
Biens administrés – RBC	711 200	683 800	658 500	27 400	52 700
– RBC Dexia IS (3)	2 881 200	2 779 500	2 528 800	101 700	352 400
Information sur les actions ordinaires					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne (de base)	1 424 094	1 422 565	1 418 146	1 529	5 948
– moyenne (diluée)	1 435 291	1 434 353	1 432 179	938	3 112
– à la fin	1 425 901	1 424 922	1 421 442	979	4 459
Dividendes déclarés par action	0,50 \$	0,50 \$	0,50 \$	– \$	– \$
Rendement des actions (4)	3,7 %	3,8 %	3,6 %	(10) p.b.	10 p.b.
Cours de clôture de l'action ordinaire (RY sur TSX) – à la fin	53,68 \$	54,39 \$	52,28 \$	(0,71)\$	1,40 \$
Capitalisation boursière (TSX)	76 542	77 502	74 313	(960)	2 229
Renseignements généraux					
Nombre d'employés (équivalent de travail à temps plein)	73 371	72 126	70 600	1 245	2 771
Nombre de succursales	1 766	1 762	1 756	4	10
Nombre de guichets automatiques bancaires (GAB)	5 047	5 033	5 037	14	10
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour le trimestre (5)	0,992 \$	0,963 \$	0,945 \$	0,029 \$	0,047 \$
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin du trimestre	0,999 \$	0,980 \$	0,935 \$	0,019 \$	0,064 \$

- (1) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Elles ont trait au rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, au rendement du capital de risque, à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et à la moyenne du capital de risque.
- (2) Ces mesures pourraient ne pas avoir de définition normalisée en vertu des PCGR et elles pourraient ne pas être comparables aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport annuel 2010.
- (3) Représente le total des biens administrés de la coentreprise dans laquelle nous détenons une participation de 50 %, présenté avec un décalage de un mois.
- (4) Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.
- (5) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives – Données en date du 2 mars 2011

Canada

L'économie canadienne a affiché une croissance plus rapide que prévu au quatrième trimestre civil de 2010, le taux de croissance s'étant élevé à 3,3 %. L'amélioration considérable de la croissance au cours du dernier trimestre de 2010 tient à l'accroissement des exportations et à l'augmentation des dépenses des consommateurs. En raison du raffermissement récent de la demande au pays et de nos attentes plus favorables concernant la croissance de l'économie américaine ce trimestre, nous prévoyons un taux de croissance révisé de 3,2 % pour 2011. Nous nous attendons à ce que la qualité du crédit demeure stable malgré les niveaux d'endettement élevés, en raison de la stabilité relative de l'économie canadienne et de la légère amélioration continue des taux de chômage.

États-Unis

L'économie américaine s'est améliorée au quatrième trimestre civil de 2010 et a affiché un taux de croissance de 2,8 % qui reflète l'accroissement des dépenses des entreprises et des dépenses de consommation vers la fin de l'année. Nous nous attendons à ce que les récents programmes gouvernementaux de réduction des impôts favorisent les dépenses de consommation et les investissements des entreprises en 2011. Nous prévoyons un taux de croissance de 3,4 % en 2011, en raison essentiellement de l'accroissement des dépenses de consommation et des investissements des entreprises. Le taux de chômage demeure élevé, mais il reflète une légère amélioration par rapport au trimestre précédent.

Europe

La croissance générale de l'économie dans la zone euro s'est améliorée légèrement au quatrième trimestre civil de 2010, le taux de croissance s'étant élevé à environ 2,0 %. Cependant, les taux de croissance régionaux ne sont pas uniformes. La croissance continue des principales économies, y compris celle de l'Allemagne, a été neutralisée par le recul des économies dans le sud de l'Europe et en Irlande. Il subsiste d'importantes préoccupations concernant la crise de l'endettement qui touche des États souverains, mais ces préoccupations semblent toutefois s'atténuer en raison des récentes mesures gouvernementales visant à accorder des fonds d'urgence à ces États souverains.

Marchés financiers

Les marchés financiers mondiaux se sont améliorés en raison de la confiance retrouvée des investisseurs à la fin du trimestre et de l'accroissement des activités de montage et des services-conseils découlant des activités à la hausse des entreprises. Les faibles taux d'intérêt, l'intensification de la concurrence et les préoccupations qui subsistent à l'égard de la crise de l'endettement qui touche des États souverains en Europe ont continué de créer des pressions sur les écarts, mais ces pressions se sont atténuées vers la fin du trimestre.

Contexte réglementaire

En décembre, le Comité de Bâle sur la supervision bancaire (accord de Bâle III) a mis au point la version définitive des normes mondiales concernant le capital. En raison de notre solide position de capital, nous sommes d'avis que notre capital excédera les nouvelles exigences en matière de capital, telles qu'elles sont prescrites à l'heure actuelle, d'ici 2013.

Au Canada, les modifications apportées aux règles visant les prêts hypothécaires, qui ont pris effet au premier semestre de 2011, entraîneront une réduction des montants que les consommateurs peuvent emprunter en refinançant leur habitation, une diminution de la période maximale d'amortissement de certains prêts, et l'élimination de la garantie d'assurance gouvernementale des lignes de crédit hypothécaires sans amortissement pour lesquelles l'habitation de l'emprunteur est offerte en garantie. Nous ne nous attendons pas à ce que ces règles aient une incidence importante sur les activités et les résultats de notre secteur Services bancaires canadiens.

Aux États-Unis, les organismes de réglementation ont établi un calendrier accéléré aux fins de l'interprétation et de la mise en œuvre de la loi intitulée *Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act*. Nous continuons de surveiller les réformes mises en œuvre, y compris leur incidence sur nos pratiques commerciales, notamment nos honoraires et nos prix, ainsi que sur notre cadre de gestion du risque. Nous avons pris des mesures afin de réduire au minimum toute répercussion possible sur nos activités.

Pour une analyse plus détaillée de notre cadre et de nos activités de gestion du risque, se reporter aux rubriques Gestion du risque, Aperçu d'autres risques et Gestion du capital de notre rapport annuel 2010.

Rendement financier**Vue d'ensemble**

Premier trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2010
Nous avons déclaré un bénéfice net de 1 839 millions de dollars au premier trimestre terminé le 31 janvier 2011, en hausse de 342 millions, ou 23 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 1,24 \$, en hausse de 0,24 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est élevé à 20,3 %, en hausse de 280 points de base par rapport à l'exercice précédent. Le ratio du capital de première catégorie s'est établi à 13,2 %, en hausse de 50 points de base par rapport à l'exercice précédent.

La hausse du bénéfice net par rapport à l'exercice précédent reflète la solide croissance des activités des secteurs Services bancaires canadiens, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine, laquelle découle de la reprise de l'économie et des marchés mondiaux ainsi que de la confiance accrue des investisseurs. Le secteur Assurances a continué d'afficher de bons résultats. Le secteur Services bancaires internationaux a comptabilisé un bénéfice net, comparativement à une perte nette à l'exercice précédent.

Le bénéfice net du secteur Services bancaires canadiens s'est élevé à 882 millions de dollars, en hausse de 105 millions, ou 14 %, par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat reflète la forte croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité et la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances, facteurs neutralisés en partie par la hausse des coûts liés à l'effectif, y compris la charge de retraite.

Le bénéfice net du secteur Gestion de patrimoine s'est établi à 221 millions de dollars, soit une hausse de 2 millions par rapport à l'exercice précédent, qui tient principalement à l'augmentation de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, à l'accroissement des volumes de transactions, ainsi qu'à un ajustement

comptable cumulatif favorable de 15 millions (11 millions après impôts) lié à notre passif au titre de la rémunération reportée. Les résultats de l'exercice précédent tenaient compte d'un ajustement comptable favorable de 39 millions de dollars (34 millions après impôts) lié à la conversion de certains titres disponibles à la vente et d'un ajustement favorable visant les impôts de 30 millions.

Le bénéfice net du secteur Assurances s'est élevé à 145 millions de dollars, en hausse de 27 millions, ou 23 %, résultat qui reflète principalement la diminution des coûts liés aux sinistres au titre des activités de réassurance et des polices d'assurance invalidité, ainsi que les résultats techniques favorables au chapitre des polices d'assurance vie, facteurs neutralisés en partie par les pertes nettes sur placements comptabilisées ce trimestre.

Le bénéfice net du secteur Services bancaires internationaux s'est chiffré à 24 millions de dollars, par rapport à une perte nette de 57 millions à l'exercice précédent. Ce résultat à la hausse tient principalement aux pertes sur les titres disponibles à la vente comptabilisées à l'exercice précédent et à la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances ce trimestre, attribuable à l'amélioration de la qualité du crédit.

Le bénéfice net du secteur Marchés des Capitaux s'est élevé à 613 millions de dollars, en hausse de 42 millions, ou 7 %, résultat qui tient essentiellement à la forte croissance de nos activités de montage, particulièrement les activités de montage de prêts, laquelle découle du plus grand nombre de nouveaux titres émis et de la hausse des honoraires tirés des activités de syndication de prêts. La légère baisse des revenus tirés des activités de négociation tient compte d'un gain de 102 millions de dollars (49 millions après impôts et écritures de compensation) lié à l'assureur spécialisé MBIA Inc. (MBIA).

La perte de 46 millions de dollars du secteur Services de soutien généraux tient compte d'un ajustement défavorable visant les impôts, ainsi que de certains montants liés principalement aux activités de financement de l'entreprise qui n'ont pas été attribués aux secteurs d'exploitation.

Premier trimestre de 2011 par rapport au quatrième trimestre de 2010
Le bénéfice net a augmenté de 718 millions de dollars, ou 64 %, par rapport au dernier trimestre. Nos résultats au trimestre précédent tenaient compte d'une perte liée à Liberty Life de 116 millions de dollars avant et après impôts.

En excluant la perte liée à Liberty Life, le bénéfice net s'est accru de 602 millions de dollars, ou 49 %, résultat qui reflète essentiellement l'importante amélioration des résultats tirés des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux, principalement vers la fin du trimestre, ainsi que la forte croissance de nos services de banque d'investissement. L'augmentation tient aussi à la solide croissance des activités des secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine et à la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances, principalement dans le secteur Services bancaires internationaux, témoignant d'une amélioration de la qualité de crédit. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'accroissement de la rémunération variable reflétant les résultats à la hausse tirés des activités de négociation. Pour une analyse détaillée des mesures excluant la perte liée à Liberty Life, se reporter à la rubrique Mesures hors PCGR.

Incidence estimative du change sur nos résultats financiers consolidés

Les fluctuations des taux de change influent sur nos résultats libellés en devises. Les revenus, la dotation à la provision pour pertes sur créances, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, les frais autres que d'intérêt ainsi que le bénéfice net libellés en devises sont convertis à l'aide du taux de change moyen pour la période.

Le tableau suivant présente l'incidence estimative du change sur les principaux postes des états des résultats :

	Pour le trimestre terminé le	
	Premier trimestre de 2011 par rapport au quatrième trimestre de 2010	Premier trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2010
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)		
Incidence sur le bénéfice : augmentation (diminution)		
Total des revenus	(75)\$	(165)\$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	5	5
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	-	10
Frais autres que d'intérêt	45	90
Bénéfice net	(15)	(35)
Incidence sur le bénéfice par action :		
De base	(0,01)\$	(0,02)\$
Dilué	(0,01)\$	(0,02)\$

Le tableau suivant illustre les variations des taux de change moyens pertinents qui influent sur nos activités :

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2011	31 octobre 2010	31 janvier 2010
(moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en devises) (1)			
Dollar américain	0,992	0,963	0,945
Livre sterling	0,631	0,614	0,583
Euro	0,743	0,719	0,656
Dollar de Trinité-et-Tobago (2)	6,316	6,116	5,995

(1) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

(2) Le dollar de Trinité-et-Tobago fluctue de manière sensiblement identique au dollar américain.

Comme il est fait mention ci-dessus, les fluctuations de ces taux de change influent sur les résultats de certains de nos secteurs d'exploitation. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Résultats des secteurs d'exploitation.

Total des revenus

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2011	31 octobre 2010 (1)	31 janvier 2010 (1)
Intérêts créditeurs	4 988 \$	4 839 \$	4 666 \$
Intérêts débiteurs	2 215	2 056	1 919
Revenu net d'intérêt	2 773 \$	2 783 \$	2 747 \$
Services de placement (2)	1 294 \$	1 173 \$	1 175 \$
Activités d'assurance (2)	924	1 707	1 383
Activités de négociation	733	279	659
Services bancaires (2)	878	824	799
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	495	337	311
Autres (2)	292	99	260
Revenus autres que d'intérêt	4 616 \$	4 419 \$	4 587 \$
Total des revenus	7 389 \$	7 202 \$	7 334 \$
Renseignements supplémentaires			
Total des revenus tirés des activités de négociation			
Revenu net d'intérêt	269 \$	341 \$	390 \$
Revenus autres que d'intérêt	733	279	659
Total	1 002 \$	620 \$	1 049 \$
Total des revenus tirés des activités de négociation par produit			
Taux d'intérêt et crédit	704 \$	446 \$	812 \$
Titres de participation	197	100	142
Opérations de change et contrats de négociation de marchandises	101	74	95
Total	1 002 \$	620 \$	1 049 \$

- (1) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2011, nous avons reclassé certains montants liés aux ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction dans le secteur Marchés des Capitaux, qui étaient précédemment présentés au poste Autres, aux revenus tirés des activités de négociation comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêt, de manière à mieux refléter leur nature. Les chiffres correspondants de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.
- (2) Se reporter à la rubrique Rendement financier de notre rapport annuel 2010 pour une définition de ces catégories.

Premier trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2010

Le total des revenus a augmenté de 55 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent.

Le revenu net d'intérêt s'est accru de 26 millions de dollars, ou 1 %, en raison principalement de la hausse du revenu net d'intérêt tiré des activités autres que de négociation reflétant la forte croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens et l'amélioration des écarts liés aux dépôts de clients. Ces facteurs ont été neutralisés en grande partie par la diminution du revenu net d'intérêt tiré des activités de négociation, ce qui reflète la baisse des résultats tirés des activités de négociation.

Les revenus tirés des activités d'investissement ont progressé de 119 millions de dollars, ou 10 %, résultat qui tient essentiellement à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital et à l'accroissement des volumes de transactions reflétant l'amélioration des conditions du marché et la confiance accrue des investisseurs.

Les revenus tirés des activités d'assurance ont diminué de 459 millions de dollars, ou 33 %, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et de la réduction des ventes de rentes aux États-Unis, par suite de la vente annoncée de Liberty Life. Ces deux éléments ont été en grande partie compensés dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. La diminution est aussi imputable aux pertes sur placements. La diminution a été neutralisée en partie par la croissance des volumes des secteurs d'activité Assurances – Canada et Assurances et autres activités – International.

Les revenus tirés des activités de négociation inscrits dans les revenus autres que d'intérêt ont augmenté de 74 millions de dollars. Le total des revenus tirés des activités de négociation, qui se compose des revenus tirés des activités de négociation comptabilisés dans le revenu net d'intérêt et les revenus autres que d'intérêt, a atteint 1 002 millions de dollars, un résultat élevé qui est toutefois en baisse de 47 millions, ou 4 %, par rapport aux solides résultats enregistrés à l'exercice précédent. Ce résultat à la baisse a été neutralisé en partie par un gain de 102 millions de dollars lié à MBIA, une perte de 44 millions ayant été comptabilisée à ce titre à l'exercice précédent.

Les revenus tirés des services bancaires se sont accrus de 79 millions de dollars, ou 10 %, en raison principalement de la hausse des revenus tirés des opérations de change, de l'accroissement des volumes de transactions sur cartes de crédit, et du plus grand nombre d'activités de syndication de prêts.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils ont augmenté de 184 millions de dollars, ou 59 %, en raison principalement du nombre élevé d'activités de montage, principalement des activités de montage de prêts.

Les autres revenus ont progressé de 32 millions de dollars, ou 12 %, résultat qui tient essentiellement à la diminution des pertes sur les activités liées au financement, facteur neutralisé en partie par la comptabilisation de pertes sur certains titres disponibles à la vente, des gains ayant été comptabilisés à cet égard à l'exercice précédent.

Premier trimestre de 2011 par rapport au quatrième trimestre de 2010

Le total des revenus a augmenté de 187 millions de dollars, ou 3 %. En excluant la perte de 116 millions de dollars liée à Liberty Life comptabilisée au trimestre précédent, les revenus se sont accrus de 71 millions, ou 1 %, en raison principalement de la hausse considérable des revenus tirés des activités de négociation. L'augmentation tient également aux revenus à la hausse tirés des services de banque d'investissement, à la solide croissance des volumes liés aux services bancaires canadiens, à l'accroissement des volumes de transactions et de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients dans le secteur Gestion de patrimoine. Ces facteurs ont été en grande partie neutralisés par la baisse des revenus tirés des activités d'assurance, laquelle a été compensée en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Les revenus excluant la perte liée à Liberty Life constituent une mesure hors PCGR. Se reporter à la rubrique Mesures hors PCGR.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La qualité du crédit a de façon générale continué à s'améliorer par rapport à l'exercice précédent et au dernier trimestre, situation qui reflète la stabilisation de la qualité des actifs découlant de l'amélioration continue de la conjoncture économique. Pour de plus amples renseignements sur la dotation à la provision pour pertes sur créances, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Premier trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2010

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances, de 334 millions de dollars, a diminué de 159 millions, ou 32 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement d'une réduction de 151 millions de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances, laquelle reflète essentiellement la baisse des provisions liées à nos portefeuilles de gros aux États-Unis et au Canada ainsi que la réduction des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit au Canada. La dotation à la provision générale a diminué de 8 millions de dollars ce trimestre, et aucune dotation à la provision générale n'a été comptabilisée à l'exercice précédent.

Premier trimestre de 2011 par rapport au quatrième trimestre de 2010

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé de 98 millions de dollars, ou 23 %, par rapport au trimestre précédent. La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances a diminué de 86 millions de dollars, résultat qui reflète la baisse des provisions liées à nos portefeuilles de gros dans les Antilles, aux États-Unis et au Canada. La dotation à la provision générale a diminué de 8 millions de dollars ce trimestre, et une dotation à la provision générale de 4 millions a été comptabilisée au trimestre précédent.

Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance

Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2011, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance se sont élevés à 629 millions de dollars, en baisse de 501 millions, ou 44 %, par rapport à l'exercice précédent, et de 794 millions, ou 56 %, par rapport au trimestre précédent. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Assurances.

Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2011	31 octobre 2010	31 janvier 2010
Salaires	1 067 \$	1 040 \$	1 000 \$
Rémunération variable	1 052	863	991
Avantages sociaux et conservation du personnel	377	296	312
Rémunération à base d'actions	87	50	74
Ressources humaines	2 583 \$	2 249 \$	2 377 \$
Autres charges	1 363	1 569	1 249
Frais autres que d'intérêt	3 946 \$	3 818 \$	3 626 \$

Premier trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2010

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 320 millions de dollars, ou 9 %, résultat qui reflète principalement l'accroissement de l'effectif, l'augmentation de la rémunération variable tenant en grande partie à l'accroissement des revenus basés sur les commissions liés au secteur Gestion de patrimoine, l'augmentation des charges de retraite et la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités. De plus, les résultats de l'exercice précédent tenaient compte de la reprise de la tranche restante de 53 millions de dollars de la provision au titre du litige lié à Enron Corp., qui a donné lieu à une baisse des frais autres que d'intérêt pour cette période. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Premier trimestre de 2011 par rapport au quatrième trimestre de 2010

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 128 millions de dollars, ou 3 %, en raison essentiellement de l'accroissement de la rémunération variable reflétant en grande partie les résultats à la hausse tirés des activités de négociation. L'augmentation tient également à la hausse des charges de retraite, à l'accroissement de la rémunération à base d'actions et à la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des pertes diverses et par la baisse des coûts de marketing.

Impôts sur les bénéfices

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2011	31 octobre 2010	31 janvier 2010
Bénéfice avant impôts	2 480 \$	1 529 \$	2 085 \$
Impôts sur les bénéfices	612	381	565
Taux d'imposition effectif sur les bénéfices (1)	24,7 %	24,9 %	27,1 %

(1) Charge d'impôts en pourcentage du bénéfice net avant la charge d'impôts

Premier trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2010

La charge d'impôts a augmenté de 47 millions de dollars, ou 8 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse des bénéfices avant impôts. Le taux d'imposition effectif s'est établi à 24,7 %, soit une baisse de 2,4 % par rapport à l'exercice précédent qui tient en grande partie à la réduction des taux d'imposition des sociétés canadiennes prévus par la loi.

Premier trimestre de 2011 par rapport au quatrième trimestre de 2010

La charge d'impôts s'est accrue de 231 millions de dollars, ou 61 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient essentiellement à la hausse des bénéfices avant impôts. Le taux d'imposition effectif s'est élevé à 24,7 % ce trimestre, par rapport à 24,9 % au trimestre précédent, résultat qui tient à la perte liée à Liberty Life, laquelle n'était pas déductible aux fins de l'impôt. En excluant la perte liée à Liberty Life, le taux d'imposition effectif a augmenté de 1,5 % alors qu'il était de 23,2 % au trimestre précédent, en raison principalement de la plus faible proportion des bénéfices provenant de sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes) ce trimestre, facteur neutralisé en partie par une réduction des taux d'imposition des sociétés canadiennes prévus par la loi. Pour de plus amples renseignements sur le taux d'imposition effectif du trimestre précédent excluant la perte liée à Liberty Life, se reporter à la rubrique Mesures hors PCGR.

Principaux événements du premier trimestre de 2011

BlueBay Asset Management plc (BlueBay) : Le 17 décembre 2010, le secteur Gestion de patrimoine a finalisé l'acquisition de BlueBay, opération qui a donné lieu à une augmentation d'environ 39,1 milliards de dollars de ses biens sous gestion. Étant donné que les résultats de BlueBay sont présentés avec un décalage de un mois, nos résultats du premier trimestre reflètent les résultats de cette société pour la période du 17 décembre 2010 au 31 décembre 2010.

Règlement intervenu avec MBIA : Le 31 décembre 2010, un règlement est intervenu avec MBIA relativement à la résiliation de la police d'assurance souscrite directement auprès de cet assureur spécialisé. Les deux parties ont également convenu de mettre fin à leurs poursuites

judiciaires respectives. Cela a donné lieu à un gain qui découle principalement de la résiliation des swaps sur défaillance assurés par MBIA.

Résultats des secteurs d'exploitation

Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

Les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion n'ont pas changé depuis le 31 octobre 2010, à l'exception de ce qui est expliqué ci-après. La direction revoit régulièrement ces méthodes et ces hypothèses afin de s'assurer de leur validité. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2010.

Changements apportés au premier trimestre de 2011

Nous décrivons ci-après les principaux changements apportés à nos secteurs d'exploitation au cours du premier trimestre de 2011. Sauf indication contraire, les chiffres correspondants ont été révisés et cette révision n'a eu aucune incidence sur nos résultats consolidés.

Nous avons reclassé certains montants liés aux ajustements de la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction dans le secteur Marchés des Capitaux, qui étaient précédemment présentés au poste Autres, aux revenus tirés des activités de négociation comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêt, de manière à mieux refléter leur nature.

Nous avons effectué des changements organisationnels dans le secteur Gestion de patrimoine, afin de mieux assurer la concordance de notre structure d'exploitation et de nos objectifs et d'accélérer la mise en œuvre de notre stratégie aux fins de notre croissance à l'échelle mondiale.

Nous avons réaligné le secteur Marchés des Capitaux afin de mieux refléter la façon dont nous gérons nos secteurs (1).

- Le secteur d'activité Marchés Mondiaux se compose des services de négociation de titres à revenu fixe, des opérations de change, des activités de vente et de négociation de titres de participation, de la trésorerie, des activités de financement et des activités liées au marché des marchandises, des opérations de négociation pour compte propre et de la tranche résiduelle du portefeuille de titres garantis par des créances de sociétés.
- Le secteur d'activité Services à la grande entreprise et banque d'investissement se compose des activités de montage de prêts et de titres de participation, des services-conseils, des activités de

syndication de prêts, des prêts aux grandes entreprises, des opérations de titrisation auprès de clients, du groupe Crédits mondiaux, des services de recherche visant les valeurs mobilières, des placements privés ainsi que des services bancaires commerciaux et des opérations par correspondants bancaires.

- Le secteur d'activité Autres se compose d'activités existantes et comprend nos contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques, les titres adossés à des créances hypothécaires commerciales aux États-Unis, les titres à enchères aux États-Unis et certains autres portefeuilles existants. Certains de ces produits sont également présentés comme des éléments liés au marché et au crédit, comme il est décrit dans notre rapport annuel 2010.

Nous avons révisé notre méthode d'attribution du capital économique de façon prospective de manière à refléter une attribution proportionnelle aux secteurs d'exploitation de capital non attribué précédemment. La méthode d'attribution révisée assure une plus grande concordance de nos processus d'attribution du capital et des nouvelles exigences accrues de l'accord de Bâle III visant le capital.

Comme en fait état notre rapport annuel 2010, afin de nous assurer que les résultats de nos secteurs d'exploitation comprennent les charges liées à la conduite de leurs affaires, nous imputons les coûts engagés ou les services offerts par les groupes Exploitation et technologie et Fonctions qui ont été engagés ou fournis directement au nom de chaque secteur d'exploitation. Nous avons revu les coûts engagés par les groupes Exploitation et technologie et Fonctions qui sont attribués au secteur Services bancaires internationaux, et nous les avons ajustés de manière à tenir compte des montants qui ne reflètent ni les avantages reçus ni les services fournis au nom de ce secteur. Cet ajustement s'est traduit, pour le trimestre, par une légère réduction des coûts attribués à ce secteur, et il a été appliqué sur une base prospective.

(1) En ce qui concerne les activités de montage de prêts et de titres de participation, les revenus sont attribués aux Marchés Mondiaux et aux Services à la grande entreprise et banque d'investissement, en fonction de l'apport de chaque groupe et conformément à l'entente conclue.

Services bancaires canadiens

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2011	31 octobre 2010	31 janvier 2010
Revenu net d'intérêt	1 976 \$	1 934 \$	1 879 \$
Revenus autres que d'intérêt	802	764	759
Total des revenus	2 778 \$	2 698 \$	2 638 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	257 \$	287 \$	318 \$
Frais autres que d'intérêt	1 297	1 313	1 205
Bénéfice net avant impôts	1 224 \$	1 098 \$	1 115 \$
Bénéfice net	882 \$	765 \$	777 \$
Revenus par division			
Particuliers clients	1 542 \$	1 501 \$	1 436 \$
Services financiers à l'entreprise	677	654	637
Solutions cartes et paiements	559	543	565
Principales données moyennes figurant au bilan			
Rendement des capitaux propres	35,8 %	34,1 %	39,6 %
Rendement du capital de risque	45,4 %	44,4 %	53,8 %
Marge nette d'intérêt (1)	2,78 %	2,75 %	2,80 %
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,36 %	0,41 %	0,48 %
Levier d'exploitation	(2,3)%	(3,4)%	4,5 %
Moyenne du total des actifs productifs (2)	282 500	279 000	266 100
Moyenne des prêts et acceptations (2)	280 600	276 800	263 200
Moyenne des dépôts	201 200	197 400	187 500
Biens administrés	154 600 \$	148 200 \$	136 000 \$

(1) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne de l'actif productif total.

(2) Le total de la moyenne des actifs productifs et la moyenne des prêts et des acceptations comprennent la moyenne des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés pour le trimestre terminé le 31 janvier 2011, laquelle s'est établie à 40 milliards de dollars et à 2 milliards, respectivement (37 milliards et 3 milliards au 31 octobre 2010; 38 milliards et 3 milliards au 31 janvier 2010).

Premier trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2010

Le bénéfice net a augmenté de 105 millions de dollars, ou 14 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète la solide croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité et la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances, facteurs neutralisés en partie par la hausse des coûts liés à l'effectif, y compris les charges de retraite.

Le total des revenus s'est accru de 140 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés de la division Particuliers clients ont progressé de 106 millions de dollars, ou 7 %, résultat qui reflète la solide croissance des volumes liés aux activités de financement aux fins d'accession à la propriété, des dépôts des particuliers et des prêts aux particuliers. L'augmentation tient également aux écarts plus élevés liés aux dépôts et à la hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement, laquelle reflète l'appréciation du capital.

Les revenus tirés des Services financiers à l'entreprise ont augmenté de 40 millions de dollars, ou 6 %, en raison essentiellement de la croissance des volumes liés aux prêts aux entreprises et aux dépôts des entreprises, ainsi que de l'amélioration des écarts liés aux dépôts.

Les revenus tirés des Solutions cartes et paiements ont reculé de 6 millions de dollars, ou 1 %, résultat qui reflète principalement la diminution des écarts découlant des prix promotionnels ainsi que l'incidence des nouveaux règlements visant les cartes de crédit, facteurs neutralisés en grande partie par la hausse des revenus découlant de l'accroissement des volumes de transactions sur cartes de crédit.

La marge nette d'intérêt a diminué de 2 points de base, en raison essentiellement de la compression des écarts liés aux taux préférentiels et aux acceptations bancaires, de la hausse des coûts liés à la rupture de contrats hypothécaires et de la diminution des écarts liés aux prêts sur cartes de crédit. Ces facteurs ont été en grande partie neutralisés par la hausse des écarts liés aux dépôts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé de 61 millions de dollars, ou 19 %, en raison principalement de la baisse des dotations liées à notre portefeuille de prêts aux entreprises. Le recul

est aussi attribuable à la diminution des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrues de 92 millions de dollars, ou 8 %, en raison principalement de la hausse des charges de retraite et des coûts à l'appui de la croissance des activités, y compris l'accroissement de l'effectif aux fins de l'expansion des succursales et des plus longues heures d'ouverture des succursales. L'augmentation est aussi imputable à l'incidence de l'entrée en vigueur de la taxe de vente harmonisée (TVH) en Ontario et en Colombie-Britannique en juillet 2010. L'augmentation a été neutralisée en partie par la baisse des coûts de marketing liés à notre commandite des Jeux olympiques à l'exercice précédent, ainsi que par la diminution de pertes diverses.

Premier trimestre de 2011 par rapport au quatrième trimestre de 2010

Le bénéfice net s'est accru de 117 millions de dollars, ou 15 %, par rapport au trimestre précédent, en raison de la solide croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité, de la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances, et de la baisse des coûts de marketing.

Le total des revenus a augmenté de 80 millions de dollars, ou 3 %, résultat qui reflète en grande partie la solide croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité, la hausse saisonnière des volumes de transactions sur cartes de crédit et l'augmentation des frais de placement liés aux fonds communs de placement, laquelle reflète l'appréciation du capital.

La marge nette d'intérêt a augmenté de 3 points de base, résultat qui reflète essentiellement l'amélioration des écarts liés aux dépôts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 30 millions de dollars, ou 10 %, en raison en grande partie de la réduction des dotations liées à notre portefeuille de prêts aux entreprises.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 16 millions de dollars, ou 1 %, en raison principalement de la baisse des coûts de marketing, facteur neutralisé en grande partie par la hausse des charges de retraite et par l'accroissement de l'effectif à l'appui de la croissance des activités.

Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages et sauf indication contraire)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2011	31 octobre 2010	31 janvier 2010
Revenu net d'intérêt	91 \$	80 \$	78 \$
Revenus autres que d'intérêt			
Revenus tirés des services tarifés	659	615	574
Revenus tirés des transactions et autres revenus	435	410	412
Total des revenus	1 185 \$	1 105 \$	1 064 \$
Frais autres que d'intérêt	874	855	806
Bénéfice net avant impôts	311 \$	250 \$	258 \$
Bénéfice net	221 \$	175 \$	219 \$
Revenus par division (1)			
Gestion de patrimoine – Canada	433 \$	399 \$	367 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis et International (2)	519	519	515
Gestion de patrimoine – États-Unis et International (en millions de dollars US) (2)	515	502	487
Gestion mondiale d'actifs (3)	233	187	182
Autres renseignements			
Rendement des capitaux propres	19,5 %	18,7 %	21,8 %
Rendement du capital de risque	72,1 %	70,9 %	72,9 %
Marge avant impôts (4)	26,2 %	22,6 %	24,2 %
Nombre de conseillers (5)	4 237	4 191	4 324
Biens administrés – Total	543 000	521 600	510 000
– Gestion de patrimoine – États-Unis et International	333 300	320 400	323 900
– Gestion de patrimoine – États-Unis et International (en millions de dollars US)	332 800	314 000	302 900
Biens sous gestion	305 200	261 800	248 400

Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état des résultats, de la conversion en dollars canadiens de certaines opérations libellées en dollars américains	Pour le trimestre terminé le	
	Premier trimestre de 2011 par rapport au quatrième trimestre de 2010	Premier trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2010
Incidence sur le bénéfice : <i>augmentation (diminution)</i>		
Total des revenus	(15)\$	(25)\$
Frais autres que d'intérêt	10	20
Bénéfice net	–	(5)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	3 %	5 %

- Les montants présentés pour chaque secteur d'activité ont été retraités de manière à refléter les changements organisationnels ayant pris effet le 1^{er} novembre 2010. L'incidence de ces changements sur les chiffres correspondants de l'exercice précédent est négligeable.
- Comprend les services de gestion de patrimoine aux États-Unis, les services fiduciaires et les services de gestion de patrimoine mondiaux basés au Royaume-Uni, ainsi que les services de gestion de patrimoine sur les marchés émergents.
- Comprend les résultats de BlueBay, présentés avec un décalage de un mois.
- La marge avant impôts s'entend du bénéfice net avant impôts, divisé par le total des revenus.
- Comprend les conseillers ayant un contact direct avec les clients au sein de tous nos services de gestion de patrimoine.

Premier trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2010

Le bénéfice net a augmenté de 2 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, de l'accroissement des volumes de transactions et d'un ajustement comptable cumulatif favorable de 15 millions (11 millions après impôts) lié au passif au titre de la rémunération reportée. Les résultats de l'exercice précédent tenaient compte d'un ajustement comptable favorable de 39 millions de dollars (34 millions après impôts) lié à la conversion de certains titres disponibles à la vente et d'un ajustement favorable visant les impôts de 30 millions.

Le total des revenus a progressé de 121 millions de dollars, ou 11 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés de la Gestion de patrimoine – Canada se sont accrus de 66 millions de dollars, ou 18 %, en raison essentiellement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital, et de l'accroissement des volumes de transactions reflétant l'amélioration des conditions du marché et la confiance accrue des investisseurs. L'augmentation est aussi attribuable à l'amélioration des écarts liés aux dépôts en espèces des clients.

Les revenus tirés de la Gestion de patrimoine – États-Unis et International ont augmenté de 4 millions de dollars, ou 1 %. Libellés en dollars américains, les revenus ont progressé de 28 millions de dollars, ou 6 %, résultat qui tient essentiellement à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et à l'accroissement des volumes de transactions. L'augmentation découle également du gain plus élevé au titre de notre régime de rémunération à base d'actions lié à nos services de courtage aux États-Unis. Les revenus à l'exercice précédent tenaient compte d'un ajustement comptable favorable lié à la conversion de certains titres disponibles à la vente.

Les revenus tirés de la Gestion mondiale d'actifs se sont accrus de 51 millions de dollars, ou 28 %, en raison en grande partie de commissions de performance touchées par BlueBay en décembre, de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital, et de la préférence des clients à l'égard des fonds à long terme générant des rendements plus élevés, qui découle de l'amélioration des conditions du marché.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 68 millions de dollars, ou 8 %, en raison essentiellement de la hausse de la rémunération variable découlant de l'accroissement des revenus basés sur les commissions et des commissions de performance touchées par BlueBay. L'augmentation est aussi imputable à l'incidence favorable de la reprise de la tranche restante de la provision comptabilisée à l'exercice précédent, qui concernait le Reserve Primary Fund, ainsi qu'à la hausse, au cours du trimestre considéré, de la juste valeur du passif au titre de la rémunération gagnée, qui concernait notre régime de rémunération à base d'actions aux États-Unis. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien et par un ajustement comptable cumulatif favorable lié au passif au titre de la rémunération reportée.

Premier trimestre de 2011 par rapport au quatrième trimestre de 2010

Le bénéfice net a augmenté de 46 millions de dollars, ou 26 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'accroissement des volumes de transactions reflétant l'amélioration des conditions du marché et la confiance accrue des investisseurs, ainsi que de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital. L'augmentation est aussi attribuable à l'ajustement comptable cumulatif favorable décrit ci-dessus.

Le total des revenus a progressé de 80 millions de dollars, ou 7 %, résultat qui tient essentiellement à l'accroissement des volumes de transactions, aux commissions de performance touchées par BlueBay en décembre, et à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 19 millions de dollars, ou 2 %, en raison surtout de la hausse de la rémunération variable découlant de l'accroissement des revenus basés sur les commissions, des commissions de performance touchées par BlueBay et de l'augmentation des coûts à l'appui de la croissance des activités. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par un ajustement comptable cumulatif favorable et par l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Assurances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2011	31 octobre 2010	31 janvier 2010
Revenus autres que d'intérêt			
Primes acquises, montant net	1 032 \$	1 127 \$	1 067 \$
Revenu de placement (1)	(170)	516	248
Honoraires	67	67	67
Autres (2)	–	(116)	–
Total des revenus	929 \$	1 594 \$	1 382 \$
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance (1)	452 \$	1 253 \$	963 \$
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	177	170	167
Frais autres que d'intérêt	149	145	129
Bénéfice net avant impôts	151 \$	26 \$	123 \$
Bénéfice net	145 \$	27 \$	118 \$
Revenus par division			
Assurances – Canada	388 \$	832 \$	623 \$
Assurances – États-Unis	103	321	364
Assurances – États-Unis (en millions de dollars américains)	101	304	343
Assurances et autres activités – International	438	441	395
Principales données moyennes et autres renseignements			
Rendement des capitaux propres	31,6 %	6,6 %	35,5 %
Rendement du capital de risque	34,5 %	7,5 %	40,9 %
Primes et dépôts (3)	1 316 \$	1 430 \$	1 382 \$
Variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations liées aux polices d'assurance (1)	(367)	324	78

	Pour le trimestre terminé le	
	Premier trimestre de 2011 par rapport au quatrième trimestre de 2010	Premier trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2010
Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état des résultats, de la conversion en dollars canadiens de certaines opérations libellées en dollars américains et en livres sterling		
Incidence sur le bénéfice : augmentation (diminution)		
Total des revenus	– \$	(10)\$
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	10
Frais autres que d'intérêt	–	–
Bénéfice net	–	–
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	3 %	5 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	3 %	8 %

(1) Le revenu de placement peut être assujéti à la volatilité découlant des fluctuations de la juste valeur des actifs détenus à des fins de transaction. Les placements à l'appui des passifs actuariels sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme détenus à des fins de transaction; par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans le poste Revenu de placement des états consolidés des résultats. Les variations de la juste valeur de ces actifs sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions actuarielles, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance.

(2) Concerne la perte liée à Liberty Life. L'opération est assujéti aux approbations réglementaires et aux autres conditions de clôture habituelles, et elle devrait être conclue au deuxième trimestre de 2011. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 7 de nos états financiers consolidés intermédiaires non audités.

(3) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur de l'assurance.

Premier trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2010

Le bénéfice net a augmenté de 27 millions de dollars, ou 23 %, en raison principalement de la diminution des coûts liés aux sinistres au titre des activités de réassurance et des polices d'assurance invalidité, ainsi que des résultats techniques favorables au chapitre des polices d'assurance vie. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les pertes nettes sur placements comptabilisées ce trimestre.

Le total des revenus a diminué de 453 millions de dollars, ou 33 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés du secteur Assurances – Canada ont reculé de 235 millions de dollars, ou 38 %, résultat qui tient essentiellement à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie, qui sont compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Le recul est aussi imputable aux pertes sur placements. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance des volumes liés à tous les produits.

Les revenus tirés du secteur Assurances – États-Unis ont subi une baisse de 261 millions de dollars, ou 72 %. Libellés en dollars américains, les revenus ont diminué de 242 millions de dollars, ou 71 %, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance vie et des contrats de rente, ainsi que de la baisse des ventes de rentes découlant de la vente annoncée de Liberty Life. Ces deux éléments sont compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus tirés du secteur Assurances et autres activités – International ont augmenté de 43 millions de dollars, ou 11 %, résultat qui reflète principalement la croissance des volumes de nos produits de

réassurance, facteur neutralisé en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont reculé de 501 millions de dollars, ou 44 %, en raison essentiellement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et de la baisse des coûts découlant de la réduction des ventes de rentes aux États-Unis. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts découlant de la croissance des volumes des secteurs Assurances – Canada et Assurance et autres activités – International.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 20 millions de dollars, ou 16 %, résultat qui reflète les charges au titre de la réduction progressive des activités liées à la vente annoncée de Liberty Life et la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités.

Premier trimestre de 2011 par rapport au quatrième trimestre de 2010

Le bénéfice net s'est établi à 145 millions de dollars, en hausse de 118 millions par rapport au dernier trimestre. Ce résultat tient principalement à la perte de 116 millions de dollars liée à la vente annoncée de Liberty Life comptabilisée au trimestre précédent. En excluant cette perte, le bénéfice net est demeuré relativement inchangé. Les ajustements favorables des provisions techniques reflétant les mesures prises par la direction et les modifications apportées aux hypothèses ont été neutralisés en grande partie par les pertes nettes sur placements.

Le total des revenus a reculé de 665 millions de dollars par rapport au dernier trimestre. En excluant la perte de 116 millions de dollars liée à Liberty Life, le total des revenus a diminué de 781 millions de dollars, ou 46 %, en raison essentiellement de la variation de la juste valeur des

placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et de la réduction des ventes de rentes aux États-Unis. Le recul est aussi imputable aux pertes sur placements. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance des volumes liés à nos produits d'assurance au Canada. La variation de la juste valeur des placements et les ventes de rentes ont été en grande partie compensées dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Les résultats excluant la perte liée à Liberty Life constituent des mesures hors PCGR. Se reporter à la rubrique Mesures hors PCGR.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 794 millions de dollars, ou 56 %, résultat

qui tient en grande partie à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et à la baisse des coûts découlant de la réduction des ventes de rentes aux États-Unis. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts découlant de la croissance des volumes du secteur Assurances – Canada.

Les frais autres que d'intérêt sont demeurés relativement inchangés par rapport au trimestre précédent, car les charges au titre de la réduction progressive des activités liées à la vente annoncée de Liberty Life ont été en grande parties neutralisées par la diminution des coûts de marketing.

Services bancaires internationaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2011	31 octobre 2010	31 janvier 2010
Revenu net d'intérêt	354 \$	356 \$	320 \$
Revenus autres que d'intérêt	258	165	228
Total des revenus	612 \$	521 \$	548 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	131 \$	191 \$	175 \$
Frais autres que d'intérêt	489	561	510
(Perte nette) avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	(8)\$	(231)\$	(137)\$
Bénéfice net (perte nette)	24 \$	(157)\$	(57)\$
Revenus par division			
Services bancaires (1)	437 \$	350 \$	389 \$
RBC Dexia IS (1)	175	171	159
Principales données moyennes et autres renseignements			
Rendement des capitaux propres	0,6 %	(9,7)%	(4,3)%
Rendement du capital de risque	1,2 %	(20,8)%	(10,2)%
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	1,90 %	2,63 %	2,27 %
Moyenne des prêts et acceptations	27 400 \$	28 900 \$	30 700 \$
Moyenne des dépôts	43 100	45 700	47 100
Biens administrés – RBC (2)	7 500	7 800	7 400
– RBC Dexia IS (3)	2 881 200	2 779 500	2 528 800
Biens sous gestion – RBC (2)	2 600	2 600	2 700

Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état des résultats, de la conversion en dollars canadiens de certaines opérations libellées en dollars américains, en euros et en dollars de Trinité-et-Tobago	Pour le trimestre terminé le	
	Premier trimestre de 2011 par rapport au quatrième trimestre de 2010	Premier trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2010
Incidence sur le bénéfice : <i>augmentation (diminution)</i>		
Total des revenus	(15)\$	(40)\$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	5	5
Frais autres que d'intérêt	15	30
Bénéfice net	–	–
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	3 %	5 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	3 %	13 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars de Trinité-et-Tobago	3 %	5 %

(1) Il existe un décalage de un mois dans la présentation des résultats de RBTT Financial Group (RBTT) et de RBC Dexia IS.

(2) Représente respectivement le total des biens administrés et des biens sous gestion de RBTT, présenté avec un décalage de un mois.

(3) Représente le total des biens administrés de la coentreprise, dans laquelle nous détenons une participation de 50 %, présenté avec un décalage de un mois.

Premier trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2010

Le bénéfice net s'est élevé à 24 millions de dollars, par rapport à une perte nette de 57 millions à l'exercice précédent. Ce résultat à la hausse est en grande partie attribuable à la comptabilisation, à l'exercice précédent, de pertes sur les titres disponibles à la vente, et à la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances ce trimestre, qui tient à l'amélioration de la qualité du crédit.

Le total des revenus a augmenté de 64 millions de dollars, ou 12 %.

Les revenus tirés des Services bancaires se sont accrues de 48 millions de dollars, ou 12 %. Libellés en dollars américains, les revenus tirés des Services bancaires ont augmenté de 65 millions de dollars, ou 18 %, en raison principalement de la comptabilisation, à l'exercice précédent, de pertes sur les titres disponibles. L'augmentation tient également à la comptabilisation, à l'exercice précédent, d'un ajustement comptable défavorable, et à la hausse des gains à l'égard de certains dérivés liés aux services bancaires dans les Antilles ce trimestre, laquelle tient à l'amélioration des conditions du

marché. L'augmentation a été neutralisée en partie par la réduction d'une provision au titre de la restructuration de certains fonds de placement liés à nos services bancaires dans les Antilles à l'exercice précédent, et par la hausse des pertes sur les biens saisis liés aux services bancaires aux États-Unis ce trimestre.

Les revenus de RBC Dexia IS ont augmenté de 16 millions de dollars, ou 10 %, résultat qui reflète principalement la hausse des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital et l'accroissement des volumes de transactions. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 44 millions de dollars, ou 25 %, en raison essentiellement de la baisse des dotations liées à nos portefeuilles de prêts commerciaux aux États-Unis et dans les Antilles, qui reflète la stabilisation des actifs et la hausse de la valeur des biens immobiliers commerciaux. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 21 millions de dollars, ou 4 %, résultat qui tient en grande partie à l'incidence du raffermissement du dollar canadien et à la reprise d'une tranche des provisions liées à un litige concernant les services bancaires dans les Antilles survenu au cours d'une période précédente. Le recul a été neutralisé en partie par l'accroissement des investissements dans les infrastructures et des coûts liés à l'effectif concernant les services bancaires dans les Antilles, ainsi que par la hausse des charges à l'appui de la croissance des activités de RBC Dexia IS.

Premier trimestre de 2011 par rapport au quatrième trimestre de 2010

Le bénéfice net s'est établi à 24 millions de dollars, par rapport à une perte nette de 157 millions au dernier trimestre. Ce résultat à la hausse est en grande partie attribuable à la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis, à la baisse des pertes sur les biens saisis liés aux services bancaires aux États-Unis, et aux pertes sur les titres disponibles à la vente comptabilisées au trimestre précédent. Le résultat à la hausse est aussi attribuable à la comptabilisation d'une économie d'impôts ce trimestre et à la reprise d'une tranche des provisions liées à un litige concernant les services bancaires dans les Antilles survenu au cours d'une période précédente. Bien qu'ils n'aient pas constitué pas un important facteur de cette hausse, nous avons noté des signes positifs de croissance des activités sous-jacentes ce trimestre. De plus, les résultats du dernier trimestre tenaient compte

d'un ajustement défavorable visant les impôts et d'un ajustement comptable cumulatif défavorable.

Le total des revenus a augmenté de 91 millions de dollars, ou 17 %. L'augmentation reflète principalement la diminution des pertes sur les biens saisis ce trimestre, ainsi que la comptabilisation, au trimestre précédent, de pertes sur les titres disponibles à la vente et d'un ajustement comptable cumulatif défavorable. De plus, des gains plus élevés à l'égard de certains dérivés liés aux services bancaires dans les Antilles ont été comptabilisés ce trimestre. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le raffermissement du dollar canadien.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 60 millions de dollars, ou 31 %, en raison essentiellement de la baisse des dotations liées à nos portefeuilles de prêts commerciaux dans les Antilles et aux États-Unis.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 72 millions de dollars, ou 13 %, résultat qui tient surtout à la reprise d'une tranche des provisions liées à un litige concernant les services bancaires dans les Antilles survenu au cours d'une période précédente, à l'incidence du raffermissement du dollar canadien et à la baisse des coûts de marketing et des honoraires liés aux services bancaires aux États-Unis. Les résultats du dernier trimestre tenaient compte d'une hausse des coûts liés à l'effectif, laquelle reflète surtout l'accroissement de la charge de retraite et des avantages sociaux, ainsi que des investissements dans les infrastructures liées aux services bancaires dans les Antilles.

Marchés des Capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2011	31 octobre 2010	31 janvier 2010
Revenu net d'intérêt (1)	623 \$	692 \$	729 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 405	801	1 111
Total des revenus (1)	2 028 \$	1 493 \$	1 840 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(27)\$	(22)\$	30 \$
Frais autres que d'intérêt	1 126	933	951
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	929 \$	582 \$	859 \$
Bénéfice net	613 \$	373 \$	571 \$
Revenus par division (2)			
Marchés mondiaux	1 321 \$	829 \$	1 284 \$
Services à la grande entreprise et banque d'investissement	710	558	561
Autres	(3)	106	(5)
Principales données moyennes et autres renseignements			
Rendement des capitaux propres	25,3 %	17,0 %	26,4 %
Rendement du capital de risque	28,3 %	19,3 %	30,1 %
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	(0,37)%	(0,31)%	0,38 %
Moyenne des titres du compte de négociation	138 600 \$	129 600 \$	133 300 \$
Moyenne des prêts et acceptations	29 000	29 000	31 400
Moyenne des dépôts	113 000	103 400	89 800

Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état des résultats, de la conversion en dollars canadiens de certaines opérations libellées en dollars américains en livres sterling et en euros	Pour le trimestre terminé le	
	Premier trimestre de 2011 par rapport au quatrième trimestre de 2010	Premier trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2010
Incidence sur le bénéfice : <i>augmentation (diminution)</i>		
Total des revenus	(45)\$	(75)\$
Frais autres que d'intérêt	20	35
Bénéfice net	(20)	(20)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	3 %	5 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	3 %	8 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	3 %	13 %

- (1) Majoration au montant imposable équivalent. La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre terminé le 31 janvier 2011 s'élève à 144 millions de dollars (158 millions au 31 octobre 2010; 121 millions au 31 janvier 2010). Une analyse plus détaillée est présentée à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2010.
- (2) Le secteur Marchés des Capitaux a été réaligné au premier trimestre de 2011. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

Premier trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2010

Le bénéfice net s'est accru de 42 millions de dollars, ou 7 %, en raison principalement de la forte croissance des activités de montage, particulièrement les activités de montage de prêts, laquelle découle du plus grand nombre de nouveaux titres émis et de la hausse des honoraires tirés des activités de syndication de prêts. La faible baisse des revenus tirés des activités de négociation tenait compte d'un gain de 102 millions de dollars (49 millions après impôts et écritures de compensation) lié à MBIA.

Le total des revenus s'est établi à 2 028 millions de dollars, en hausse de 188 millions, ou 10 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés du secteur Marchés Mondiaux se sont accrus de 37 millions de dollars, ou 3 %, en raison principalement de l'accroissement des activités de montage et des activités quotidiennes d'investissement en actions. La baisse des revenus tirés des activités de négociation tenait compte d'un gain lié à MBIA, une perte de 44 millions de dollars (20 millions après impôts et écritures de compensation) ayant été comptabilisée à ce titre à l'exercice précédent. Nous avons de façon générale affiché de bons résultats au chapitre des activités de négociation ce trimestre, mais ces résultats sont toutefois légèrement inférieurs aux résultats solides enregistrés à l'exercice précédent.

Les revenus tirés du secteur Services à la grande entreprise et banque d'investissement se sont accrus de 149 millions de dollars, ou 27 %, résultat qui reflète principalement les importantes activités de montage de prêts aux États-Unis et au Canada, lesquelles découlent de l'accroissement des activités des entreprises. La croissance des revenus tient aussi à l'augmentation des activités de montage de titres de participation, principalement aux États-Unis, et des revenus tirés des activités de syndication de prêts reflétant les émissions effectuées.

Les autres revenus sont demeurés inchangés par rapport à l'exercice précédent, car les pertes découlant des titres à enchères liés aux prêts aux étudiants aux États-Unis ont été en grande partie neutralisées par les gains liés à certains produits existants.

Au cours du trimestre, nous avons comptabilisé une reprise sur provision pour pertes sur créances de 27 millions de dollars, qui se compose de recouvrements liés à quelques comptes, une dotation à la provision pour pertes sur créances ayant été comptabilisée à l'exercice précédent.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 175 millions de dollars, ou 18 %, résultat qui tient à l'accroissement des coûts à l'appui de la croissance des activités et aux exigences réglementaires. De plus, les résultats de l'exercice précédent tenaient compte de la reprise de la tranche restante de la provision au titre du litige lié à Enron, qui a occasionné une baisse des frais autres que d'intérêt pour cette période.

Pour plus de détails sur le gain lié à MBIA, se reporter à la section Principaux événements du premier trimestre de 2011, à la rubrique Rendement financier.

Premier trimestre de 2011 par rapport au quatrième trimestre de 2010

Le bénéfice net a augmenté de 240 millions de dollars, ou 64 %, en raison de la hausse importante des revenus tirés des activités de négociation et de la forte croissance de nos services de banque d'investissement, principalement aux États-Unis et au Canada, qui découle de l'accroissement des activités de montage et des activités de syndication de prêts. Nos activités de négociation ont été favorablement touchées par l'accroissement des volumes de transactions des clients et par l'amélioration des écarts, principalement en ce qui concerne les activités de négociation de titres à revenu fixe et de titres de participation vers la fin du trimestre.

Le total des revenus s'est accru de 535 millions de dollars, ou 36 %, en raison de la hausse considérable des revenus tirés des activités de négociation et de la croissance des activités de montage aux États-Unis et au Canada, laquelle tient à l'augmentation des activités de négociation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des revenus tirés des produits existants, qui se composent principalement de gains à la baisse au titre des contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques et de pertes liées à la perte de valeur des titres à enchères liés aux prêts aux étudiants aux États-Unis.

Au cours du trimestre, nous avons comptabilisé une reprise sur provision pour pertes sur créances de 27 millions de dollars, comparativement à une reprise de 22 millions au trimestre précédent.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 193 millions de dollars, ou 21 %, en raison principalement de la hausse de la rémunération variable par suite de l'amélioration des résultats.

Services de soutien généraux

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2011	31 octobre 2010	31 janvier 2010
Revenu net (perte nette) d'intérêt (1)	(271)\$	(279)\$	(259)\$
Revenus autres que d'intérêt	128	70	121
Total des revenus (1)	(143)\$	(209)\$	(138)\$
Dotation à la provision pour pertes sur créances (2)	(27)\$	(24)\$	(30)\$
Frais autres que d'intérêt	11	11	25
Perte nette avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales (1)	(127)\$	(196)\$	(133)\$
Perte nette	(46)\$	(62)\$	(131)\$
Titrisations			
Total des créances titrisées et vendues en cours (3)	31 928 \$	31 503 \$	32 412 \$
Nouvelles opérations de titrisation au cours de la période (4)	2 199	1 601	1 018

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services de soutien généraux se compose de la dotation à la provision générale et d'un ajustement lié à la dotation à la provision pour pertes sur créances au titre des prêts sur cartes de crédit titrisés qui sont gérés par le secteur Services bancaires canadiens. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2010.

(3) Le total des créances titrisées vendues et en cours se compose de créances liées aux prêts sur cartes de crédit et de prêts hypothécaires résidentiels.

(4) Les nouvelles opérations de titrisation se composent des créances liées aux prêts hypothécaires résidentiels et aux prêts sur cartes de crédit titrisées au Canada et vendues au cours de la période. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 5 des états financiers consolidés intermédiaires non audités. Ce montant ne tient pas compte des opérations de titrisation de prêts hypothécaires résidentiels au Canada et de prêts hypothécaires commerciaux du secteur Marchés des Capitaux.

Compte tenu de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés dans ce secteur, nous sommes d'avis qu'une analyse sur douze mois n'est pas pertinente.

Le revenu net (la perte nette) d'intérêt et la charge d'impôts comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux tiennent compte de l'écriture d'élimination des ajustements liés à la majoration des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes comptabilisés dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant porté en déduction du revenu net (de la perte nette) d'intérêt pour le trimestre terminé le 31 janvier 2011 s'est établi à 144 millions de dollars (158 millions au 31 octobre 2010; 121 millions au 31 janvier 2010). Une analyse plus détaillée est présentée à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2010.

Les renseignements qui suivent portent sur les éléments importants, en plus de la majoration au montant imposable équivalent, qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Premier trimestre de 2011

La perte nette, qui s'est élevée à 46 millions de dollars, tient compte d'un ajustement défavorable visant les impôts et de certains montants

liés principalement aux activités de financement de l'entreprise qui n'ont pas été attribués aux secteurs d'exploitation.

Quatrième trimestre de 2010

La perte nette, qui s'est établie à 62 millions de dollars, tient compte d'ajustements défavorables visant les impôts, de pertes de 33 millions (23 millions après impôts) liées à la variation de la juste valeur de certains dérivés qui servent de couverture économique à nos activités de financement, et de pertes de 21 millions (avant et après impôts), qui sont liées à un placement comptabilisé à la valeur de consolidation.

Premier trimestre de 2010

La perte nette, qui s'est chiffrée à 131 millions de dollars, reflète principalement des ajustements visant les impôts sur les bénéfices, qui ont été contrebalancés en grande partie par des ajustements favorables visant les impôts liés à d'autres secteurs d'activité. La perte nette tient aussi compte de l'incidence défavorable de la comptabilité de couverture sur les opérations de couverture auxquelles nous avons mis fin et des ajustements comptables cumulatifs défavorables de 47 millions de dollars (33 millions après impôts), ces facteurs étant liés à nos opérations de titrisation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les gains sur nos portefeuilles de titres disponibles à la vente.

Analyse des résultats trimestriels et des tendances

Notre bénéfice, nos revenus et nos charges trimestriels sont touchés par un certain nombre de tendances et de facteurs récurrents, qui comprennent les fluctuations saisonnières, la conjoncture générale et

les conditions du marché, de même que les fluctuations des taux de change. Le tableau suivant présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres (la période) :

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2011	2010				2009		
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
Revenu net d'intérêt	2 773 \$	2 783 \$	2 748 \$	2 699 \$	2 747 \$	2 876 \$	2 904 \$	2 914 \$
Revenus autres que d'intérêt	4 616	4 419	4 079	4 268	4 587	4 583	4 919	3 847
Total des revenus	7 389 \$	7 202 \$	6 827 \$	6 967 \$	7 334 \$	7 459 \$	7 823 \$	6 761 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	334	432	432	504	493	883	770	974
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	629	1 423	1 459	1 096	1 130	1 322	1 253	958
Frais autres que d'intérêt	3 946	3 818	3 377	3 572	3 626	3 606	3 755	3 575
Charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	1 000
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 480 \$	1 529 \$	1 559 \$	1 795 \$	2 085 \$	1 648 \$	2 045 \$	254 \$
Impôts sur les bénéfices	612	381	257	443	565	389	449	266
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	29	27	26	23	23	22	35	38
Bénéfice net (perte nette)	1 839 \$	1 121 \$	1 276 \$	1 329 \$	1 497 \$	1 237 \$	1 561 \$	(50) \$
Bénéfice par action – de base	1,25 \$	0,74 \$	0,85 \$	0,89 \$	1,01 \$	0,83 \$	1,06 \$	(0,07) \$
– dilué	1,24 \$	0,74 \$	0,84 \$	0,88 \$	1,00 \$	0,82 \$	1,05 \$	(0,07) \$
Bénéfice net (perte nette) par secteur								
Services bancaires canadiens	882 \$	765 \$	766 \$	736 \$	777 \$	717 \$	669 \$	581 \$
Gestion de patrimoine	221	175	185	90	219	161	168	126
Assurances	145	27	153	107	118	104	167	113
Services bancaires internationaux	24	(157)	(76)	(27)	(57)	(125)	(95)	(1 126)
Marchés des Capitaux	613	373	201	502	571	561	562	420
Services de soutien généraux	(46)	(62)	47	(79)	(131)	(181)	90	(164)
Bénéfice net (perte nette)	1 839 \$	1 121 \$	1 276 \$	1 329 \$	1 497 \$	1 237 \$	1 561 \$	(50) \$
Taux d'imposition effectif	24,7 %	24,9 %	16,5 %	24,7 %	27,1 %	23,6 %	22,0 %	104,7 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour le trimestre	0,992 \$	0,963 \$	0,957 \$	0,973 \$	0,945 \$	0,924 \$	0,900 \$	0,805 \$

Éléments importants ayant eu une incidence sur nos résultats consolidés

- Au quatrième trimestre de 2010, nous avons comptabilisé une perte de 116 millions de dollars liée à la vente annoncée de Liberty Life, qui a entraîné une hausse du taux d'imposition effectif de 1,7 %.
- Les pertes liées au contexte du marché ont eu une incidence défavorable sur nos résultats, principalement au deuxième trimestre de 2009.
- Au deuxième trimestre de 2009, nous avons comptabilisé une charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition de 1 milliard de dollars, qui avait trait au secteur Services bancaires internationaux.
- Nous avons comptabilisé des dotations à la provision générale considérables en 2009.
- Les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport aux autres devises ont eu une incidence sur nos résultats consolidés au cours de la période.

Analyse des tendances

Nous avons noté des signes continus de reprise économique, une amélioration des marchés à l'échelle mondiale et une confiance accrue des investisseurs, par comparaison aux conditions du marché difficiles qui ont influé sur notre bénéfice, particulièrement au cours de 2009.

Bien que le bénéfice net ait affiché une tendance à la baisse depuis le quatrième trimestre de 2009, en raison de la conjoncture et des conditions du marché difficiles, il a connu une solide hausse ce trimestre.

De façon générale, les revenus ont fluctué au cours de la période, mais ils ont affiché une tendance à la hausse au cours des deux derniers trimestres. Nous avons affiché une solide croissance des volumes liés à nos services bancaires canadiens au cours de la période, des revenus variables tirés des activités de négociation, qui reflètent l'évolution des conditions du marché, des variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance du secteur Assurances, facteur en grande partie compensé dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, et une croissance des revenus tirés des

services de gestion de patrimoine et de banque d'investissement. Nos résultats ce trimestre reflètent les revenus élevés tirés des activités de négociation, qui sont largement supérieurs à ceux des deux trimestres précédents, mais qui sont en baisse par rapport aux solides résultats enregistrés en 2009 et au début de 2010. Les revenus tirés des activités de négociation au deuxième semestre de 2010 ont été touchés de façon défavorable par les conditions du marché, y compris le resserrement des écarts de crédit et la crise de l'endettement touchant des États souverains en Europe. Les revenus ont aussi été touchés de façon défavorable par les pertes liées au contexte du marché, particulièrement au deuxième trimestre de 2009. La compression des écarts liés à nos services bancaires et à nos services de gestion de patrimoine a eu une incidence défavorable sur les revenus tout au long de la période, en raison du maintien de faibles taux d'intérêt.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a affiché une tendance à la baisse au cours de la période et une diminution considérable au cours du trimestre considéré par rapport aux niveaux élevés comptabilisés en 2009, résultat qui tient à la stabilisation continue de la qualité des actifs. L'augmentation enregistrée en 2009 tenait à la détérioration du crédit découlant principalement d'une conjoncture économique difficile. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont subi des fluctuations trimestrielles découlant de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance reflétant la volatilité du marché, de la hausse des coûts tenant à la croissance des volumes, des ajustements de la provision actuarielle et des résultats techniques.

Les frais autres que d'intérêt ont fluctué au cours de la période et ils ont affiché une tendance à la hausse au cours des deux derniers trimestres. Ce résultat tient à la hausse de la rémunération variable découlant du rendement élevé enregistré dans les secteurs Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux, à l'accroissement des coûts à l'appui de la croissance des activités, à la hausse des charges de retraite et à l'entrée en vigueur de la TVH en Ontario et en Colombie-Britannique en juillet 2010, facteurs qui ont été en partie neutralisés par l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts.

Notre taux d'imposition effectif, de façon générale, a fluctué au cours de la période, reflétant une proportion variable du bénéfice généré par nos filiales qui exercent leurs activités dans des territoires où les taux d'imposition sont différents, un bénéfice variable provenant de sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de

sociétés canadiennes) et les ajustements visant les impôts. La charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition, la réduction des taux d'imposition des sociétés canadiennes prévus par la loi au cours de la période et la perte liée à Liberty Life ont également influé sur notre taux d'imposition effectif.

Résultats par secteur géographique ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le								
	31 janvier 2011			31 octobre 2010			31 janvier 2010		
	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays
Total des revenus	4 486 \$	1 573 \$	1 330 \$	4 529 \$	1 467 \$	1 206 \$	4 365 \$	1 815 \$	1 154 \$
Bénéfice net (perte nette)	1 266 \$	176 \$	397 \$	1 108 \$	(182)\$	195 \$	959 \$	270 \$	268 \$

(1) Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les colonnes Canada, États-Unis et Autres pays. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 28 de nos états financiers consolidés annuels de 2010.

Premier trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2010

Le bénéfice net au Canada s'est élevé à 1 266 millions de dollars, en hausse de 307 millions, ou 32 %, par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation tient en grande partie à la forte croissance des volumes liés aux secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine, à l'augmentation des activités de négociation et de montage, ainsi qu'à la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'accroissement des charges de retraite, par l'incidence de l'entrée en vigueur de la TVH en Ontario et en Colombie-Britannique en juillet 2010, et par l'accroissement des coûts à l'appui de la croissance des activités.

Le bénéfice net aux États-Unis a reculé de 94 millions de dollars, ou 35 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui est essentiellement imputable à l'incidence du raffermissement du dollar canadien, facteur neutralisé en partie par la forte croissance des activités de montage et la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances. De plus, les résultats de l'exercice précédent tenaient compte de la reprise de la tranche restante de la provision au titre du litige lié à Enron ainsi que d'un ajustement favorable visant les impôts qui concernait le secteur Gestion de patrimoine, lesquels ont fait augmenter le bénéfice net pour ce trimestre.

Le bénéfice net dans les autres pays s'est élevé à 397 millions de dollars, en hausse de 129 millions, ou 48 %, par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation tient principalement à la hausse des revenus tirés des activités de négociation, lesquels tiennent compte d'un gain lié à MBIA, ainsi qu'à la réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts découlant de l'accroissement de l'effectif. Les résultats de l'exercice précédent tenaient compte d'un ajustement comptable favorable lié à la conversion de certains titres disponibles à la vente, qui concernait le secteur Gestion de patrimoine. Pour plus de détails sur le gain lié à MBIA, se reporter à la section Principaux événements du premier trimestre de 2011, à la rubrique Rendement financier.

Premier trimestre de 2011 par rapport au quatrième trimestre de 2010

Le bénéfice net au Canada a augmenté de 158 millions de dollars, ou 14 %, par rapport au dernier trimestre, résultat qui tient principalement à l'importante augmentation des revenus tirés des activités de négociation et à la croissance des services de banque d'investissement découlant de l'amélioration des activités de montage et de la hausse des honoraires tirés des activités de syndication de prêts, à la croissance continue des volumes liés aux secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine, ainsi qu'à la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances. L'augmentation est aussi attribuable à la diminution des coûts liés aux sinistres au titre des polices d'assurance invalidité, à un ajustement favorable des provisions techniques reflétant les mesures prises par la direction, et aux modifications apportées aux hypothèses à l'égard du secteur Assurances. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la rémunération variable du secteur Marchés des Capitaux découlant de l'amélioration des résultats.

Le bénéfice net aux États-Unis s'est établi à 176 millions de dollars, par rapport à une perte nette de 182 millions au dernier trimestre. Ce résultat tient en grande partie à l'importante amélioration des résultats liés aux activités de négociation tenant à l'accroissement des volumes de transactions des clients et des écarts dans le secteur Marchés des Capitaux, ainsi qu'à la réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances. De plus, les résultats du trimestre précédent tenaient compte de la perte liée à Liberty Life. L'augmentation du bénéfice net a été neutralisée en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Le bénéfice net dans les autres pays s'est établi à 397 millions de dollars, en hausse de 202 millions par rapport au trimestre précédent. Ce résultat reflète principalement l'importante amélioration des résultats liés aux activités de négociation de titres à revenu fixe et la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances. De plus, les résultats du dernier trimestre tenaient compte d'une hausse des coûts liés à l'effectif, y compris les charges de retraite et les avantages sociaux, et de l'accroissement des investissements dans les infrastructures liées aux services bancaires dans les Antilles.

Situation financière

Bilans consolidés (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 janvier 2011	31 octobre 2010	31 janvier 2010
Actif			
Encaisse et montants à recevoir de banques	8 203 \$	9 330 \$	9 535 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	11 342	13 252	7 264
Valeurs mobilières (2)	216 526	193 331	189 416
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (2)	79 258	72 698	49 585
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts) (2)			
Prêts de détail	221 761	220 321	206 884
Prêts de gros	72 179	71 885	74 439
Autres actifs – Dérivés (2)	73 654	106 246	85 828
– Autres	38 187	39 143	36 548
Total de l'actif (2)	721 110 \$	726 206 \$	659 499 \$
Passif et capitaux propres			
Dépôts	437 120 \$	433 033 \$	394 695 \$
Autres actifs – Dérivés (2)	77 358	108 910	81 246
– Autres (2)	155 541	135 648	136 541
Débtures subordonnées	8 041	6 681	5 896
Titres de fiducie de capital	735	727	1 386
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 250	2 256	2 101
Total du passif (2)	681 045 \$	687 255 \$	621 865 \$
Total des capitaux propres	40 065	38 951	37 634
Total du passif et des capitaux propres	721 110 \$	726 206 \$	659 499 \$

(1) L'actif et le passif exprimés en devises sont convertis en dollars canadiens. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2010.

(2) Notre bilan consolidé a été touché par la conversion de devises, qui a entraîné une réduction du total de l'actif et du total du passif d'environ 18 milliards de dollars, en raison du raffermissement du dollar canadien, par rapport à l'exercice précédent, ainsi qu'une diminution du total de l'actif et du total du passif d'environ 6 milliards par rapport au trimestre précédent.

Premier trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2010

Le total de l'actif a augmenté de 62 milliards de dollars, ou 9 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les dépôts productifs d'intérêts à des banques ont augmenté de 4 milliards de dollars, ou 56 %, résultat qui reflète en grande partie les plus nombreuses exigences liées aux biens donnés en garantie.

Les valeurs mobilières ont augmenté de 27 milliards de dollars, ou 14 %, résultat qui est principalement attribuable à l'augmentation des positions liées aux instruments de créance émis par les gouvernements à l'appui des activités, à la division responsable des activités liées aux obligations de gouvernements européens créée au deuxième semestre de 2010, et à l'accroissement des volumes d'activités de négociation dans certains secteurs découlant de l'amélioration de la conjoncture économique et des conditions du marché.

Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses opérations financières qui, conformément aux PCGR, ne sont pas constatées dans nos bilans consolidés. Une analyse complète de ces types d'arrangements, et plus précisément de leur nature, de leur utilisation et de leur importance, est présentée aux pages 34 à 38 de notre rapport annuel 2010.

Opérations de titrisation

Les opérations de titrisation peuvent être utilisées comme un moyen économique de réunir des fonds, par rapport aux coûts relatifs liés à l'émission de titres de créance de gros non garantis. Au cours du trimestre, nous avons titrisé 5,7 milliards de dollars de prêts hypothécaires résidentiels au Canada et aux États-Unis. Une tranche de 2,6 milliards de dollars de ce montant a été vendue, et la tranche résiduelle de 3,1 milliards (valeur nominale) a été conservée. Le niveau d'opérations de titrisation était légèrement moins élevé au premier

trimestre de 2010. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la note 5 de nos états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Les biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés ont progressé de 30 milliards de dollars, ou 60 %, résultat qui tient essentiellement à l'augmentation de certaines activités sur le marché et des activités de négociation liées aux obligations de gouvernements européens.

Les prêts ont augmenté de 13 milliards de dollars, ou 4 %, en raison principalement de la forte croissance des prêts de détail découlant essentiellement de l'accroissement des volumes liés à nos activités de financement aux fins d'accession à la propriété au Canada.

Les actifs dérivés ont diminué de 12 milliards de dollars, ou 14 %, résultat qui tient principalement à l'augmentation de la compensation financière découlant des positions plus importantes auprès d'une contrepartie de compensation centrale.

Le total du passif s'est accru de 59 milliards de dollars, ou 10 %.

Les dépôts se sont accrus de 42 milliards de dollars, ou 11 %, résultat qui reflète principalement la hausse des dépôts des entreprises tenant à l'augmentation de nos besoins de financement interne et à l'accroissement de la demande visant nos comptes d'épargne et autres produits générant des rendements élevés.

Les passifs dérivés ont diminué de 4 milliards de dollars, ou 5 %, en raison des facteurs ayant influé sur les actifs dérivés dont il est fait mention ci-dessus.

Les autres passifs se sont accrus de 19 milliards de dollars, ou 14 %, en raison principalement de l'augmentation des conventions de revente, de l'accroissement des engagements afférents à des titres vendus à découvert et de la hausse des volumes découlant de l'accroissement des activités sur le marché et des activités de négociation liées aux obligations de gouvernements européens.

Les débtures subordonnées ont augmenté de 2 milliards de dollars, ou 36 %, en raison principalement de l'émission de nouveaux titres secondaires le 1^{er} novembre 2010.

Les capitaux propres ont augmenté de 2 milliards de dollars, ou 6 %, résultat qui reflète essentiellement le bénéfice, déduction faite des dividendes.

Premier trimestre de 2011 par rapport au quatrième trimestre de 2010

Le total de l'actif a diminué de 5 milliards de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent. Ce résultat reflète en grande partie la diminution des actifs dérivés tenant à l'incidence des taux d'intérêt à la hausse sur les positions receveur de taux fixe, ainsi que l'augmentation de la compensation financière dont il est fait mention ci-dessus. Ces facteurs ont été neutralisés en grande partie par la hausse des valeurs mobilières, laquelle découle des raisons dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que par l'accroissement des volumes liés à certaines activités de négociation et par la hausse des titres empruntés, reflétant l'accroissement des activités sur le marché.

Le total du passif a diminué de 6 milliards de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent. La réduction des passifs dérivés tient aux facteurs ayant influé sur les actifs dérivés dont il est fait mention ci-dessus. Ce résultat a été neutralisé en grande partie par la hausse des autres passifs découlant principalement de l'accroissement des activités sur le marché.

Structures d'accueil

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses opérations financières avec des structures d'accueil, qui ne sont pas des entités en exploitation et n'ont généralement aucun effectif. Les structures d'accueil peuvent également être des entités à détenteurs de droits variables (EDDV), qui peuvent être inscrites ou non à nos bilans. Se reporter aux notes 1 et 6 de nos états financiers consolidés annuels de 2010 pour en savoir davantage sur les EDDV que nous avons consolidées (figurant au bilan) et sur celles que nous n'avons pas consolidées (hors bilan). Le tableau suivant fournit des renseignements sur les EDDV dans lesquelles nous détenons des droits variables significatifs, mais que nous n'avons pas consolidées (hors bilan).

(en millions de dollars canadiens)	Au					
	31 janvier 2011		31 octobre 2010		31 janvier 2010	
	Total de l'actif (1)	Risque maximal (1), (2)	Total de l'actif (1)	Risque maximal (1), (2)	Total de l'actif (1)	Risque maximal (1), (2)
EDDV non consolidées dans lesquelles nous détenons des droits variables importants :						
Conduits multicédants (3)	21 816 \$	22 111 \$	21 847 \$	22 139 \$	26 002 \$	26 371 \$
EDDV de financement structuré	4 501	2 169	4 669	2 030	5 752	2 542
EDDV de création de produits de crédit	483	19	502	19	758	317
Conduits de tiers	–	–	–	–	475	250
Fonds de placement	154	41	249	61	399	106
Autres	211	41	165	39	373	112
	27 165 \$	24 381 \$	27 432 \$	24 288 \$	33 759 \$	29 698 \$

- (1) Le total de l'actif et le risque de perte maximal correspondent aux informations que nous fournissons à la note 6 de nos états financiers consolidés annuels de 2010.
- (2) Le risque de perte maximal découlant des droits variables significatifs détenus dans ces EDDV est principalement lié aux placements, aux prêts, aux facilités de liquidités et de rehaussement de crédit et à la juste valeur des dérivés. Le risque de perte maximal découlant de nos conduits multicédants pourrait excéder le total de l'actif de ces conduits, car les facilités de liquidités que nous consentons peuvent parfois être élargies jusqu'à concurrence de 102 % du total de la valeur des actifs compris dans ces conduits.
- (3) Représente seulement les conduits multicédants que nous gérons.

Le risque de perte maximal a diminué depuis l'exercice précédent, principalement en ce qui concerne les conduits multicédants gérés par RBC, en raison de la baisse de la demande des clients à l'égard du financement d'opérations de titrisation, qui tient à l'amélioration des conditions sur les marchés des capitaux.

Une tranche d'environ 92 % des actifs dans des EDDV non consolidées dans lesquelles nous détenons des droits variables significatifs sont assortis d'une cote supérieure ou égale à A attribuée sur une base interne, comparativement à 88 % à l'exercice précédent et à 94 % au trimestre précédent. Dans le cas des conduits multicédants, 97 % des actifs sont assortis d'une cote supérieure ou égale à A attribuée sur une base interne, par rapport à 93 % à l'exercice précédent et à 97 % au trimestre précédent. Dans le cas des EDDV de financement structuré, 83 % des actifs sont assortis d'une cote supérieure ou égale à A attribuée sur une base interne, comparativement à 90 % à l'exercice précédent et à 97 % au trimestre précédent. La baisse de qualité du portefeuille d'EDDV de financement structuré par rapport au trimestre précédent est principalement liée à deux fiducies de prêts aux étudiants qui pourraient ne pas disposer des flux de trésorerie nécessaires pour rembourser la totalité de nos placements dans les EDDV.

Environ 78 % des actifs dans les EDDV non consolidées proviennent des États-Unis, comparativement à 75 % à l'exercice précédent et à 76 % au trimestre précédent. Environ 13 % des actifs dans les EDDV non consolidées proviennent du Canada, comparativement à 19 % à l'exercice précédent et à 14 % au trimestre précédent. La diminution des actifs provenant du Canada depuis l'exercice précédent reflète principalement l'amortissement des transactions en cours.

Les actifs dans les EDDV non consolidées au 31 janvier 2011 ont différentes dates d'échéance, et leur durée de vie moyenne pondérée restante prévue est d'environ 3,7 ans.

Conduits multicédants gérés par RBC

Nous administrons des conduits multicédants qui servent principalement à titriser des actifs financiers de nos clients. Les conduits multicédants au Canada ne comprennent aucun titre adossé à des actifs, et les conduits multicédants aux États-Unis comprennent uniquement 1,9 milliard de dollars de titres adossés à des actifs.

Nous fournissons des facilités de garantie de liquidités et des rehaussements de crédit partiels aux conduits multicédants. La valeur nominale des facilités de garantie de liquidités que nous fournissons a totalisé 22,2 milliards de dollars, soit un résultat en baisse de 4,3 milliards, ou 16 %, par rapport à l'exercice précédent, et un résultat inchangé comparativement au trimestre précédent. Le total des prêts consentis aux conduits multicédants en vertu des facilités de garantie de liquidités s'est élevé à 1,5 milliard de dollars, en baisse de 176 millions par rapport à l'exercice précédent et de 53 millions comparativement au trimestre précédent. Les rehaussements de crédit partiels que nous fournissons ont totalisé 2,2 milliards de dollars, en baisse de 467 millions par rapport à l'exercice précédent et de 22 millions comparativement au trimestre précédent. La diminution des facilités de garantie de liquidités et des rehaussements de crédit partiels fournis aux conduits multicédants par rapport à l'exercice précédent reflète la réduction des actifs titrisés en cours des conduits multicédants au cours de la période, comme il est fait mention ci-dessus.

Le total du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) émis par des conduits s'est élevé à 15 milliards de dollars, en baisse de 3,7 milliards, ou 20 %, par rapport à l'exercice précédent, et en hausse de 1,1 milliard, ou 8 %, comparativement au trimestre précédent. Une tranche de 67 % de l'ensemble de ce PCAA a obtenu la cote la plus élevée des agences de notation qui évaluent le PCAA. La tranche restante du papier commercial a obtenu la deuxième cote en importance attribuée par ces agences de notation (soit un résultat comparable à l'exercice précédent et au trimestre précédent). La diminution du PCAA émis par les conduits multicédants par rapport à l'exercice précédent reflète l'amortissement des transactions en cours et le recours moindre au papier commercial effectué par les clients. L'augmentation par rapport au trimestre précédent tient au fait que les clients ont eu davantage recours au papier commercial. Nous achetons à l'occasion le PCAA émis par les conduits multicédants, en notre qualité d'agent des placements, afin de faciliter les liquidités générales du programme. La juste valeur de nos placements s'élève à 35 millions de dollars, en baisse de 49 millions par rapport à l'exercice précédent et en hausse de 30 millions comparativement au trimestre précédent. La variation des placements par rapport à l'exercice et au trimestre précédents reflète des niveaux normaux d'activités de négociation. Ces placements sont classés au poste Valeurs mobilières – Titres détenus à des fins de transaction de nos bilans consolidés.

Garanties

Le montant maximal potentiel des paiements futurs relatifs à nos garanties s'est établi à 70,2 milliards de dollars, comparativement à 86,1 milliards à l'exercice précédent et à 73,5 milliards au trimestre précédent. La diminution par rapport à l'exercice précédent tient principalement au nombre moins élevé de dérivés de crédit et de facilités de garantie de liquidités. Pour plus de détails sur les garanties, se reporter à la note 14 de nos états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Gestion du risque

Risque de crédit

Risque de crédit brut par portefeuille et par secteur (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au							31 octobre 2010	31 janvier 2010
	31 janvier 2011								
	Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation					
	Prêts et acceptations			Mise en pension de titres	Dérivés hors cote (2)	Risque total (1)			
En cours	Engagements inutilisés	Autres					Risque total (1)	Risque total (1)	
Prêts hypothécaires résidentiels	128 265 \$	17 \$	122 \$	– \$	– \$	128 404 \$	129 004 \$	123 475 \$	
Prêts aux particuliers	81 262	69 800	58	–	–	151 120	141 414	129 805	
Prêts sur cartes de crédit	11 055	33 330	–	–	–	44 385	40 254	37 798	
Prêts aux petites entreprises (3)	2 659	3 797	43	–	–	6 499	5 893	5 713	
Prêts de détail	223 241 \$	106 944 \$	223 \$	– \$	– \$	330 408 \$	316 565 \$	296 791 \$	
Prêts aux entreprises (3)									
Exploitations agricoles	4 965 \$	718 \$	25 \$	– \$	9 \$	5 717 \$	5 350 \$	5 626 \$	
Industrie automobile	3 491	1 984	160	–	407	6 042	5 737	5 676	
Biens de consommation	5 755	2 451	491	–	185	8 882	8 977	8 972	
Énergie	5 760	10 351	2 240	–	1 883	20 234	19 489	17 974	
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	2 762	6 550	9 190	83 660	8 584	110 746	108 360	96 113	
Industrie forestière	814	372	93	–	11	1 290	1 267	1 329	
Produits industriels	3 730	2 375	379	–	154	6 638	6 691	6 717	
Mines et métaux	592	1 553	700	–	106	2 951	3 035	3 488	
Secteur immobilier et secteurs connexes	18 788	2 719	1 142	–	235	22 884	22 626	24 651	
Technologie et médias	2 688	3 012	326	–	483	6 509	6 660	6 382	
Transport et environnement	4 241	1 710	469	–	448	6 868	6 482	6 720	
Autres	20 577	4 649	5 925	14 284	4 115	49 550	47 474	52 558	
États souverains (3)	5 184	3 689	31 194	3 023	7 538	50 628	47 560	39 360	
Banques (3)	1 762	544	45 690	74 019	27 360	149 375	138 126	113 761	
Prêts de gros	81 109 \$	42 677 \$	98 024 \$	174 986 \$	51 518 \$	448 314 \$	427 834 \$	389 327 \$	
Risque total	304 350 \$	149 621 \$	98 247 \$	174 986 \$	51 518 \$	778 722 \$	744 399 \$	686 118 \$	

(1) Le risque de crédit brut est présenté compte non tenu de la provision pour pertes sur prêts. Les risques liés aux catégories d'actifs Expositions renouvelables sur la clientèle de détail admissibles et Autres expositions sur la clientèle de détail prévues par l'accord de Bâle II sont en grande partie inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers et aux prêts sur cartes de crédit, tandis que les risques liés aux marges de crédit aux fins d'accès à la propriété sont inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers.

(2) Montant en équivalent-crédit, compte tenu des accords généraux de compensation.

(3) Se reporter à la note 4 de nos états financiers consolidés annuels de 2010 pour obtenir la définition de ces termes.

Premier trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2010

Le risque de crédit brut total a augmenté de 93 milliards de dollars, ou 13 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète la hausse enregistrée relativement aux portefeuilles de prêts de détail et de gros.

Le risque de crédit lié aux prêts de détail s'est accru de 34 milliards de dollars, ou 11 %, à cause principalement de la mise en œuvre de paramètres de gestion du risque actualisés en ce qui concerne les engagements inutilisés, qui reflètent les résultats au chapitre du crédit au premier trimestre de 2011, ainsi que de la solide croissance des volumes d'activités de financement aux fins d'accès à la propriété et de prêts aux particuliers au Canada. Le recours à des garanties et à des biens donnés en garantie fait partie intégrante de notre processus d'atténuation des risques liés à notre portefeuille de prêts de détail. Les prêts hypothécaires assurés ont représenté 21 % de notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels, et les prêts aux particuliers garantis ont représenté 56 % du total des prêts aux particuliers en cours.

Le risque de crédit auquel nous sommes exposés relativement aux prêts de gros a augmenté de 59 milliards de dollars, ou 15 %, en raison principalement de l'augmentation des risques liés aux opérations de mise en pension de titres et des autres risques. Les opérations de mise en pension de titres ont augmenté de 38 milliards de dollars, essentiellement dans les secteurs Banques et Services financiers autres que ceux fournis par des banques, résultat qui reflète principalement l'accroissement de certaines activités sur le marché et des activités de négociation liées aux obligations de gouvernements européens, facteurs neutralisés en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien. Les autres risques se sont accrus de 21 milliards de

dollars, résultat qui a trait principalement aux secteurs Banques et États souverains et qui découle surtout de l'accroissement des risques liés aux garanties et aux sûretés. Le taux d'utilisation des prêts s'est établi à 41 %, soit un résultat en hausse de 2 % par rapport à l'exercice précédent, qui tient principalement à la diminution des montants de prêts autorisés.

Premier trimestre de 2011 par rapport au quatrième trimestre de 2010

Le risque de crédit brut total a augmenté de 34 milliards de dollars, ou 5 %, par rapport au trimestre précédent.

Le risque de crédit lié aux prêts de détail s'est accru de 14 milliards de dollars, ou 4 %, à cause principalement des raisons dont il est fait mention ci-dessus.

Le risque de crédit auquel nous sommes exposés relativement aux prêts de gros a augmenté de 20 milliards de dollars, ou 5 %, en raison principalement de l'augmentation des risques liés aux activités de négociation et des autres risques. Les opérations de mise en pension de titres ont augmenté de 22 milliards de dollars, essentiellement dans le secteur Banques, résultat qui reflète principalement l'accroissement continu des activités sur le marché, facteur neutralisé en partie par la réduction de 7 milliards de risques liés aux dérivés hors cote, laquelle tient principalement à l'incidence des taux d'intérêt à la hausse sur les positions receveur de taux fixe et à l'augmentation de la compensation financière découlant des positions plus importantes auprès d'une contrepartie de compensation centrale. Les autres risques se sont accrus de 4 milliards de dollars, résultat qui a trait principalement aux risques liés aux sûretés.

Rendement au chapitre de la qualité du crédit

Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2011	31 octobre 2010	31 janvier 2010
Services bancaires canadiens	257 \$	287 \$	318 \$
Services bancaires internationaux	131	191	175
Marchés des Capitaux	(27)	(22)	30
Services de soutien généraux (1)	(27)	(24)	(30)
Canada (2)			
Prêts hypothécaires résidentiels	5 \$	4 \$	1 \$
Prêts aux particuliers	105	111	117
Prêts sur cartes de crédit	94	90	102
Prêts aux petites entreprises	9	9	13
Prêts de détail	213	214	233
Prêts de gros	17	24	49
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances	230	238	282
États-Unis (2)			
Prêts de détail	50 \$	47 \$	45 \$
Prêts de gros	51	97	127
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances	101	144	172
Autres pays (2)			
Prêts de détail	9 \$	2 \$	9 \$
Prêts de gros	2	44	30
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances	11	46	39
Total de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances	342	428	493
Dotation à la provision générale (1)	(8)	4	—
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	334 \$	432 \$	493 \$

(1) La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services de soutien généraux se compose principalement de la dotation à la provision générale et d'un ajustement lié à la dotation à la provision pour pertes sur créances au titre des prêts sur cartes de crédit titrisés qui sont gérés par le secteur Services bancaires canadiens. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2010.

(2) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

Premier trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2010

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 334 millions de dollars, en baisse de 159 millions, ou 32 %, par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat reflète principalement la réduction de 151 millions de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Services bancaires canadiens a reculé de 61 millions de dollars, ou 19 %, en raison essentiellement de la baisse des dotations liées aux portefeuilles de prêts aux entreprises, principalement dans les secteurs Immobilier et Exploitations agricoles. Le recul est aussi attribuable à la diminution des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit, qui est attribuable au nombre moins élevé de faillites et à l'amélioration de la conjoncture économique.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Services bancaires internationaux a diminué de 44 millions de dollars, ou 25 %, résultat qui reflète essentiellement la baisse des dotations liées à nos portefeuilles de prêts commerciaux aux États-Unis et dans les Antilles, laquelle reflète principalement l'amélioration des résultats du portefeuille Secteur immobilier et secteurs connexes tenant à la stabilisation des actifs, et l'amélioration des valeurs des biens immobiliers commerciaux. La réduction des dotations liées aux activités de financement de constructeurs résidentiels et l'incidence du raffermissement du dollar canadien ont également contribué à la diminution.

Au cours du trimestre, nous avons comptabilisé une reprise sur provision pour pertes sur créances de 27 millions de dollars dans le secteur Marchés des Capitaux, qui se compose de recouvrements liés à quelques prêts, comparativement à une dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances de 30 millions à l'exercice précédent.

La dotation à la provision générale a diminué de 8 millions de dollars ce trimestre, et aucune dotation à la provision générale n'a été comptabilisée à l'exercice précédent.

Premier trimestre de 2011 par rapport au quatrième trimestre de 2010

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 98 millions de dollars, ou 23 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète essentiellement la diminution de 86 millions de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances. La dotation à la provision générale a diminué de 8 millions de dollars ce trimestre, et une dotation à la provision de 4 millions a été comptabilisée au trimestre précédent.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Services bancaires canadiens a diminué de 30 millions de dollars, ou 10 %, en raison principalement de la réduction des dotations liées à notre portefeuille de prêts aux entreprises, principalement dans le secteur Autres services. La diminution est aussi attribuable à la réduction des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit et à la baisse des dotations liées à notre portefeuille de prêts aux étudiants.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Services bancaires internationaux a reculé de 60 millions de dollars, ou 31 %, résultat qui tient essentiellement à la baisse des dotations liées à nos portefeuilles de prêts commerciaux dans les Antilles et aux États-Unis, facteur neutralisé en partie par la hausse des dotations liées à notre portefeuille de prêts aux particuliers dans les Antilles.

Au cours du trimestre, nous avons comptabilisé une reprise sur provision pour pertes sur créances de 27 millions de dollars dans le secteur Marchés des Capitaux, qui se compose de recouvrements liés à quelques prêts, comparativement à une reprise de 22 millions au trimestre précédent.

Montant brut des prêts douteux

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2011	31 octobre 2010	31 janvier 2010
Services bancaires canadiens	1 410 \$	1 406 \$	1 239 \$
Services bancaires internationaux	2 913	3 051	3 075
Marchés des Capitaux	238	409	680
Services de soutien généraux et autres	131	133	145
Canada			
Prêts de détail	831 \$	767 \$	696 \$
Prêts de gros	662	771	806
États-Unis			
Prêts de détail	238 \$	222 \$	234 \$
Prêts de gros	2 267	2 462	2 822
Autres pays			
Prêts de détail	269 \$	251 \$	233 \$
Prêts de gros	425	526	348
Total du montant brut des prêts douteux	4 692 \$	4 999 \$	5 139 \$

Premier trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2010

Le total du montant brut des prêts douteux a diminué de 447 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à l'exercice précédent.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires canadiens s'est accru de 171 millions de dollars, ou 14 %, et il tient essentiellement au nombre plus élevé de prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts aux entreprises.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires internationaux a diminué de 162 millions de dollars, ou 5 %, en raison principalement des réductions continues au titre de nos activités de financement de constructeurs résidentiels tenant à l'accroissement des radiations et des biens saisis, ainsi que de la diminution de certains titres disponibles à la vente considérés comme ayant subi une perte de valeur reclassés dans les prêts. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le nombre plus élevé de prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts commerciaux aux États-Unis et dans les Antilles.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a diminué de 442 millions de dollars, ou 65 %, résultat qui tient en grande partie au nombre moins élevé de prêts douteux liés au portefeuille Secteur immobilier et secteurs connexes et au portefeuille Autres services, qui reflète les radiations et les remboursements effectués.

Premier trimestre de 2011 par rapport au quatrième trimestre de 2010

Le total du montant brut des prêts douteux a diminué de 307 millions de dollars, ou 6 %, par rapport au trimestre précédent.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires canadiens est dans l'ensemble demeuré inchangé par rapport au trimestre précédent. Le nombre moins élevé de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts aux entreprises a été en grande partie neutralisé par le nombre plus élevé de prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts aux particuliers.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires internationaux a diminué de 138 millions de dollars, ou 5 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement du nombre moins élevé de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts commerciaux dans les Antilles et de la diminution de certains titres disponibles à la vente considérés comme ayant subi une perte de valeur reclassés dans les prêts.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a diminué de 171 millions de dollars, ou 42 %, résultat qui tient en grande partie aux ventes de prêts et aux remboursements liés aux portefeuilles Secteur immobilier et secteurs connexes, Industrie automobile et Énergie.

Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2011	31 octobre 2010	31 janvier 2010
Provisions spécifiques pour pertes sur créances			
Canada	375 \$	360 \$	432 \$
États-Unis	449	475	617
Autres pays	224	276	228
Total des provisions spécifiques pour pertes sur créances	1 048	1 111	1 277
Provision générale			
Prêts de détail	1 187 \$	1 230 \$	1 110 \$
Prêts de gros	778	755	907
Total de la provision générale	1 965	1 985	2 017
Total de la provision pour pertes sur créances	3 013 \$	3 096 \$	3 294 \$

Premier trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2010

Le total de la provision pour pertes sur créances a diminué de 281 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète essentiellement la réduction de 229 millions des provisions spécifiques tenant à la reprise générale de l'économie et aux facteurs dont il est fait mention ci-dessus à la rubrique Dotation à la provision pour pertes sur créances. Ce résultat reflète également la diminution de 52 millions de dollars de la provision générale tenant essentiellement à l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Premier trimestre de 2011 par rapport au quatrième trimestre de 2010

Le total de la provision pour pertes sur créances a diminué de 83 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète essentiellement la réduction de 63 millions des provisions spécifiques tenant aux facteurs dont il est fait mention ci-dessus à la rubrique Dotation à la provision pour pertes sur créances. Ce résultat reflète également la diminution de 20 millions de dollars de la provision générale tenant essentiellement à l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Risque de marché

Le tableau ci-après illustre la VAR par catégorie de risque important liée au total de nos activités de négociation selon notre démarche d'attribution du capital fondée sur l'approche des modèles internes. Il illustre également l'effet de diversification, lequel représente l'écart entre la VAR et la somme des VAR individuelles par facteur de risque.

De plus, aux fins de la gestion, nous calculons la VAR de chacune de nos positions de négociation, y compris celles auxquelles s'applique l'approche standardisée d'attribution du capital préconisée par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF). Les produits auxquels s'applique cette approche qui sont pris en compte dans la VAR liée à la gestion comprennent les titres adossés à des créances hypothécaires garantis par une agence et ceux non garantis par une agence, les contrats à valeur stable visant des polices d'assurance

détenues par des banques, certaines positions sur les marchés des marchandises et certains dérivés sur actions structurés et dérivés de taux d'intérêt. La VAR relative à ces positions et l'effet de diversification du reste du portefeuille pourraient être assujettis à des limitations additionnelles et pourraient ne pas être calculés au moyen des mêmes techniques que celles appliquées aux positions établies selon l'approche des modèles internes. Cette VAR est présentée de manière à assurer la concordance de l'information financière et des mesures de gestion internes.

L'approche des modèles internes et la VAR liée à la gestion ne reflètent pas la VAR liée aux ajustements de l'évaluation du crédit et aux produits qui ne sont pas considérés comme faisant partie du portefeuille de négociation.

VAR par catégorie de risque important

(en millions de dollars canadiens)	VAR liée à l'approche des modèles internes							
	31 janvier 2011				31 octobre 2010		31 janvier 2010	
	Au 31 janv.	Pour le trimestre terminé le			Au 31 oct.	Pour le trimestre terminé le	Au 31 janv.	Pour le trimestre terminé le
	Moyenne	Haut	Bas	Moyenne		Moyenne		
Actions	20 \$	17 \$	26 \$	9 \$	10 \$	15 \$	13 \$	17 \$
Change	1	2	8	1	2	3	6	5
Marchandises	4	2	4	1	2	1	4	2
Taux d'intérêt	31	33	41	28	33	38	43	45
Risque spécifique de crédit	20	20	22	18	20	20	17	16
Effet de diversification	(39)	(36)	(50)	(25)	(34)	(33)	(36)	(34)
VAR	37 \$	38 \$	45 \$	31 \$	33 \$	44 \$	47 \$	51 \$

(en millions de dollars canadiens)	VAR liée à la gestion							
	31 janvier 2011				31 octobre 2010		31 janvier 2010	
	Au 31 janv.	Pour le trimestre terminé le			Au 31 oct.	Pour le trimestre terminé le	Au 31 janv.	Pour le trimestre terminé le
	Moyenne	Haut	Bas	Moyenne		Moyenne		
Actions	11 \$	12 \$	18 \$	7 \$	18 \$	13 \$	14 \$	18 \$
Change	1	2	8	1	2	3	7	5
Marchandises	6	4	6	3	4	4	5	2
Taux d'intérêt	53	52	61	39	52	58	55	55
Risque spécifique de crédit	20	20	22	18	20	20	17	16
Effet de diversification	(31)	(30)	(40)	(20)	(38)	(36)	(46)	(42)
VAR	60 \$	60 \$	67 \$	47 \$	58 \$	62 \$	52 \$	54 \$

Premier trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2010 (approche des modèles internes)

La moyenne de la VAR s'est établie à 38 millions de dollars, soit une baisse par rapport à 51 millions qui tient principalement au fait que le modèle de la VAR ne tient plus compte des scénarios historiques de la fin de 2008. La VAR liée au taux d'intérêt a été particulièrement touchée par les scénarios moins volatils. La baisse reflète également la réduction de certains risques survenue au deuxième semestre de 2010, l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur les portefeuilles libellés en devises, et la hausse de l'effet de diversification, qui est passé de 40 % à 49 %. La baisse a été neutralisée en partie par l'augmentation de la VAR liée au risque spécifique de crédit.

Premier trimestre de 2011 par rapport au quatrième trimestre de 2010 (approche des modèles internes)

La moyenne de la VAR s'est établie à 38 millions de dollars, soit une baisse de 6 millions par rapport au trimestre précédent qui tient essentiellement à la réduction du risque de taux d'intérêt tenant au fait que le modèle de la VAR ne tient plus compte des scénarios volatils de la fin de 2008 dont il est fait mention ci-dessus. La baisse reflète également la réduction de certains risques survenue au quatrième trimestre de 2010 et la hausse de l'effet de diversification, qui est passé de 43 % à 49 %.

La VAR à la fin du trimestre considéré s'élève à 37 millions de dollars, en hausse de 4 millions par rapport à la fin du dernier trimestre, résultat qui découle en grande partie de la hausse de la VAR liée aux actions et de la VAR liée aux marchandises, laquelle reflète l'accroissement des activités commerciales.

Premier trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2010 (VAR liée à la gestion)

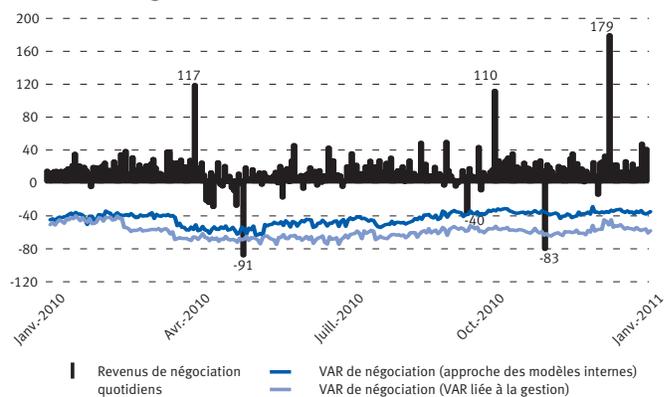
La moyenne de la VAR liée à la gestion s'est établie à 60 millions de dollars, en hausse de 6 millions par rapport au premier trimestre de 2010. Ce résultat tient principalement aux modifications apportées aux hypothèses de corrélation utilisées pour combiner les portefeuilles couverts par l'approche standardisée, à l'amélioration du processus de modélisation des titres adossés à des créances hypothécaires, et à la hausse de la VAR liée au risque spécifique de crédit. La baisse de l'effet de diversification, qui est passé de 44 % à 33 %, a également contribué à la hausse de la VAR. L'augmentation a été neutralisée en partie par le fait que le modèle de la VAR ne tient plus compte des scénarios historiques de la fin de 2008, par l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur les portefeuilles libellés en devises et par la réduction des risques liés aux actions, au taux d'intérêt et au change. La réduction de la VAR liée aux actions reflète la vente de positions résiduelles s'inscrivant dans le cadre des activités de prise ferme.

Premier trimestre de 2011 par rapport au quatrième trimestre de 2010 (VAR liée à la gestion)

La moyenne de la VAR liée à la gestion a diminué de 2 millions de dollars, résultat qui découle essentiellement de la réduction du risque de taux d'intérêt, laquelle tient au fait que le modèle de la VAR ne tient plus compte des scénarios historiques de la fin de 2008.

La VAR liée à la gestion était de 60 millions de dollars à la fin du trimestre considéré, en hausse de 2 millions par rapport à la fin du dernier trimestre. Ce résultat est en grande partie attribuable à l'augmentation du risque de taux d'intérêt et du risque lié aux cours des marchandises, ainsi qu'à la réduction de l'effet de diversification, lequel est passé de 40 % à 34 %. Ces facteurs ont été neutralisés en grande partie par la diminution du risque lié aux actions.

Revenus de négociation et VAR (1) (en millions de dollars canadiens)



(1) Revenus de négociation majorés au montant imposable équivalent, à l'exception des revenus liés aux EDDV consolidés.

Au cours du trimestre, nous avons connu trois séances marquées par des pertes de négociation nettes, et une des pertes subies a excédé la VAR. La perte la plus importante est survenue le 30 novembre et elle totalisait 83 millions de dollars. Cette perte découle principalement de l'ajustement de l'évaluation du crédit effectué à la fin du mois relativement au risque couvert par MBIA. Le gain le plus important avait trait au règlement intervenu avec MBIA le 31 décembre 2010. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section Principaux événements du premier trimestre de 2011, à la rubrique Rendement financier.

Évaluation du risque de marché – activités bancaires autres que de négociation

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôts d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres de notre portefeuille autre que de négociation, en présupant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Ces mesures sont fondées sur des

hypothèses formulées par la haute direction et elles sont validées par des recherches empiriques. Toutes les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur nos positions de taux d'intérêt à un moment donné et elles changent continuellement en raison de nos activités commerciales et de nos mesures liées à la gestion des risques. Au cours du premier trimestre de 2011, notre exposition au risque de taux d'intérêt s'est située dans les limites de notre objectif.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2011						31 octobre 2010		31 janvier 2010	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt (2)			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (2)	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt
	Incidence du dollar canadien	Incidence du dollar américain (1)	Total	Incidence du dollar canadien	Incidence du dollar américain (1)	Total				
Avant l'incidence fiscale d'une :										
augmentation des taux de 100 p.b.	(364)\$	(30)\$	(394)\$	104 \$	18 \$	122 \$	(484)\$	93 \$	(181)\$	307 \$
diminution des taux de 100 p.b.	296	13	309	(135)	(12)	(147)	425	(98)	155	(82)

(1) Représente l'incidence sur les portefeuilles autres que de négociation détenus par nos Services bancaires aux États-Unis.

(2) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt.

Gestion des liquidités et du financement

Il n'y a eu aucun changement important à notre cadre de gestion des liquidités et du financement depuis celui qui est décrit dans notre rapport annuel 2010. Nous continuons de modifier nos pratiques aux fins de la gestion des risques en fonction des faits nouveaux en matière de réglementation, de manière à nous positionner pour composer avec les normes de liquidités mondiales proposées par le comité de Bâle sur la supervision bancaire en décembre 2010, dont la mise en œuvre devrait avoir lieu entre 2015 et 2018.

Nos dépôts de base, qui tiennent compte de nos estimations statistiques des tranches très stables du total des soldes relationnels, des soldes des dépôts des particuliers et des dépôts des clients commerciaux et institutionnels (dépôts à vue, dépôts à préavis et dépôts à terme fixe), ainsi que des fonds de gros venant à échéance dans plus de un an, ont augmenté de 1 % depuis le 31 octobre 2010 et représentaient 62 % du total de nos dépôts, comparativement à 63 % au 31 octobre 2010.

Cotes de crédit

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à effectuer certaines activités de titrisation efficaces dépend principalement du maintien de cotes de crédit concurrentielles. Une révision à la baisse de nos cotes de crédit pourrait avoir une incidence négative sur notre capacité de financement ou sur notre accès aux marchés financiers. Elle pourrait aussi influencer sur notre capacité à effectuer des opérations sur dérivés ou des opérations de couverture dans le cours normal des activités et sur les coûts liés à ces opérations et pourrait faire en sorte que nous devions fournir des garanties additionnelles aux termes de certains contrats.

Le 13 décembre 2010, Moody's Investors Service (Moody's) a modifié la cote attribuée à notre dette à long terme de premier rang, la faisant passer de Aaa à Aa1, et elle a fait passer la perspective de négative à stable. Nous considérons qu'il s'agit d'un révision mineure n'ayant eu aucune incidence importante sur nos liquidités, sur notre accès à du financement ou sur la composition de notre passif. À l'exception de ce qui précède, nos cotes de crédit et perspectives demeurent inchangées par rapport à celles du 2 décembre 2010.

Le tableau suivant présente nos principales cotes de crédit et perspectives au 2 mars 2011.

	Au 2 mars 2011 (1)		
	Dette à court terme	Dette à long terme de premier rang	Perspective
Moody's	P-1	Aa1	Stable
Standard & Poor's	A-1+	AA-	Positive
Fitch Ratings	F1+	AA	Stable
Dominion Bond Rating Services	R-1(élevé)	AA	Stable

(1) Les cotes de crédit ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ni la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les cotes de crédit sont déterminées par les agences de notation en fonction des critères que celles-ci établissent à l'occasion, et elles peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.

Obligations contractuelles

Dans le cours normal de nos affaires, nous concluons des contrats qui entraînent des engagements à l'égard des paiements minimaux futurs ayant une incidence sur nos liquidités. Selon la nature de ces engagements, l'obligation peut être constatée au bilan ou hors bilan. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos engagements de financement contractuels futurs.

(en millions de dollars canadiens) (1), (2)	31 janvier 2011				Total	31 octobre 2010	31 janvier 2010
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans			
Financement à long terme non garanti	18 208 \$	18 005 \$	9 318 \$	11 840 \$	57 371 \$	54 043 \$	48 993 \$
Obligations couvertes	61	2 859	3 235	1 787	7 942	8 456	6 011
Débitures subordonnées	78	–	252	7 789	8 119	6 789	5 957
	18 347 \$	20 864 \$	12 805 \$	21 416 \$	73 432 \$	69 288 \$	60 961 \$

(1) Les montants présentés ci-dessus excluent les intérêts courus, à l'exception des montants présentés dans la colonne Moins de 1 an.

(2) Les obligations au titre des contrats de location sont présentées uniquement sur une base annuelle.

Gestion du capital

Capital réglementaire, actif pondéré en fonction des risques et ratios de capital

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les coefficients)	Accord de Bâle II		
	Au		
	31 janvier 2011	31 octobre 2010	31 janvier 2010
Capital			
Capital de première catégorie	33 801 \$	33 972 \$	32 802 \$
Capital total	39 064	37 625	35 289
Actif pondéré en fonction des risques			
Risque de crédit	191 223 \$	197 195 \$	195 731 \$
Risque de marché	25 542	24 828	26 136
Risque opérationnel	39 244	38 433	37 149
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	256 009 \$	260 456 \$	259 016 \$
Ratios de capital et coefficient			
Ratio du capital de première catégorie	13,2 %	13,0 %	12,7 %
Ratio du capital total	15,3 %	14,4 %	13,6 %
Coefficient actif-capital	16,3 X	16,5 X	16,2 X
Ratio du capital-actions ordinaire de première catégorie (1)	9,9 %	9,8 %	9,1 %

(1) Le ratio du capital-actions ordinaire de première catégorie n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport annuel 2010.

Notre position de capital s'est améliorée ce trimestre, en raison de l'émission de capital réglementaire supplémentaire et des capitaux autogénérés grâce aux bénéfices. Nos ratios de capital demeurent bien supérieurs aux cibles en capital réglementaires établies par le BSIF.

Premier trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2010

Au 31 janvier 2011, notre ratio du capital de première catégorie était de 13,2 %, et notre ratio du capital total, de 15,3 %.

Notre ratio du capital de première catégorie a augmenté de 50 points de base par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la diminution de l'actif pondéré en fonction des risques et de la hausse des capitaux autogénérés grâce aux bénéfices. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'écart d'acquisition lié à l'acquisition de BlueBay et par le rachat d'instruments de capital innovateurs de première catégorie au troisième trimestre de 2010.

Le ratio du capital total a augmenté de 170 points de base, résultat qui tient aux facteurs dont il est fait mention ci-dessus, ainsi qu'à l'émission nette de débiteures subordonnées.

L'actif pondéré en fonction des risques a diminué de 3,0 milliards de dollars, ou 1 %, en raison de la réduction de l'actif pondéré en fonction des risques lié au risque de crédit, qui tient principalement à l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur les actifs libellés en devises et à l'amélioration de la qualité du crédit de nos portefeuilles, facteurs neutralisés en partie par la hausse de l'actif pondéré en fonction des risques lié au risque opérationnel, ce qui témoigne de l'accroissement des revenus.

Au 31 janvier 2011, notre coefficient actif-capital s'établissait à 16,3 fois, comparativement à 16,2 fois à l'exercice précédent, en raison principalement de l'augmentation du montant brut de l'actif ajusté, laquelle a été neutralisée en grande partie par la hausse du capital.

Premier trimestre de 2011 par rapport au quatrième trimestre de 2010

Notre ratio du capital de première catégorie a augmenté de 20 points de base par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement des capitaux autogénérés grâce aux bénéfices et de la diminution de l'actif pondéré en fonction des risques, neutralisés en partie par l'écart d'acquisition lié à l'acquisition de BlueBay.

Le ratio du capital total a augmenté de 90 points de base, résultat qui tient en grande partie aux facteurs susmentionnés et à l'émission de débiteures subordonnées au premier trimestre de 2011.

L'actif pondéré en fonction des risques a diminué de 4,4 milliards de dollars, ou 2 %, en raison principalement de la réduction de l'actif

pondéré en fonction des risques lié au risque de crédit, laquelle tient à la diminution des risques liés à certains dérivés hors cote, prêts et autres actifs. La diminution découle également de l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur les actifs libellés en devises. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de l'actif pondéré en fonction des risques lié au risque opérationnel, qui reflète la croissance des revenus, ainsi que par l'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques lié au risque de marché, qui reflète la résiliation d'une police d'assurance souscrite directement auprès de l'assureur spécialisé MBIA. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section Principaux événements du premier trimestre de 2011, à la rubrique Rendement financier.

Notre coefficient actif-capital s'est établi à 16,3 fois, comparativement à 16,5 fois au dernier trimestre, résultat qui tient principalement à l'augmentation des capitaux, laquelle a été neutralisée en partie par la hausse du montant brut de l'actif ajusté.

Principales activités de gestion du capital

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2011		
	Date d'émission ou de rachat	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Capital de première catégorie			
Actions ordinaires émises			
Régime de réinvestissement de dividendes (1)		–	– \$
Options sur actions levées (2)		482	15
Régimes d'épargne et d'actionnariat des employés (3)		497	26
Capital de deuxième catégorie			
Émission de débentures subordonnées échéant le 2 novembre 2020 (4)	1 ^{er} novembre 2010		1 500

- (1) Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2011, nous avons financé notre régime de réinvestissement des dividendes au moyen d'achats d'actions sur le marché libre.
- (2) Le montant reflète les espèces reçues au titre des options sur actions levées au cours de la période, l'ajustement à la juste valeur des options sur actions, la levée des options sur actions jumelées à des droits à la plus-value des actions, et les attributions assorties de droits à la plus-value des actions qui ont fait l'objet d'une renonciation.
- (3) Actions autodétenues émises en vertu des régimes d'épargne et d'actionnariat des employés. Pour plus de détails, se reporter à la note 21 de nos états financiers consolidés annuels de 2010.
- (4) Pour plus de détails, se reporter à la note 10 de nos états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Principales données concernant les actions (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Au 31 janvier 2011	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Actions ordinaires en circulation	1 425 901	13 419 \$
Actions privilégiées de premier rang en circulation		
À dividende non cumulatif, série W (2)	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AA	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AB	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AC	8 000	200
À dividende non cumulatif, série AD	10 000	250
À dividende non cumulatif, série AE	10 000	250
À dividende non cumulatif, série AF	8 000	200
À dividende non cumulatif, série AG	10 000	250
À dividende non cumulatif, série AH	8 500	213
À dividende non cumulatif, série AJ (3)	16 000	400
À dividende non cumulatif, série AL (3)	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AN (3)	9 000	225
À dividende non cumulatif, série AP (3)	11 000	275
À dividende non cumulatif, série AR (3)	14 000	350
À dividende non cumulatif, série AT (3)	11 000	275
À dividende non cumulatif, série AV (3)	16 000	400
À dividende non cumulatif, série AX (3)	13 000	325
Actions autodétenues – actions privilégiées	(60)	(2)
Actions autodétenues – actions ordinaires	(1 305)	(59)
Actions échangeables de RBC PH&N Holdings Inc.	6 413	324
Options sur actions		
En cours	16 945	
Pouvant être levées	11 124	
Dividendes		
Actions ordinaires		713
Actions privilégiées		65

- (1) Pour plus de détails au sujet de nos activités de gestion du capital, se reporter à la note 10 de nos états financiers consolidés intermédiaires non audités.
- (2) Avec prise d'effet le 24 février 2010, nous avons le droit de convertir ces actions en actions ordinaires, à notre gré et sous réserve de certaines restrictions.
- (3) Le taux de dividende sera révisé tous les cinq ans.

Au 25 février 2011, le nombre d'actions ordinaires en circulation et d'options sur actions en cours se chiffrait à 1 427 231 000 et à 16 734 000, respectivement. Au 25 février 2011, le nombre de nos actions privilégiées et ordinaires autodétenues s'établissait à 72 000 et à 1 487 000, respectivement.

Capital économique

(soldes moyens en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2011	31 octobre 2010	31 janvier 2010
Risque de crédit	11 150 \$	10 300 \$	9 350 \$
Risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation)	4 000	3 800	3 050
Risque opérationnel	4 450	3 350	3 500
Risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles	3 100	2 450	2 350
Risque d'assurance	550	450	200
Capital de risque	23 250 \$	20 350 \$	18 450 \$
Écart d'acquisition et actifs incorporels	10 450	10 100	10 200
Capital économique	33 700 \$	30 450 \$	28 650 \$
Sous-attribution de capital	900	3 550	3 800
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	34 600 \$	34 000 \$	32 450 \$

Nous avons révisé notre méthode d'attribution du capital économique sur une base prospective, avec prise d'effet au premier trimestre de 2011. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

Premier trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2010

Le capital économique a augmenté de 5,1 milliards de dollars, en raison principalement du changement de méthode aux fins de l'attribution du capital effectué ce trimestre. Une tranche de 2,9 milliards de dollars de ce montant a été attribuée à différents types de risques et secteurs d'activité. La tranche résiduelle de 2,2 milliards de dollars découle principalement de la hausse du risque opérationnel, du risque de crédit, du risque commercial et du risque lié aux immobilisations corporelles, laquelle reflète la croissance des activités et des revenus. La hausse découle également de l'augmentation du risque spécifique d'assurance tenant à la diminution du facteur de diversification découlant du changement de méthode.

Premier trimestre de 2011 par rapport au quatrième trimestre de 2010

Le capital économique s'est accru de 3,3 milliards de dollars, en raison essentiellement du changement de méthode aux fins de l'attribution du capital. L'augmentation tient également à la hausse du risque opérationnel, du risque commercial et du risque lié aux immobilisations corporelles reflétant l'accroissement des revenus, et à l'augmentation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels tenant à l'acquisition de BlueBay. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction du risque de crédit reflétant les révisions apportées aux paramètres de gestion du risque, et par la diminution du risque de marché (activités de négociation) reflétant la diminution de la moyenne de la VAR, qui tient principalement au fait que le modèle de la VAR ne tient plus compte des scénarios historiques de la fin de 2008.

Information financière supplémentaire

Total du portefeuille de titres disponibles à la vente de RBC

Pour plus de détails sur les gains et pertes non réalisés liés à notre portefeuille de titres disponibles à la vente, se reporter à la note 3 de nos états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Risques liés à certains instruments financiers auxquels nous sommes exposés

Risques liés aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain, aux titres garantis par des créances (TGC) et aux prêts hypothécaires

Certaines activités et opérations que nous effectuons nous exposent au risque de crédit lié aux créances hypothécaires résidentielles à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain. Notre exposition nette aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain représente 0,3 % du total de notre actif au 31 janvier 2011, par rapport à 0,4 % à l'exercice précédent.

Premier trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2010

Du total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des placements ayant une juste valeur de 466 millions de dollars pourraient être exposés aux risques liés aux prêts à risque sur le marché américain. L'exposition aux risques liés aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain était auparavant couverte au moyen de swaps sur défaillance assurés par MBIA, qui ont été résiliés ce trimestre. Cela a entraîné une augmentation de 283 millions de dollars des risques liés aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain par rapport à l'exercice précédent, déduction faite des opérations de couverture. Relativement à ces risques potentiels, plus de 38 % de nos placements connexes présentaient au moins une cote A, comparativement à plus de 49 % à l'exercice précédent. Au 31 janvier 2011, nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain présentant une cote AAA représentaient 6 % du total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain, comparativement à 19 % à l'exercice précédent. L'exposition aux prêts à risque aux États-Unis s'établissait à 303 millions de dollars au 31 janvier 2011, soit moins de 0,1 % du total de l'actif. Ce résultat en baisse de 149 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent tient en partie aux remboursements de capital effectués et au raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Du total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des placements ayant une juste valeur de 407 millions de dollars pourraient être exposés aux risques liés aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain. L'exposition aux risques liés aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain a diminué de 366 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la vente de titres. Moins de 46 % de ces titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles ont été émis en 2006 et par la suite. Notre exposition aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain se chiffrait à 931 millions de dollars au 31 janvier 2011, ce qui représente 0,1 % du total de l'actif. Cette diminution de 282 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent tient en grande partie aux ventes et aux remboursements de capital effectués.

Du total de nos placements dans des TGC, des placements de 22 millions de dollars pourraient être exposés aux risques liés aux prêts à risque ou aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain. Nos TGC étaient auparavant couverts au moyen de swaps sur défaillance assurés par MBIA, qui ont été résiliés ce trimestre. Le résultat enregistré constitue une hausse de 1 million de dollars par rapport à l'exercice précédent. La juste valeur des TGC de sociétés déduction faite des opérations de couverture de 2,3 milliards de dollars au 31 janvier 2011 a augmenté de 2,0 milliards par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de la résiliation de la police d'assurance souscrite directement auprès de MBIA. Pour de plus amples détails sur la résiliation des swaps sur défaillance assurés par MBIA, se reporter à la section Principaux événements du premier trimestre de 2011, à la rubrique Rendement financier.

Risques nets liés aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain découlant des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des TGC et des prêts hypothécaires

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2011			Total
	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A	TGC pouvant comprendre des prêts hypothécaires à risque ou de catégorie Alt-A	
Juste valeur des titres, compte non tenu des opérations de couverture	466 \$	407 \$	22 \$	895 \$
Juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture, selon la cote				
AAA	28 \$	42 \$	– \$	
AA	127	37	–	
A	25	27	–	
BBB	96	34	–	
Inférieure à BBB- (1)	190	267	22	
Total	466 \$	407 \$	22 \$	895 \$
Juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture, par année de montage				
2003 (ou avant)	57 \$	26 \$	– \$	
2004	104	47	–	
2005	218	149	20	
2006	24	32	2	
2007 et par la suite	63	153	–	
Total	466 \$	407 \$	22 \$	895 \$
Coût après amortissement des prêts hypothécaires à risque et de catégorie Alt-A (prêts entiers)	175 \$	702 \$	– \$	877 \$
Coût après amortissement des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque et de catégorie Alt-A transférés dans les prêts en vertu du chapitre 3855	128 \$	229 \$	– \$	357 \$
Risque total lié aux prêts à risque et de catégorie Alt-A, déduction faite des opérations de couverture	769 \$	1 338 \$	22 \$	2 129 \$

Sensibilité de la juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture, aux modifications des hypothèses :

Augmentation de 100 points de base de l'écart de taux du crédit	(10)\$	(10)\$
Augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt	(5)	(15)
Augmentation de 20 % des taux de défaillance	(34)	(18)
Diminution de 25 % des taux de paiement anticipé	(4)	(5)

(1) Les risques liés aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque auxquels nous sommes exposés dont la cote est inférieure à BBB- représentent le montant net de la position de couverture que nous avons acquise.

Arrangements hors bilan

Pour de plus amples renseignements sur nos arrangements hors bilan, y compris les conduits multicédants, les instruments de placement structurés et les autres entités à détenteurs de droits variables au 31 janvier 2011, se reporter à la rubrique Arrangements hors bilan.

Financement avec endettement

Nos services de financement avec endettement comprennent les activités de financement des infrastructures, des services essentiels et

d'autres types de financement. Ils ne comprennent pas le financement de première qualité ni le financement de qualité inférieure pour lequel il n'y a pas de garantie liée aux placements privés. Au 31 janvier 2011, le total de nos engagements de financement capitalisés et non capitalisés s'établissait à 4 740 millions de dollars. En pourcentage du total de notre actif, il a augmenté légèrement par rapport à l'exercice précédent, s'établissant à 0,7 %.

Polices d'assurance souscrites directement et indirectement auprès d'assureurs spécialisés

Nous souscrivons directement des polices d'assurance auprès d'assureurs spécialisés, lesquelles couvrent les actifs liés et non liés au marché des prêts à risque, comme il est illustré dans le tableau suivant.

Polices d'assurance souscrites directement auprès d'assureurs spécialisés

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2011	
	Valeur en capital/nominale	Juste valeur
Assured Guaranty Municipal Corp. (auparavant FSA)	265 \$	11 \$
Syncora Holdings Ltd. (auparavant XL Capital Ltd.)	239	9
AMBAC Financial Group (AMBAC)	100	–
Total	604 \$	20 \$

Au 31 janvier 2011, nous détenons des polices d'assurance de 604 millions de dollars souscrites auprès d'assureurs spécialisés; ces polices couvrent le risque de défaillance par l'émetteur ou la contrepartie relativement aux actifs détenus à des fins de transaction liés aux prêts à risque et aux prêts autres que les prêts à risque. La juste valeur comptabilisée relativement à ces polices d'assurance s'élevait à 20 millions de dollars au 31 janvier 2011, déduction faite des ajustements de l'évaluation du crédit.

Le 31 décembre 2010, un règlement est intervenu avec MBIA relativement à la résiliation de la police d'assurance souscrite

directement auprès de cet assureur spécialisé. Pour plus de détails, se reporter à la section Principaux événements du premier trimestre de 2011, à la rubrique Rendement financier.

Nous sommes également exposés à un risque indirect lié aux polices d'assurance souscrites auprès d'assureurs spécialisés, en raison des actifs que nous détenons et des facilités de liquidités que nous fournissons. Les assureurs spécialisés fournissent de l'assurance cautionnement sur les actifs de tiers que nous détenons, tels que les obligations sur le marché municipal américain, les titres à enchères, les swaps de taux d'intérêt et les obligations du secteur de l'infrastructure publique. Dans de tels cas, nous bénéficions de la protection fournie par ce contrat. La valeur en capital/nominale de ces actifs s'élevait à 1 391 millions de dollars au 31 janvier 2011. La majorité de ces actifs sont détenus dans notre portefeuille de négociation, et les variations de la juste valeur sont reflétées au poste Revenus autres que d'intérêt – Revenus tirés des activités de négociation, tandis que la valeur implicite de l'assurance est reflétée dans la juste valeur des actifs. Nous fournissons par ailleurs des facilités de liquidités de 289 millions de dollars à certains clients au titre de leurs programmes d'émissions d'obligations à l'égard desquels une assurance a été souscrite auprès d'un assureur spécialisé dans le cadre du programme; une tranche de néant avait été prélevée sur ces facilités au 31 janvier 2011.

Informations sur les titres adossés à des créances hypothécaires commerciales

La juste valeur de nos placements directs dans des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales s'élevait à 244 millions de dollars au 31 janvier 2011.

Actifs et passifs évalués à la juste valeur

D'importants transferts d'instruments dans les niveaux 1, 2 et 3 et d'importantes sorties d'instruments de ces niveaux ont eu lieu ce trimestre, selon la hiérarchie de la juste valeur définie au chapitre 3862, intitulé « Instruments financiers – informations à fournir ». Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 2 de nos états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Questions en matière de comptabilité et de contrôle

Conventions comptables critiques et estimations

Nos états financiers consolidés intermédiaires non audités ont été dressés conformément aux PCGR du Canada. Les principales conventions comptables sont présentées à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires non audités, ainsi qu'à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2010. Nos conventions comptables critiques et nos estimations sont présentées en détail aux pages 60 à 63 de notre rapport annuel 2010.

Modification des conventions comptables et estimations

PCGR du Canada

Nous n'avons adopté aucune nouvelle convention comptable importante au cours du trimestre.

PCGR des États-Unis

Le 1^{er} novembre 2010, la mise à jour des directives en vertu du Topic 810-10-15 de l'ASC [FAS 167 – Amendments to FASB Interpretation No. 46(R)] est entrée en vigueur en ce qui nous concerne. Cette mise à jour remplace l'approche quantitative qui permet de désigner le principal bénéficiaire d'une entité à détenteurs de droits variables par une méthode axée sur l'identification de l'entité publiable qui a le pouvoir de diriger les activités d'une entité à détenteurs de droits variables ayant le plus d'incidence sur la performance économique de l'entité, et l'obligation d'absorber les pertes de l'entité éventuellement importantes pour l'entité à détenteurs de droits variables ou le droit de retirer les avantages de l'entité. Cette nouvelle directive s'applique aux entités qui étaient auparavant désignées comme des structures d'accueil admissibles. Par suite de l'application de cette nouvelle directive, nous consolidons maintenant une structure d'accueil admissible et certaines entités à détenteurs de droits variables (EDDV) qui n'étaient pas consolidées auparavant, et nous avons déconsolidé d'autres EDDV. Selon notre évaluation préliminaire, cela a donné lieu à une augmentation du total de l'actif et du total du passif d'environ 2 milliards de dollars, déduction faite de nos droits conservés dans les entités. Nous avons également réduit le solde d'ouverture des bénéfices non répartis d'environ 200 millions de dollars, déduction faite des impôts, de manière à tenir compte de l'incidence de l'écart de conversion cumulé lié aux périodes précédentes.

Adoption future des Normes internationales d'information financière (IFRS)

Notre exercice de transition aux fins de la présentation de l'information financière en vertu des IFRS a débuté le 1^{er} novembre 2010. À la page 64 de notre rapport annuel 2010, nous fournissons un aperçu des principales étapes et des activités mises en œuvre depuis 2008 aux fins du passage aux IFRS. Nous avons en grande partie apporté les modifications que nous jugeons nécessaires à nos politiques, processus et systèmes, afin de présenter nos résultats financiers en vertu des IFRS à compter de l'exercice 2012, ainsi que les chiffres correspondants de l'exercice 2011.

Nous continuons d'informer régulièrement le Comité de vérification et le Conseil d'administration des progrès accomplis, des répercussions possibles du passage aux IFRS et des répercussions permanentes prévues sur nos résultats financiers et nos activités. Nous les tenons également au courant des faits nouveaux concernant les IFRS et la réglementation connexe. Nous continuons d'offrir des séances de formation aux membres du personnel responsables du passage aux IFRS et à ceux qui sont responsables de la présentation de l'information financière; ces séances sont élaborées en fonction des besoins mis en évidence.

Incidence de l'adoption des Normes internationales d'information financière

L'adoption des IFRS le 1^{er} novembre 2011 entraînera des répercussions en ce qui concerne les décisions prises conformément à IFRS 1 et les choix de conventions comptables que nous effectuerons. IFRS 1 établit les procédures que nous devons suivre pour préparer nos états financiers consolidés pour la première fois en vertu des IFRS. Nous prévoyons prendre des décisions conformément à IFRS 1 en ce qui concerne les éléments suivants : le classement des instruments financiers, les avantages sociaux, les regroupements d'entreprises, les contrats d'assurance et l'écart de conversion cumulé. Des informations concernant ces décisions et nos choix préliminaires sont présentées à la page 64 de notre rapport annuel 2010.

Les décisions prises conformément à IFRS 1 portent sur des éléments clés sur lesquels la transition aura selon nous la plus grande incidence. Ces éléments sont les suivants : les avantages sociaux, l'écart de conversion cumulé, les opérations de titrisation et les entités

à détenteurs de droits variables (décomptabilisation et consolidation) ainsi que l'écart d'acquisition. Nous présentons, aux pages 64 et 65 de notre rapport annuel 2010, une description des différences concernant ces éléments qui existent entre les IFRS et les PCGR du Canada, ainsi que les postes des états financiers qui seront touchés et, lorsque cela est possible, la nature des répercussions. Nous nous attendons également à ce que nos conventions comptables critiques en vertu des IFRS soient les mêmes que celles que nous appliquons à l'heure actuelle en vertu des PCGR du Canada.

Nous continuerons de surveiller les modifications apportées aux IFRS au cours de l'exercice. Des faits nouveaux importants pourraient influencer sur les décisions préliminaires que nous prendrons conformément à IFRS 1, sur les éléments qui devraient selon nous être le plus grandement touchés par l'adoption des IFRS, sur nos conventions comptables et sur notre position de capital.

Contrôles et procédures de présentation de l'information

Au 31 janvier 2011, la direction a évalué l'efficacité des contrôles et processus liés à la présentation de l'information, conformément aux

règles adoptées par la SEC des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef de l'administration et chef des finances. Selon cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef de l'administration et chef des finances ont conclu que nos contrôles et processus liés à la présentation de l'information étaient efficaces au 31 janvier 2011.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2011, nous n'avons effectué aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence importante ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Mesures hors PCGR

Résultats excluant la perte liée à Liberty Life

En octobre 2010, nous avons annoncé notre intention de vendre Liberty Life, notre division d'assurance vie aux États-Unis, à Athene Holding Ltd. pour 628 millions de dollars US. Nous avons comptabilisé une perte de 116 millions de dollars (114 millions de dollars US) avant et après impôts au quatrième trimestre de 2010. Le tableau suivant illustre le rapprochement de nos résultats excluant la perte liée à Liberty Life pour le trimestre terminé le 31 octobre 2010.

Selon nous, le fait de ne pas tenir compte de la perte liée à Liberty Life constitue une mesure plus représentative des résultats tirés de l'exploitation courante des activités, qui permettra au lecteur de mieux comprendre le point de vue de la direction en ce qui concerne notre performance. Cette mesure devrait également accroître la comparabilité de notre performance pour le trimestre terminé le 31 janvier 2011 par rapport au trimestre terminé le 31 octobre 2010.

Cette mesure n'est pas établie selon les PCGR, elle n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et elle pourrait ne pas être comparable aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les montants par action)	Pour le trimestre terminé le
	31 octobre 2010
Bénéfice avant impôts et part des actionnaires sans contrôle	1 529 \$
Ajouter : Perte liée à Liberty Life	116
Bénéfice avant impôts et part des actionnaires sans contrôle, déduction faite de la perte liée à Liberty Life	1 645 \$
Charge d'impôts	381
Bénéfice net avant part des actionnaires sans contrôle, déduction faite de la perte liée à Liberty Life	1 264 \$
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	27
Bénéfice net, déduction faite de la perte liée à Liberty Life	1 237 \$
Dividendes sur actions privilégiées	64
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, déduction faite de la perte liée à Liberty Life	1 173 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 422 565
Bénéfice de base par action	0,74 \$
Ajouter : Perte liée à Liberty Life	0,08
Bénéfice de base par action, déduction faite de la perte liée à Liberty Life	0,82 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 434 353
Bénéfice dilué par action	0,74 \$
Ajouter : Perte liée à Liberty Life	0,08
Bénéfice dilué par action, déduction faite de la perte liée à Liberty Life	0,82 \$
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	34 000
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	12,3 %
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, déduction faite de la perte liée à Liberty Life	34 050
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), déduction faite de la perte liée à Liberty Life	13,7 %
Taux d'imposition effectif	24,9 %
Taux d'imposition effectif, déduction faite de la perte liée à Liberty Life	23,2 %

(1) Basé sur les soldes réels avant arrondissement.

Opérations entre apparentés

Nos politiques et procédures liées aux opérations entre apparentés n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 octobre 2010. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 27 de nos états financiers consolidés annuels de 2010.

États financiers consolidés intermédiaires (non audité)

Bilans consolidés (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2011	31 octobre 2010	31 janvier 2010
Actif			
Encaisse et montants à recevoir de banques	8 203 \$	9 330 \$	9 535 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	11 342	13 252	7 264
Valeurs mobilières (note 3)			
Titres détenus à des fins de transaction	170 452	149 555	146 212
Titres disponibles à la vente	46 074	43 776	43 204
	216 526	193 331	189 416
Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés	79 258	72 698	49 585
Prêts (notes 4 et 5)			
Prêts de détail	223 241	221 828	208 282
Prêts de gros	73 610	73 375	76 221
	296 851	295 203	284 503
Provision pour pertes sur prêts	(2 911)	(2 997)	(3 180)
	293 940	292 206	281 323
Autres			
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	7 499	7 371	7 966
Dérivés (note 6)	73 654	106 246	85 828
Locaux et matériel, montant net	2 583	2 503	2 372
Écart d'acquisition	9 198	8 064	8 279
Autres actifs incorporels	2 097	1 930	1 952
Autres actifs	16 810	19 275	15 979
	111 841	145 389	122 376
	721 110 \$	726 206 \$	659 499 \$
Passif et capitaux propres			
Dépôts			
Particuliers	161 634 \$	161 693 \$	155 865 \$
Entreprises et gouvernements	252 996	247 197	221 431
Banques	22 490	24 143	17 399
	437 120	433 033	394 695
Autres			
Acceptations	7 499	7 371	7 966
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	56 440	46 597	48 833
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	53 727	41 582	42 571
Dérivés (note 6)	77 358	108 910	81 246
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	10 466	10 750	9 297
Autres passifs	27 409	29 348	27 874
	232 899	244 558	217 787
Débiteures subordonnées (note 10)	8 041	6 681	5 896
Titres de fiducie de capital	735	727	1 386
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 250	2 256	2 101
Capitaux propres (note 10)			
Actions privilégiées	4 813	4 813	4 813
Actions ordinaires (émises – 1 425 900 642, 1 424 921 817 et 1 421 442 344)	13 419	13 378	13 267
Surplus d'apport	221	236	233
Actions autodétenues – privilégiées (détenues – 59 702, 86 400 et 27 800)	(2)	(2)	(1)
– ordinaires (détenues – 1 304 867, 1 719 092 et 1 881 595)	(59)	(81)	(84)
Bénéfices non répartis	23 767	22 706	21 307
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(2 094)	(2 099)	(1 901)
	40 065	38 951	37 634
	721 110 \$	726 206 \$	659 499 \$

États consolidés des résultats (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2011	31 octobre 2010	31 janvier 2010
Revenu d'intérêt			
Prêts	3 505 \$	3 476 \$	3 344 \$
Valeurs mobilières	1 285	1 186	1 219
Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés	171	155	93
Dépôts à des banques	27	22	10
	4 988	4 839	4 666
Frais d'intérêt			
Dépôts	1 436	1 433	1 217
Autres passifs	687	542	623
Débentures subordonnées	92	81	79
	2 215	2 056	1 919
Revenu net d'intérêt	2 773	2 783	2 747
Revenus autres que d'intérêt			
Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires	924	1 707	1 383
Revenus de négociation	733	279	659
Commissions de gestion de placements et de services de garde	506	458	440
Revenus tirés des fonds communs de placement	441	410	397
Commissions de courtage en valeurs mobilières	347	305	338
Frais bancaires	356	373	360
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	495	337	311
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	169	165	132
Revenus sur cartes	164	129	134
Commissions de crédit	189	157	173
Revenus tirés de la titrisation (note 5)	185	206	197
(Perte nette) gain net sur les titres disponibles à la vente (note 3)	(11)	(15)	77
Autres	118	(92)	(14)
Revenus autres que d'intérêt	4 616	4 419	4 587
Total des revenus	7 389	7 202	7 334
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 4)	334	432	493
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	629	1 423	1 130
Frais autres que d'intérêt			
Ressources humaines (note 9)	2 583	2 249	2 377
Matériel	254	257	248
Frais d'occupation	263	283	255
Communications	173	226	187
Honoraires	173	211	124
Impartition de services de traitement	69	70	72
Amortissement des autres actifs incorporels	131	135	120
Autres	300	387	243
	3 946	3 818	3 626
Bénéfice avant impôts	2 480	1 529	2 085
Impôts sur les bénéfices (note 12)	612	381	565
Bénéfice net avant part des actionnaires sans contrôle	1 868	1 148	1 520
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	29	27	23
Bénéfice net	1 839 \$	1 121 \$	1 497 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(65)	(64)	(64)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 774 \$	1 057 \$	1 433 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers) (note 13)	1 424 094	1 422 565	1 418 146
Bénéfice de base par action (en dollars)	1,25 \$	0,74 \$	1,01 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers) (note 13)	1 435 291	1 434 353	1 432 179
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,24 \$	0,74 \$	1,00 \$
Dividendes par action (en dollars)	0,50 \$	0,50 \$	0,50 \$

États consolidés du résultat étendu (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2011	31 octobre 2010	31 janvier 2010
Résultat étendu			
Bénéfice net	1 839 \$	1 121 \$	1 497 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts (note 12)			
(Pertes nettes) gains nets non réalisés sur les titres disponibles à la vente	(93)	134	8
Reclassement aux résultats de pertes (gains) sur les titres disponibles à la vente	18	(1)	(46)
Variation nette des (pertes) gains non réalisés sur les titres disponibles à la vente	(75)	133	(38)
(Pertes) de change non réalisées	(520)	(137)	(461)
Reclassement aux résultats de (gains) de change	(6)	(3)	–
Gains nets de change liés aux activités de couverture	492	109	385
Écart de conversion	(34)	(31)	(76)
Gains nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	45	(100)	(54)
Reclassement aux résultats de pertes (gains) liés aux dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	69	59	(17)
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie	114	(41)	(71)
Autres éléments du résultat étendu	5	61	(185)
Total du résultat étendu	1 844 \$	1 182 \$	1 312 \$

États consolidés de la variation des capitaux propres (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2011	31 octobre 2010	31 janvier 2010
Actions privilégiées			
Solde au début et à la fin	4 813 \$	4 813 \$	4 813 \$
Actions ordinaires			
Solde au début	13 378	13 340	13 075
Émises	41	38	192
Solde à la fin	13 419	13 378	13 267
Surplus d'apport			
Solde au début	236	232	246
Attributions de rémunération à base d'actions	(14)	–	(7)
Autres	(1)	4	(6)
Solde à la fin	221	236	233
Actions autodétenues – actions privilégiées			
Solde au début	(2)	(2)	(2)
Ventes	4	3	2
Achats	(4)	(3)	(1)
Solde à la fin	(2)	(2)	(1)
Actions autodétenues – actions ordinaires			
Solde au début	(81)	(71)	(95)
Ventes	32	1	45
Achats	(10)	(11)	(34)
Solde à la fin	(59)	(81)	(84)
Bénéfices non répartis			
Solde au début	22 706	22 361	20 585
Bénéfice net	1 839	1 121	1 497
Dividendes sur actions privilégiées	(65)	(64)	(64)
Dividendes sur actions ordinaires	(713)	(712)	(710)
Frais d'émission et autres	–	–	(1)
Solde à la fin	23 767	22 706	21 307
Cumul des autres éléments du résultat étendu			
Ajustement transitoire – instruments financiers (1)	59	59	59
Gains et pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente	29	104	(114)
Gains et pertes de change non réalisés, déduction faite des activités de couverture	(1 719)	(1 685)	(1 450)
Gains et pertes sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(463)	(577)	(396)
Solde à la fin	(2 094)	(2 099)	(1 901)
Bénéfices non répartis et cumul des autres éléments du résultat étendu	21 673	20 607	19 406
Capitaux propres à la fin	40 065 \$	38 951 \$	37 634 \$

(1) L'ajustement transitoire découle des modifications apportées au chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, lesquelles sont entrées en vigueur le 1^{er} novembre 2008. Se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2009 pour plus de détails.

États consolidés des flux de trésorerie (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2011	31 octobre 2010	31 janvier 2010
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Bénéfice net	1 839 \$	1 121 \$	1 497 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation			
Dotation à la provision pour pertes sur créances	334	432	493
Amortissement	100	112	99
Impôts futurs	56	(66)	129
Amortissement des autres actifs incorporels	131	135	120
Perte à la vente de locaux et de matériel	26	61	14
Gain sur la titrisation de prêts	(59)	(67)	(33)
Gain sur les titres disponibles à la vente	(72)	(48)	(158)
Réduction de valeur de titres disponibles à la vente	78	59	78
Variations de l'actif et du passif d'exploitation			
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	(284)	611	375
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	(345)	(10)	(363)
Impôts exigibles	395	390	(1 877)
Actifs dérivés	32 592	(9 810)	6 345
Passifs dérivés	(31 550)	8 907	(3 144)
Titres de négociation	(19 748)	4 449	(4 015)
Variation nette des montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	404	(1 216)	262
Autres	243	(328)	(934)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	(15 860)	4 732	(1 112)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	1 910	(1 832)	1 659
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation	(7 030)	(8 402)	(4 141)
Produit de la titrisation de prêts	3 238	2 465	1 650
Produit de la vente de titres disponibles à la vente	2 688	1 536	4 821
Produit de l'arrivée à échéance de titres disponibles à la vente	5 462	6 866	9 257
Acquisitions de titres disponibles à la vente	(9 972)	(10 306)	(11 283)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et de logiciels	(321)	(418)	(172)
Variation des biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés	(6 560)	(4 498)	(8 005)
Encaisse affectée aux acquisitions, montant net	(1 306)	(2)	(2)
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement	(11 891)	(14 591)	(6 216)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Variation des dépôts	4 087	14 058	(3 609)
Émission de débentures subordonnées	1 500	–	–
Remboursement de débentures subordonnées	(4)	–	(500)
Émission d'actions ordinaires	34	31	28
Actions autodétenues – ventes	36	4	47
Actions autodétenues – achats	(14)	(14)	(35)
Dividendes versés	(776)	(775)	(610)
Dividendes/distributions versés par des filiales aux actionnaires sans contrôle	(46)	–	–
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	12 145	(3 236)	7 421
Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert	9 843	(109)	7 474
Variation des emprunts à court terme des filiales	(134)	191	(1 685)
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	26 671	10 150	8 531
Incidence de la variation des taux de change sur l'encaisse et les montants à recevoir de banques	(47)	(17)	(21)
Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques	(1 127)	274	1 182
Encaisse et montants à recevoir de banques au début	9 330	9 056	8 353
Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin	8 203 \$	9 330 \$	9 535 \$
Présentation de renseignements supplémentaires relatifs aux flux de trésorerie			
Intérêts versés durant la période	2 774 \$	1 921 \$	2 379 \$
Impôts sur les bénéfices payés durant la période	439 \$	299 \$	2 517 \$

Notes complémentaires (non audité) (Tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf les montants liés aux actions et les pourcentages.)

Ces états financiers consolidés intermédiaires non audités ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR du Canada) et en fonction des mêmes conventions et méthodes comptables que celles décrites dans les états financiers consolidés audités de l'exercice terminé le 31 octobre 2010 (états financiers consolidés annuels de 2010). En vertu des PCGR du Canada, des renseignements supplémentaires sont exigés dans les états financiers annuels; par conséquent, ces états financiers consolidés intermédiaires non audités doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels de 2010 et les notes complémentaires figurant aux pages 83 à 152 du rapport annuel de 2010. Selon la direction, tous les ajustements nécessaires à la présentation fidèle des résultats des périodes visées ont été apportés. Sauf indication contraire, ces ajustements se composent uniquement d'ajustements récurrents habituels. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.

Note 1 : Principales conventions comptables**Principales modifications comptables**

Aucune modification des principales conventions comptables n'a pris effet en ce qui nous concerne ce trimestre.

Normes internationales d'information financière (IFRS) sur une période de transition qui devrait s'étendre jusqu'en 2011. Nous commencerons à publier nos états financiers conformément aux IFRS à compter du 1^{er} novembre 2011.

Modifications comptables futures*Normes internationales d'information financière*

L'ICCA a annoncé que les PCGR du Canada qui s'appliquent aux sociétés ayant une obligation d'information du public seront remplacés par les

Note 2 : Juste valeur des instruments financiers**Instruments financiers désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur**

Le tableau suivant présente des renseignements sur les prêts et les créances désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur, le risque maximal de crédit, le degré d'atténuation du risque par les dérivés de crédit et les instruments

semblables, ainsi que les variations de la juste valeur de ces actifs. Se reporter à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels de 2010 pour de plus amples renseignements sur la méthode d'évaluation des variations de la juste valeur attribuables aux modifications du risque de crédit.

	Au 31 janvier 2011						Variations cumulatives de la juste valeur des dérivés de la juste valeur des instruments semblables (1)
	Valeur comptable des prêts et créances désignés comme détenus à des fins de transaction	Risque maximal de crédit	Variations de la juste valeur depuis le 1 ^{er} novembre 2010 attribuables aux modifications du risque de crédit	Variations cumulatives de la juste valeur depuis la comptabilisation initiale attribuables aux modifications du risque de crédit	Degré d'atténuation du risque de crédit par les dérivés de crédit ou des instruments semblables	Variations de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables depuis le 1 ^{er} novembre 2010	
Prêts et créances désignés comme détenus à des fins de transaction							
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	5 320 \$	5 320 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés	52 266	52 266	–	–	–	–	–
Prêts – prêts de gros	2 277	2 277	2	(88)	336	1	(5)
Total	59 863 \$	59 863 \$	2 \$	(88)\$	336 \$	1 \$	(5)\$

(1) La variation cumulative est évaluée à partir du 1^{er} novembre 2006 ou à partir de la date de la comptabilisation initiale des dérivés de crédit ou des instruments semblables, selon la plus rapprochée de ces deux dates.

	Au 31 janvier 2010						Variations cumulatives de la juste valeur des dérivés de la juste valeur des instruments semblables (1)
	Valeur comptable des prêts et créances désignés comme détenus à des fins de transaction	Risque maximal de crédit	Variations de la juste valeur depuis le 1 ^{er} novembre 2009 attribuables aux modifications du risque de crédit	Variations cumulatives de la juste valeur depuis la comptabilisation initiale attribuables aux modifications du risque de crédit	Degré d'atténuation du risque de crédit par les dérivés de crédit ou des instruments semblables	Variations de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables depuis le 1 ^{er} novembre 2009	
Prêts et créances désignés comme détenus à des fins de transaction							
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	2 112 \$	2 112 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés	28 362	28 362	–	–	–	–	–
Prêts – prêts de gros	2 792	2 792	(9)	(230)	405	(2)	8
Total	33 266 \$	33 266 \$	(9)\$	(230)\$	405 \$	(2)\$	8 \$

(1) La variation cumulative est évaluée à partir du 1^{er} novembre 2006 ou à partir de la date de la comptabilisation initiale des dérivés de crédit ou des instruments semblables, selon la plus rapprochée de ces deux dates.

Note 2 : Juste valeur des instruments financiers (suite)

Les tableaux suivants présentent les variations de la juste valeur des passifs financiers désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur ainsi que leur valeur à l'échéance contractuelle et leur valeur comptable. Se reporter à la note 2 de nos

états financiers consolidés annuels de 2010 pour de plus amples renseignements sur les méthodes d'évaluation de ces passifs et sur les variations de la juste valeur attribuables aux modifications de nos écarts de taux.

	Au 31 janvier 2011			Variations de la juste valeur depuis le 1 ^{er} novembre 2010 attribuables aux modifications des écarts de taux de RBC	Variations cumulatives de la juste valeur attribuables aux modifications des écarts de taux de RBC (1)
	Valeur à l'échéance contractuelle	Valeur comptable	Écart entre la valeur comptable et la valeur à l'échéance contractuelle		
Passifs désignés comme détenus à des fins de transaction					
Dépôts à terme					
Particuliers	3 152 \$	3 190 \$	38 \$	(1)\$	(20)\$
Entreprises et gouvernements (2)	53 530	53 406	(124)	(25)	(102)
Banques (3)	10 220	10 220	—	—	—
Total des dépôts à terme	66 902 \$	66 816 \$	(86)\$	(26)\$	(122)\$
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	30 985	30 984	(1)	—	—
Autres passifs	129	129	—	—	—
Déventures subordonnées	122	116	(6)	5	(13)
Total	98 138 \$	98 045 \$	(93)\$	(21)\$	(135)\$

(1) La variation cumulative attribuable aux modifications de nos écarts de taux est évaluée à partir du 1^{er} novembre 2006 ou à partir de la date de la comptabilisation initiale des passifs désignés comme détenus à des fins de transaction, selon la plus rapprochée de ces deux dates.

(2) Le poste Entreprises et gouvernements inclut les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques réglementées.

(3) Les banques désignent les banques réglementées.

	Au 31 janvier 2010			Variations de la juste valeur depuis le 1 ^{er} novembre 2009 attribuables aux modifications des écarts de taux de RBC	Variations cumulatives de la juste valeur attribuables aux modifications des écarts de taux de RBC (1)
	Valeur à l'échéance contractuelle	Valeur comptable	Écart entre la valeur comptable et la valeur à l'échéance contractuelle		
Passifs désignés comme détenus à des fins de transaction					
Dépôts à terme					
Particuliers	3 071 \$	3 070 \$	(1)\$	(1)\$	(7)\$
Entreprises et gouvernements (2)	42 604	42 675	71	(3)	(60)
Banques (3)	5 440	5 440	—	—	(1)
Total des dépôts à terme	51 115 \$	51 185 \$	70 \$	(4)\$	(68)\$
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	29 495	29 495	—	—	—
Autres passifs	215	215	—	—	—
Déventures subordonnées	118	112	(6)	1	(11)
Total	80 943 \$	81 007 \$	64 \$	(3)\$	(79)\$

(1) La variation cumulative attribuable aux modifications de nos écarts de taux est évaluée à partir du 1^{er} novembre 2006 ou à partir de la date de la comptabilisation initiale des passifs désignés comme détenus à des fins de transaction, selon la plus rapprochée de ces deux dates.

(2) Le poste Entreprises et gouvernements inclut les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques réglementées.

(3) Les banques désignent les banques réglementées.

Reclassement d'instruments financiers

Le tableau suivant présente des données sur certains titres détenus à des fins de transaction qui ont été reclassés dans les titres disponibles

à la vente le 1^{er} août 2008, conformément aux modifications apportées par l'ICCA aux chapitres 3855, 3861 et 3862. Se reporter à la note 3 de nos états financiers consolidés annuels de 2010 pour plus de détails.

	Au		Pour le trimestre terminé le					
	31 janvier 2011	31 octobre 2010	31 janvier 2011	31 octobre 2010	31 janvier 2010	31 janvier 2010	31 janvier 2010	31 janvier 2010
	Total de la valeur comptable et de la juste valeur	Total de la valeur comptable et de la juste valeur	Variation de la juste valeur au cours du trimestre (1)	Revenu d'intérêt/gains (pertes) comptabilisés en résultat net au cours du trimestre (2)	Variation de la juste valeur au cours du trimestre (1)	Revenu d'intérêt/gains (pertes) comptabilisés en résultat net au cours du trimestre (2)	Variation de la juste valeur au cours du trimestre (1)	Revenu d'intérêt/gains (pertes) comptabilisés en résultat net au cours du trimestre (2)
Actifs financiers								
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	966 \$	1 126 \$	(3)\$	5 \$	6 \$	3 \$	17 \$	4 \$
Titres adossés à des créances hypothécaires	65	69	2	1	(1)	3	8	15
Titres adossés à des actifs	734	748	59	(49)	(8)	(8)	—	4
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	393	408	(8)	1	—	—	6	2
	2 158 \$	2 351 \$	50 \$	(42)\$	(3)\$	(2)\$	31 \$	25 \$

(1) Ce montant représente la variation de la juste valeur des titres que nous détenions à la fin de la période et comprend tout prélèvement de capital ou rachat de ces titres.

(2) Le montant total comprend un bénéfice net de 3 millions de dollars relativement aux titres et aux créances rachetés ou vendus au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2011 (1 million pour le trimestre terminé le 31 octobre 2010; 6 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2010).

Note 2 : Juste valeur des instruments financiers (suite)**Juste valeur des actifs et des passifs classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur**

Le tableau suivant présente nos instruments financiers évalués à la juste valeur selon la hiérarchie décrite à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels de 2010. La proportion des soldes de niveau 1 inclus dans les actifs détenus à des fins de transaction, autres que les dérivés, et les passifs liés aux engagements afférents à des titres vendus à découvert a augmenté, et les soldes de niveau 2 correspondants ont diminué en raison d'un ajustement lié aux titres de créance hautement liquides du gouvernement, puisque leur juste valeur se fonde sur les prix cotés non ajustés d'obligations identiques sur des marchés actifs.

Le pourcentage du total de l'actif de niveau 3 a diminué, passant de 6 % au 31 octobre 2010 à 4 % (soit une diminution de 6,1 milliards de dollars) au 31 janvier 2011 en grande partie en raison de reclassements au niveau 2 liés à l'amélioration de la transparence

concernant les cours et de l'activité sur le marché pour ce qui est de certains titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence aux États-Unis, ainsi qu'en raison de notre capacité à racheter certains placements dans des fonds de couverture à leur valeur liquidative.

Les instruments financiers de niveau 3 comprennent des placements dans des fonds de couverture comportant certaines clauses de rachat restrictives, certains titres de créance structurés (titres adossés à des actifs), y compris des titres adossés à des prêts avec flux groupés et des titres garantis par des créances (TGC), des titres à enchères, ainsi que des titres de créance de gouvernements de pays non membres de l'OCDE et des titres de créance de sociétés, des produits dérivés sur marchandises, des obligations structurées liées à des titres de participation et à des taux d'intérêt, ainsi que des billets de dépôt présentant des écarts non observables importants et un niveau d'activité sur le marché limité.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 janvier 2011							
	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers								
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	5 320 \$	– \$	5 320 \$	– \$	100 %	–	100 %	–
Détenus à des fins de transaction, autres que les dérivés	170 452	63 794	103 196	3 462	100 %	37 %	61 %	2 %
Titres disponibles à la vente	44 728	5 968	32 277	6 483	100 %	13 %	72 %	15 %
Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés	52 266	–	52 266	–	100 %	–	100 %	–
Prêts – prêts de gros	2 277	–	1 777	500	100 %	–	78 %	22 %
Dérivés (1)	79 604	2 090	74 054	3 460	100 %	3 %	93 %	4 %
Autres actifs	324	324	–	–	100 %	100 %	–	–
	354 971 \$	72 176 \$	268 890 \$	13 905 \$	100 %	20 %	76 %	4 %
Passifs financiers								
Dépôts	66 816 \$	– \$	60 415 \$	6 401 \$	100 %	–	90 %	10 %
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	56 440	36 340	20 100	–	100 %	64 %	36 %	–
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	30 984	–	30 984	–	100 %	–	100 %	–
Dérivés (1)	83 398	1 016	77 382	5 000	100 %	1 %	93 %	6 %
Autres passifs/débtentures subordonnées	39	–	–	39	100 %	–	–	100 %
	237 677 \$	37 356 \$	188 881 \$	11 440 \$	100 %	16 %	79 %	5 %

(1) Les montants présentés excluent l'incidence d'accords généraux de compensation de 5 950 millions de dollars relatifs aux actifs liés aux dérivés et de 6 040 millions relatifs aux passifs liés aux dérivés.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 octobre 2010							
	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers								
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	6 193 \$	– \$	6 193 \$	– \$	100 %	–	100 %	–
Détenus à des fins de transaction, autres que les dérivés	149 555	35 797	106 367	7 391	100 %	24 %	71 %	5 %
Titres disponibles à la vente	42 467	2 001	33 597	6 869	100 %	5 %	79 %	16 %
Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés	51 713	–	51 713	–	100 %	–	100 %	–
Prêts – prêts de gros	2 899	–	2 307	592	100 %	–	80 %	20 %
Dérivés (1)	106 500	1 962	99 366	5 172	100 %	2 %	93 %	5 %
Autres actifs	296	286	10	–	100 %	97 %	3 %	–
	359 623 \$	40 046 \$	299 553 \$	20 024 \$	100 %	11 %	83 %	6 %
Passifs financiers								
Dépôts	75 370 \$	– \$	68 989 \$	6 381 \$	100 %	–	92 %	8 %
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	46 597	14 780	31 577	240	100 %	32 %	68 %	–
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	26 242	–	26 242	–	100 %	–	100 %	–
Dérivés (1)	109 164	1 204	101 497	6 463	100 %	1 %	93 %	6 %
Autres passifs/débtentures subordonnées	(263)	–	–	(263)	100 %	–	–	100 %
	257 110 \$	15 984 \$	228 305 \$	12 821 \$	100 %	6 %	89 %	5 %

(1) Les montants présentés excluent l'incidence d'accords généraux de compensation de 254 millions de dollars tant pour ce qui est des actifs liés aux dérivés que pour les passifs liés aux dérivés.

Note 3 : Gains et pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente

Le tableau suivant présente les gains et les pertes non réalisés bruts sur les titres disponibles à la vente (1), (2).

	Au							
	31 janvier 2011				31 octobre 2010			
	Coût après amortissement	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Juste valeur	Coût après amortissement	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Juste valeur
Créances – gouvernement canadien								
Gouvernement fédéral	14 614 \$	307 \$	(21)\$	14 900 \$	14 305 \$	381 \$	(1)\$	14 685 \$
Provinces et municipalités	1 422	27	(1)	1 448	1 493	43	–	1 536
Créances du gouvernement fédéral, d'États, de municipalités et d'organismes américains	4 415	52	(62)	4 405	4 934	65	(56)	4 943
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE	7 436	22	(16)	7 442	5 068	24	(8)	5 084
Titres adossés à des créances hypothécaires	962	22	(49)	935	1 079	20	(72)	1 027
Titres adossés à des actifs								
TGC	215	13	(13)	215	220	12	(17)	215
Titres autres que des TGC	3 293	14	(60)	3 247	3 379	37	(132)	3 284
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	11 676	215	(252)	11 639	10 985	273	(248)	11 010
Titres de participation	1 540	73	(10)	1 603	1 719	58	(13)	1 764
Titres de substitut de prêt	256	–	(16)	240	256	–	(28)	228
	45 829 \$	745 \$	(500)\$	46 074 \$	43 438 \$	913 \$	(575)\$	43 776 \$

(1) Comprend des titres détenus jusqu'à l'échéance de 303 millions de dollars (225 millions au 31 octobre 2010).

(2) La plupart des prêts hypothécaires relatifs à nos titres adossés à des créances hypothécaires sont résidentiels. Le coût après amortissement, les gains bruts non réalisés, les pertes brutes non réalisées et la juste valeur liés aux titres adossés à des créances hypothécaires commerciales se sont chiffrés à 111 millions de dollars, à 3 millions, à néant et à 114 millions, respectivement au 31 janvier 2011 (148 millions, 4 millions, néant et 152 millions au 31 octobre 2010).

Les titres disponibles à la vente et les titres détenus jusqu'à l'échéance font l'objet de tests de dépréciation à chaque date de clôture, ou plus souvent si la situation le justifie. Selon la nature des titres faisant l'objet d'un test de dépréciation, nous appliquons une méthode particulière et constante pour évaluer la probabilité de recouvrer le coût après amortissement du titre. Lorsque nous déterminons qu'un titre a subi une perte de valeur durable, le titre est réduit à sa juste valeur, et la perte non réalisée est reclassée du cumul des autres éléments du résultat étendu au résultat net. Se reporter aux notes 1 et 3 de nos états financiers consolidés annuels de 2010 pour une description des conventions et méthodes comptables que nous utilisons pour évaluer les pertes de valeur durables des titres.

Les gains bruts non réalisés ont diminué de 168 millions de dollars, ou 18 %, pour s'établir à 745 millions au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2011. Cette baisse tient principalement à la diminution de la juste valeur des portefeuilles de titres de créance du gouvernement canadien et de titres de créance de sociétés, essentiellement attribuable à l'incidence de la hausse des taux d'intérêt. La diminution de la juste valeur des titres de créance de sociétés et des autres créances tient également à l'élargissement des écarts relatifs aux titres émis par des entités européennes non souveraines. Les pertes brutes non réalisées ont diminué de 75 millions de dollars, ou 13 %, pour s'établir à 500 millions au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2011, en grande partie en raison des pertes constatées relativement à la dépréciation de certains titres à enchères liés aux prêts étudiants sur le marché américain classés comme des titres non garantis par des créances dans les titres adossés à des actifs.

Selon notre évaluation, la direction est d'avis que les pertes non réalisées au 31 janvier 2011 sur les titres disponibles à la vente sont de nature temporaire et elle a l'intention de détenir ces titres jusqu'au recouvrement de leur juste valeur ou jusqu'à ce que les titres soient rachetés ou arrivent à échéance. Nous avons également déterminé que

nos placements détenus jusqu'à l'échéance n'avaient subi aucune perte de valeur au 31 janvier 2011.

Gains nets/pertes nettes sur les titres disponibles à la vente

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2011, des pertes nettes avant impôts de 6 millions de dollars liées aux titres disponibles à la vente ont été constatées en résultat net (pertes nettes de 11 millions au 31 octobre 2010; gains nets de 80 millions au 31 janvier 2010).

Les pertes nettes pour le trimestre considéré comprennent des pertes de 78 millions de dollars comptabilisées en résultat net en raison de la perte de valeur durable de certains titres à enchères liés aux prêts étudiants, de certaines obligations de sociétés et de certains placements privés sur le marché américain. Ces pertes ont été contrebalancées en partie par des gains réalisés de 72 millions de dollars, principalement attribuables à des gains à la vente et à la distribution de capitaux liés à des placements privés, ainsi qu'à des gains à la vente de certains titres de créance du gouvernement canadien et de titres de créance de sociétés. Ces résultats se comparent aux pertes découlant de pertes de valeur durables de 59 millions de dollars et de 78 millions constatées aux trimestres terminés le 31 octobre 2010 et le 31 janvier 2010, respectivement, lesquelles ont été contrebalancées par des gains réalisés à la vente de 48 millions et de 158 millions pour les trimestres terminés le 31 octobre 2010 et le 31 janvier 2010, respectivement.

Les pertes nettes réalisées susmentionnées comprennent des gains nets de 5 millions de dollars à la vente d'actions ordinaires et de titres de créance du gouvernement canadien, contrebalancés par une perte de valeur durable des titres disponibles à la vente liés à nos activités d'assurance, laquelle a été prise en compte dans le poste Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires des états consolidés des résultats (gains de 4 millions au 31 octobre 2010; gains de 3 millions au 31 janvier 2010).

Note 4 : Provision pour pertes sur prêts et prêts douteux

	Pour le trimestre terminé le							31 octobre 2010
	31 janvier 2011						Solde à la fin	
	Solde au début	Radiations	Recouvrements	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Autres ajustements (1)	Solde à la fin		
Prêts de détail								
Prêts hypothécaires résidentiels	77 \$	(12)\$	1 \$	17 \$	1 \$	84 \$	77 \$	
Prêts aux particuliers	182	(160)	22	149	(1)	192	182	
Prêts sur cartes de crédit	–	(115)	18	97	–	–	–	
Prêts aux petites entreprises (2)	18	(12)	2	9	–	17	18	
	277 \$	(299)\$	43 \$	272 \$	– \$	293 \$	277 \$	
Prêts de gros								
Prêts aux entreprises (3)	791 \$	(162)\$	34 \$	70 \$	(12)\$	721 \$	791 \$	
Prêts aux banques (4)	34	–	–	–	–	34	34	
Prêts aux organismes souverains (5)	9	(9)	–	–	–	–	9	
	834 \$	(171)\$	34 \$	70 \$	(12)\$	755 \$	834 \$	
Provisions spécifiques	1 111 \$	(470)\$	77 \$	342 \$	(12)\$	1 048 \$	1 111 \$	
Prêts de détail								
Prêts hypothécaires résidentiels	77 \$	– \$	– \$	4 \$	8 \$	89 \$	77 \$	
Prêts aux particuliers	709	–	–	(6)	(49)	654	709	
Prêts sur cartes de crédit	384	–	–	1	(1)	384	384	
Prêts aux petites entreprises (2)	60	–	–	–	–	60	60	
	1 230 \$	– \$	– \$	(1)\$	(42)\$	1 187 \$	1 230 \$	
Prêts de gros								
Prêts aux entreprises (3)	656 \$	– \$	– \$	(7)\$	27 \$	676 \$	656 \$	
Prêts aux banques (4)	–	–	–	–	–	–	–	
Prêts aux organismes souverains (5)	–	–	–	–	–	–	–	
	656 \$	– \$	– \$	(7)\$	27 \$	676 \$	656 \$	
Provision pour engagements hors bilan et autres (6)	99 \$	– \$	– \$	– \$	3 \$	102 \$	99 \$	
Provision générale (6)	1 985 \$	– \$	– \$	(8)\$	(12)\$	1 965 \$	1 985 \$	
Total de la provision pour pertes sur créances	3 096 \$	(470)\$	77 \$	334 \$	(24)\$	3 013 \$	3 096 \$	
Provision pour engagements hors bilan et autres (7)	(99)	–	–	–	(3)	(102)	(99)	
Total de la provision pour pertes sur prêts	2 997 \$	(470)\$	77 \$	334 \$	(27)\$	2 911 \$	2 997 \$	

- (1) Représente principalement l'incidence de la conversion de la provision pour pertes sur prêts libellée en devises.
(2) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré collectivement.
(3) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré individuellement.
(4) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.
(5) Les organismes souverains désignent tous les gouvernements et organismes centraux, les banques centrales ainsi que les autres entités du secteur public et les banques multilatérales de développement admissibles.
(6) Comprend un montant de 102 millions de dollars lié aux engagements hors bilan et autres (99 millions au 31 octobre 2010).
(7) La provision pour engagements hors bilan fait l'objet d'une présentation distincte au poste Autres passifs.

Un prêt est considéré comme en souffrance lorsque la contrepartie n'a pas effectué de paiement à la date d'échéance contractuelle. Le tableau suivant présente la valeur comptable des prêts en souffrance qui ne sont pas classés à titre de prêts douteux puisqu'ils sont i) en souffrance

depuis moins de 90 jours ou ii) entièrement garantis et qu'il est raisonnable de s'attendre à ce que les efforts de recouvrement donnent lieu à un remboursement. Les soldes de cartes de crédit sont radiés lorsqu'un paiement est en souffrance depuis 180 jours.

Prêts en souffrance mais non douteux

	Au							
	31 janvier 2011				31 octobre 2010			
	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	Plus de 90 jours	Total	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	Plus de 90 jours	Total
Prêts de détail	2 673 \$	1 205 \$	192 \$	4 070 \$	2 641 \$	1 239 \$	184 \$	4 064 \$
Prêts de gros	1 207	549	15	1 771	1 206	496	18	1 720
Total	3 880 \$	1 754 \$	207 \$	5 841 \$	3 847 \$	1 735 \$	202 \$	5 784 \$

Prêts douteux (1)

	Au			
	31 janvier 2011			31 octobre 2010
	Montant brut	Provisions spécifiques	Montant net	Montant net
Prêts de détail				
Prêts hypothécaires résidentiels	885 \$	(84)\$	801 \$	731 \$
Prêts aux particuliers	407	(192)	215	201
Prêts aux petites entreprises (2)	46	(17)	29	31
	1 338 \$	(293)\$	1 045 \$	963 \$
Prêts de gros				
Prêts aux entreprises (3)	3 320 \$	(721)\$	2 599 \$	2 925 \$
Prêts aux organismes souverains (4)	–	–	–	–
Prêts aux banques (5)	34	(34)	–	–
	3 354 \$	(755)\$	2 599 \$	2 925 \$
Total	4 692 \$	(1 048)\$	3 644 \$	3 888 \$

- (1) Le solde moyen des prêts douteux bruts pour le trimestre terminé le 31 janvier 2011 s'est élevé à 4,8 milliards de dollars (5,0 milliards au 31 octobre 2010).
(2) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré collectivement.
(3) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré individuellement. Comprend des prêts douteux d'un montant brut de 56 millions de dollars (57 millions au 31 octobre 2010) et d'un montant net de 54 millions (55 millions au 31 octobre 2010) relativement aux prêts consentis en vertu de facilités de liquidités prélevés par des conduits multicédants administrés par RBC qui offrent des programmes de papier commercial adossé à des actifs.
(4) Les organismes souverains désignent tous les gouvernements et organismes centraux, les banques centrales ainsi que les autres entités du secteur public et les banques multilatérales de développement admissibles.
(5) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

Note 4 : Provision pour pertes sur prêts et prêts douteux (suite)

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2011, les actifs acquis à l'égard des prêts douteux se sont établis à 34 millions de dollars (52 millions pour le trimestre terminé le 31 octobre 2010). La réduction

connexe de la provision pour pertes sur créances s'est établie à 43 millions de dollars (72 millions pour le trimestre terminé le 31 octobre 2010).

Note 5 : Titrisations**Activités de titrisation**

	Pour le trimestre terminé le					
	31 janvier 2011		31 octobre 2010		31 janvier 2010	
	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (1), (2), (3)	Prêts hypothécaires résidentiels américains (4)	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (1), (2), (3)	Prêts hypothécaires résidentiels américains (4)	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (1), (2), (3)	Prêts hypothécaires résidentiels américains (4)
Prêts titrisés et vendus (5)	2 943 \$	335 \$	2 226 \$	269 \$	1 534 \$	136 \$
Produit net en espèces reçu	2 897	341	2 191	274	1 515	135
Titres adossés à des actifs acquis	–	–	–	–	–	–
Droits conservés relatifs aux intérêts futurs excédentaires	99	–	97	–	53	–
Gain (perte) à la vente avant impôts, déduction faite des activités de couverture	49	6	37	5	28	(1)

- (1) Nous n'avons pas comptabilisé d'actif ni de passif de gestion pour nos droits de gestion relatifs aux opérations titrisées, car nous avons reçu une rémunération adéquate pour nos services.
- (2) Les prêts hypothécaires résidentiels canadiens assurés titrisés au cours du trimestre par la création de titres adossés à des créances hypothécaires et conservés au 31 janvier 2011 totalisaient 2 651 millions de dollars (3 308 millions au 31 octobre 2010; 2 312 millions au 31 janvier 2010). Ces titres sont comptabilisés à la juste valeur.
- (3) Le gain (la perte) à la vente avant impôts reflète les résultats de (4) millions de dollars liés à nos activités de couverture économique [(25) millions au 31 octobre 2010; (6) millions au 31 janvier 2010].
- (4) Les prêts hypothécaires résidentiels américains titrisés et cédés comprennent des créances hypothécaires assurées et non assurées. Nous avons constaté des montants nominaux liés aux droits de gestion à l'égard des prêts titrisés au cours de la période. Nous n'avons conservé aucun de ces titres.
- (5) Comprend des prêts hypothécaires résidentiels canadiens et américains titrisés au cours de la période et des périodes précédentes.

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des hypothèses clés utilisées pour déterminer la valeur des droits conservés à la date des activités de titrisation du trimestre terminé le 31 janvier 2011.

Hypothèses clés (1), (2)

	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens
Durée moyenne pondérée prévue des créances payables d'avance (en années)	3,53
Taux de remboursement	18,50 %
Marge excédentaire, déduction faite des pertes sur créances	1,12
Taux d'actualisation	1,19 % – 2,67 %
Pertes sur créances prévues	–

- (1) Tous les taux sont annualisés.
- (2) La présente analyse ne s'applique pas aux titrisations de prêts hypothécaires résidentiels américains car nous n'avons conservé aucun droit lié aux marges excédentaires futures relativement à ces opérations de titrisation.

Les tableaux qui suivent présentent, outre les opérations de titrisation mentionnées précédemment, nos activités de vente de prêts.

Ventes de prêts (1)

	Pour le trimestre terminé le			
	31 janvier 2011 (2)	31 octobre 2010		31 janvier 2010 (3)
	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts de gros (4)	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts de gros
Prêts vendus	29 \$	53 \$	129 \$	5 \$

- (1) Les gains et les pertes à la vente de prêts sont négligeables.
- (2) Aucun prêt de gros n'a été vendu au cours du trimestre.
- (3) Aucun prêt hypothécaire commercial n'a été vendu au cours du trimestre.
- (4) Comprend exclusivement les tranches financées par la Banque Royale du Canada.

Note 6 : Instruments financiers dérivés et activités de couverture

Le tableau suivant illustre la juste valeur des instruments financiers dérivés et non dérivés qui sont désignés comme des instruments de couverture, ainsi que des instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme des instruments de couverture.

	Au							
	31 janvier 2011 (1)				31 octobre 2010 (1)			
	Désignés comme instruments de couverture			Non désignés comme des instruments de couverture (2)	Désignés comme instruments de couverture			Non désignés comme des instruments de couverture (2)
Couvertures des flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	Couvertures des flux de trésorerie		Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net		
Actifs								
Instruments dérivés	373 \$	1 306 \$	189 \$	71 786 \$	505 \$	2 059 \$	307 \$	103 375 \$
Passifs								
Instruments dérivés	570 \$	86 \$	109 \$	76 593 \$	812 \$	60 \$	119 \$	107 919 \$
Instruments non dérivés	–	1 462	12 075	s.o.	–	1 002	8 732	s.o.

- (1) Tous les instruments dérivés sont comptabilisés à la juste valeur, et tous les instruments non dérivés sont comptabilisés au coût après amortissement.
- (2) Les passifs dérivés comprennent des contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques de 164 millions de dollars et des régimes 401(k) (170 millions et 2 millions, respectivement, au 31 octobre 2010).
- s.o. sans objet

Note 6 : Instruments financiers dérivés et activités de couverture (suite)**Résultats des activités de couverture comptabilisées en résultat net et dans les autres éléments du résultat étendu**

	Pour le trimestre terminé le								
	31 janvier 2011			31 octobre 2010			31 janvier 2010		
	Gains nets (pert nettes) compris dans les Revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pert nettes) compris dans le Revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les autres éléments du résultat étendu	Gains nets (pert nettes) compris dans les Revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pert nettes) compris dans le Revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les autres éléments du résultat étendu	Gains nets (pert nettes) compris dans les Revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pert nettes) compris dans le Revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les autres éléments du résultat étendu
Couvertures de la juste valeur									
Tranche inefficace	(7)\$	s.o.	s.o.	3 \$	s.o.	s.o.	(3)\$	s.o.	s.o.
Couvertures des flux de trésorerie									
Tranche inefficace	6	s.o.	s.o.	(7)	s.o.	s.o.	5	s.o.	s.o.
Tranche efficace	s.o.	s.o.	45	s.o.	s.o.	(100)	s.o.	s.o.	(54)
Reclassées dans les résultats au cours du trimestre (1)	s.o.	(96)	s.o.	s.o.	(85)	s.o.	s.o.	25	s.o.
Couvertures de l'investissement net									
(Pert) de change	s.o.	s.o.	(520)	s.o.	s.o.	(137)	s.o.	s.o.	(461)
Gains liés aux couvertures	s.o.	s.o.	492	s.o.	s.o.	109	s.o.	s.o.	385
	(1)\$	(96)\$	17 \$	(4)\$	(85)\$	(128)\$	2 \$	25 \$	(130)\$

(1) Des pertes après impôts de 69 millions de dollars ont été reclassées du cumul des autres éléments du résultat étendu aux résultats pour le trimestre terminé le 31 janvier 2011 (pertes de 59 millions pour le trimestre terminé le 31 octobre 2010; gains de 17 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2010).
s.o. sans objet

Juste valeur des instruments dérivés selon la durée jusqu'à l'échéance

	Au				
	31 janvier 2011				31 octobre 2010
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total
Actifs dérivés (1)	16 771 \$	29 059 \$	27 824 \$	73 654 \$	106 246 \$
Passifs dérivés (2)	18 487	31 083	27 788	77 358	108 910

(1) Tient compte d'ajustements de l'évaluation à l'égard des risques de marché et de crédit, qui ont été déterminés pour certains instruments précis et collectivement.
(2) Comprend des contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques de 164 millions de dollars et des régimes 401(k) d'un montant nominal (170 millions et 2 millions, respectivement, au 31 octobre 2010).

Note 7 : Acquisitions et cessions importantes**Acquisition**

Le 17 décembre 2010, nous avons conclu l'acquisition de BlueBay Asset Management plc (BlueBay), une société de gestion d'actifs ayant son siège social à Londres dont les actions sont négociées sur le marché, spécialisée dans les placements dans des titres à revenu fixe, dont les biens sous gestion se chiffrent à environ 39,1 milliards de dollars canadiens. La répartition du coût de l'acquisition est provisoire et pourrait être révisée lorsque les estimations, les hypothèses et l'évaluation de l'actif et du passif seront finalisées. Nous n'avons pas constaté de revenus ni de charges pour le mois de janvier 2011, puisqu'il y a un décalage d'un mois dans la présentation des résultats de BlueBay.

	BlueBay Asset Management
Date d'acquisition	17 décembre 2010
Pourcentage des actions acquises	100 %
Contrepartie aux fins de l'acquisition exprimée dans la monnaie de l'opération	Paiement en espèces total de 924 millions de livres sterling
Contrepartie aux fins de l'acquisition exprimée en dollars canadiens	1 454 \$
Juste valeur des actifs corporels acquis	262 \$
Juste valeur du passif pris en charge (1)	(171)
Juste valeur de l'actif net identifiable acquis	91
Listes de clients et relations-clients (2)	175
Écart d'acquisition	1 188
Total de la contrepartie aux fins de l'acquisition	1 454 \$

(1) Comprend un passif d'impôts reportés de 49 millions de dollars lié aux actifs incorporels acquis.
(2) Les listes de clients et les relations-clients sont amorties selon la méthode linéaire sur une durée de vie utile estimative moyenne de 5,45 ans.

Cession

Le 22 octobre 2010, nous avons annoncé notre intention de vendre Liberty Life Insurance Company (Liberty Life), notre unité d'assurance vie aux États-Unis, à Athene Holding Ltd. pour un montant de 628 millions de dollars US. Cette transaction, qui devrait être conclue au deuxième trimestre de 2011, est assujettie aux approbations réglementaires et aux autres conditions de clôture habituelles. Une perte estimative de 116 millions de dollars, avant et après impôts, y compris une radiation de l'écart d'acquisition de 7 millions, a été constatée au poste Revenus autres que d'intérêt – autres dans nos états financiers consolidés annuels de 2010. Se reporter à la note 11 de nos états financiers consolidés annuels de 2010. La perte à la cession sera finalisée à la conclusion de la transaction.

Note 8 : Entités à détenteurs de droits variables**Fonds de placement**

En contrepartie de commissions, au cours du trimestre, nous avons conclu un dérivé sur actions avec un fonds de placement. Ce dérivé offre aux investisseurs du fonds de placement le degré de risque souhaité lié à un autre fonds. Nous couvrons notre risque lié à ce produit dérivé en

investissant dans un autre fonds, que nous avons consolidé ce trimestre car nous assumons la majorité des pertes prévues du fonds. Au 31 janvier 2011, le total de l'actif de ce fonds, qui est inclus dans les titres détenus à des fins de transaction dans nos bilans consolidés, se chiffrait à 390 millions de dollars.

Note 9 : Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Nous offrons divers régimes d'avantages sociaux en vertu desquels les employés admissibles ont droit à des prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi. Les charges au titre de ces régimes sont présentées dans le tableau suivant :

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2011	31 octobre 2010	31 janvier 2010
Charge au titre des prestations de retraite	151 \$	74 \$	95 \$
Charge au titre des autres avantages postérieurs à l'emploi	23	34	22

Note 10 : Opérations importantes portant sur les capitaux propres et le financement**Débetures subordonnées**

Le 1^{er} novembre 2010, RBC a émis des débetures subordonnées de 1,5 milliard de dollars portant intérêt à un taux fixe de 3,18 % par année (payé semestriellement) jusqu'au 2 novembre 2015 et au taux des acceptations bancaires de 90 jours majoré de 1,21 % par la suite jusqu'à leur échéance, le 2 novembre 2020 (payé trimestriellement).

Actions ordinaires émises

	Pour le trimestre terminé le					
	31 janvier 2011		31 octobre 2010		31 janvier 2010	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Régime de réinvestissement de dividendes (1)	–	– \$	–	– \$	2 862	161 \$
Options sur actions levées (2)	482	15	1 178	38	970	31
Régimes d'épargne et d'actionariat des employés (3)	497	26	–	–	–	–
	979	41 \$	1 178	38 \$	3 832	192 \$

- (1) Notre régime de réinvestissement de dividendes est financé soit au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, soit au moyen d'actions autodétenues. Au cours des trimestres terminés le 31 janvier 2011 et le 31 octobre 2010, nous avons financé notre régime de réinvestissement de dividendes au moyen d'achats d'actions sur le marché libre. Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2010, nous avons financé notre régime de réinvestissement de dividendes au moyen d'actions autodétenues émises à un escompte de 3 % par rapport au cours de clôture moyen des cinq jours de Bourse qui précèdent le paiement de dividendes.
- (2) Les montants comprennent les espèces reçues au titre des options sur actions levées au cours de la période, l'ajustement à la juste valeur des options sur actions et la levée des options sur actions liée aux droits à la plus-value des actions et aux droits à la plus-value des actions qui ont fait l'objet d'une renonciation.
- (3) Des actions autodétenues ont été émises. Se reporter à la note 21 de nos états financiers consolidés annuels de 2010 pour plus de détails à ce sujet.

Note 11 : Revenus liés aux activités de négociation et à certains instruments financiers autres que détenus à des fins de transaction**Instruments financiers détenus à des fins de transaction**

Le total des revenus liés aux activités de négociation comprend le revenu net d'intérêt lié aux activités de négociation et les revenus liés aux activités de négociation qui sont comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêt. Le revenu net d'intérêt est tiré du revenu d'intérêt et des dividendes comptabilisés relativement à l'actif et au passif des activités de négociation. Les revenus autres que d'intérêt comprennent une augmentation de 614 millions de dollars des justes valeurs de nos actifs financiers nets classés dans les titres détenus à des fins de transaction pour le trimestre terminé le 31 janvier 2011 (augmentation de 115 millions pour le trimestre terminé le 31 octobre 2010, augmentation de 472 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2010).

financiers désignés comme détenus à des fins de transaction ont diminué de 246 millions de dollars (augmentation de 363 millions pour le trimestre terminé le 31 octobre 2010; augmentation de 113 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2010).

Instruments financiers évalués au coût après amortissement

Le tableau suivant présente les éléments comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêt au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2011, ainsi qu'au cours des périodes correspondantes :

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2011	31 octobre 2010	31 janvier 2010 (1)
Revenu net d'intérêt	269 \$	341 \$	390 \$
Revenus autres que d'intérêt	733	279	659
Total	1 002 \$	620 \$	1 049 \$

- (1) Certains montants ont été modifiés par rapport aux résultats présentés auparavant.

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2011	31 octobre 2010	31 janvier 2010
Honoraires nets qui ne font pas partie intégrante du taux d'intérêt effectif au titre d'actifs et de passifs financiers autres que détenus à des fins de transaction	954 \$	902 \$	933 \$
Honoraires nets provenant des activités de fiducie et autres activités connexes	1 778	1 560	1 514
Gains nets découlant d'instruments financiers évalués au coût après amortissement	–	8	–
Total	2 732 \$	2 470 \$	2 447 \$

Instruments désignés comme détenus à des fins de transaction

Au cours du trimestre, les gains nets ou les pertes nettes représentant la variation nette de la juste valeur d'actifs financiers et de passifs

Note 12 : Impôts sur les bénéfices**Recouvrabilité de l'actif d'impôts reportés**

Nous revoyons trimestriellement notre actif d'impôts reportés, lequel est inscrit au poste Autres actifs de nos bilans consolidés, afin de déterminer s'il est plus probable qu'improbable que les avantages liés à cet actif se réaliseront; dans le cadre de cet examen, nous évaluons les

éléments probants positifs et négatifs. L'actif d'impôts reportés représente les écarts temporaires entre la valeur comptable et la valeur fiscale de certains actifs et passifs, ainsi que l'avantage fiscal lié aux reports prospectifs de pertes nettes d'exploitation. Dans le cadre de notre examen de la capacité de réaliser notre actif d'impôts reportés au

Note 12 : Impôts sur les bénéfices (suite)

31 janvier 2011, nous avons évalué l'économie d'impôts liée à nos services bancaires aux États-Unis, qui entraînent actuellement des résultats négatifs et contribuent aux éléments probants négatifs relevés. Cet examen nous a permis de conclure qu'il existe suffisamment d'éléments probants positifs indiquant que l'actif d'impôts reportés lié à nos services bancaires aux États-Unis est réalisable pour neutraliser

les éléments probants négatifs. Dans l'ensemble, selon tous les éléments probants disponibles, nous sommes d'avis qu'il est plus probable qu'improbable que les actifs d'impôts futurs se réaliseront grâce à une combinaison de résorptions futures d'écarts temporaires et de bénéfice imposable.

Impôts sur les bénéfices liés aux composantes des autres éléments du résultat étendu

Le tableau suivant illustre la charge ou l'économie d'impôts attribuée à chaque composante des autres éléments du résultat étendu :

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2011	31 octobre 2010	31 janvier 2010
(Pertes nettes) gains nets non réalisés sur les titres disponibles à la vente	(33)\$	39 \$	12 \$
Reclassement aux résultats de pertes (gains) sur les titres disponibles à la vente	16	5	(30)
Gains nets de change liés aux opérations de couverture	203	26	178
Gains nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	16	(43)	(24)
Reclassement aux résultats de gains (pertes) liés aux dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	27	26	(8)
Total de la charge d'impôts	229 \$	53 \$	128 \$

Note 13 : Bénéfice par action

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2011	31 octobre 2010	31 janvier 2010
Bénéfice de base par action			
Bénéfice net	1 839 \$	1 121 \$	1 497 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(65)	(64)	(64)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 774 \$	1 057 \$	1 433 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 424 094	1 422 565	1 418 146
Bénéfice de base par action	1,25 \$	0,74 \$	1,01 \$
Bénéfice dilué par action			
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 774 \$	1 057 \$	1 433 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 424 094	1 422 565	1 418 146
Options sur actions (1)	3 525	3 849	5 630
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération à base d'actions	1 259	1 526	1 990
Actions échangeables (2)	6 413	6 413	6 413
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 435 291	1 434 353	1 432 179
Bénéfice dilué par action	1,24 \$	0,74 \$	1,00 \$

- (1) L'incidence de la dilution liée aux options sur actions a été établie au moyen de la méthode du rachat d'actions. Lorsque le prix de levée des options en cours excède le cours moyen du marché de nos actions ordinaires, les options sont exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Les montants suivants ont été exclus du calcul du bénéfice dilué par action : pour le trimestre terminé le 31 janvier 2011, un nombre moyen de 4 075 235 options en cours ayant un prix de levée moyen de 55,05 \$; pour le trimestre terminé le 31 octobre 2010, un nombre moyen de 4 080 042 options en cours ayant un prix de levée moyen de 55,05 \$; pour le trimestre terminé le 31 janvier 2010, un nombre moyen de 41 124 options en cours ayant un prix de levée moyen de 57,90 \$.
- (2) Les actions échangeables ont été émises dans le cadre de l'acquisition de Phillips, Hager & North Investment Management Ltd. Se reporter à la note 11 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.

Note 14 : Garanties et éventualités**Garanties**

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons de nombreuses ententes qui peuvent comporter des éléments répondant à la définition de « garantie » aux termes de la Note d'orientation concernant la comptabilité n° 14 de l'ICCA, intitulée *Informations à fournir sur les garanties*. Le montant maximal potentiel des paiements futurs représente le risque maximal de perte en cas de défaut complet des parties aux garanties, compte non tenu des recouvrements possibles qui pourraient être effectués en vertu de dispositions de recours ou de polices d'assurance ou en raison de biens détenus ou affectés en garantie. Le tableau qui suit résume les garanties importantes que nous avons accordées à des tiers :

	Au			
	31 janvier 2011		31 octobre 2010	
	Montant maximal potentiel des paiements futurs au titre des garanties	Valeur comptable	Montant maximal potentiel des paiements futurs au titre des garanties	Valeur comptable
Dérivés de crédit et options de vente vendues (1)	8 810 \$	217 \$	11 604 \$	365 \$
Facilités de garantie de liquidités (2), (3)	20 789	99	20 827	55
Produits à valeur stable (4)	19 186	164	19 683	172
Lettres de crédit de soutien financier et garanties de bonne fin (3)	17 944	140	17 854	90
Rehaussements de crédit (3)	3 171	61	3 211	66
Prêts hypothécaires vendus avec garantie	325	–	323	–

- (1) La valeur comptable est comprise dans le poste Autres – Dérivés de nos bilans consolidés. Le montant théorique d'un contrat correspond approximativement au montant maximal potentiel des paiements futurs.
- (2) En 2008 et en 2009, certains conduits multicédants administrés par RBC offrant des programmes de papier commercial adossé à des actifs ont prélevé des montants en vertu de certaines de nos facilités de garantie de liquidités. Aucun prélèvement de liquidités n'a été effectué en 2010, ni au premier trimestre de 2011. Nous continuons de recevoir des remboursements de capital, et ces montants en capital sont affectés à la réduction des soldes de prêts non remboursés. Au 31 janvier 2011, ces prêts totalisaient 1,5 milliard de dollars US (1,5 milliard de dollars CA) (au 31 octobre 2010, 1,5 milliard de dollars US, 1,5 milliard de dollars CA), déduction faite de la provision pour pertes sur prêts de 2 millions de dollars US (2 millions de dollars CA) (au 31 octobre 2010, 2 millions de dollars US, 2 millions de dollars CA) et étaient inclus dans le poste Prêts de gros – Prêts aux entreprises de nos bilans consolidés.
- (3) La valeur comptable est comprise dans le poste Autres – Autres passifs de nos bilans consolidés. Le montant maximal potentiel des paiements futurs comprend un montant de 0,8 milliard de dollars US, 0,8 milliard au 31 octobre 2010) relativement aux programmes d'obligations encaissables par anticipation liés à des titres à enchères, lequel correspond au montant théorique le plus élevé au titre des lettres de crédit et des facilités de liquidités.
- (4) Le montant théorique d'un contrat correspond approximativement au montant maximal potentiel des paiements futurs. Le montant maximal potentiel des paiements futurs comprend un montant de 7,7 milliards de dollars (7,8 milliards au 31 octobre 2010) au titre des polices d'assurance vie détenues par des banques et un montant de 11,4 milliards (11,8 milliards au 31 octobre 2010) au titre de régimes de retraite aux termes de l'Employee Retirement Income Security Act of 1974 (ERISA) des États-Unis, tels que les régimes 401(k). Nous avons comptabilisé une dotation à la provision à l'égard des contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques qui reflète la valeur des actifs dans les portefeuilles de placement sous-jacents ainsi que notre estimation de la probabilité que les titulaires de polices résilient leurs polices. Au cours du trimestre, nous avons constaté des gains non réalisés de 3 millions de dollars (66 millions pour le trimestre terminé le 31 octobre 2010; 54 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2010).

Note 14 : Garanties et éventualités (suite)

Outre les garanties ci-dessus, la presque totalité de nos activités de prêt de titres pour lesquelles nous agissons à titre d'agent pour les porteurs de titres sont exercées par l'intermédiaire de notre coentreprise, RBC Dexia Investor Services (RBC Dexia IS). Au 31 janvier 2011, les engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres de RBC Dexia IS totalisaient 55,3 milliards de dollars (52,1 milliards au 31 octobre 2010). De ce montant, une tranche de 50 % représente notre risque de perte.

Se reporter à la note 25 de nos états financiers consolidés annuels de 2010 pour de plus amples renseignements relatifs aux garanties susmentionnées et pour une description de nos obligations relatives à certaines ententes d'indemnisation.

Actifs donnés en garantie

Les détails des actifs donnés en garantie de passifs sont présentés dans les tableaux ci-dessous :

	Au	
	31 janvier 2011	31 octobre 2010
Encaisse et montants à recevoir de banques	876 \$	506 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	4 917	6 092
Prêts	12 026	12 822
Valeurs mobilières	54 711	45 034
Biens acquis en vertu de conventions de revente	55 556	42 847
Autres actifs	83	1 264
	128 169 \$	108 565 \$

	Au	
	31 janvier 2011	31 octobre 2010
Actifs donnés en garantie aux contreparties suivantes :		
Gouvernements étrangers et banques centrales	2 274 \$	2 332 \$
Systèmes de compensation, systèmes de paiement et dépositaires	2 153	2 154
Actifs donnés en garantie pour les opérations suivantes :		
Emprunts et prêts de titres	43 018	31 359
Engagements afférents à des titres vendus en vertu de conventions de rachat	57 465	47 786
Opérations sur produits dérivés	13 249	15 232
Obligations couvertes	8 543	8 557
Autres	1 467	1 145
	128 169 \$	108 565 \$

Nous sommes également tenus de fournir à la Banque du Canada des garanties intrajournalières lorsque nous utilisons le Système de transfert de paiements de grande valeur (STPGV), un système de transfert électronique télégraphique en temps réel qui traite en continu tous les paiements de grande valeur ou de classe critique libellés en dollars canadiens au cours de la journée. Les titres donnés en garantie affectés aux activités du STPGV nous sont généralement remis à la fin du cycle de règlement quotidien. Par conséquent, les actifs donnés en garantie ne sont pas pris en compte dans le tableau ci-dessus. Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2011, nous avons donné en moyenne des actifs de 3,1 milliards de dollars (3,4 milliards au 31 octobre 2010; 4,6 milliards au 31 janvier 2010) en garanties intrajournalières à la Banque du Canada chaque jour. Dans certaines rares occasions, nous devons obtenir une avance à un jour auprès de la Banque du Canada afin de répondre à un besoin de règlement, auquel cas une valeur équivalant aux titres donnés en garantie est utilisée pour garantir l'avance. Aucune avance à un jour n'était en cours au 31 janvier 2011, au 31 octobre 2010 ni au 31 janvier 2010.

Biens affectés en garantie

Au 31 janvier 2011, la valeur de marché approximative des biens acceptés en garantie que nous pouvons vendre ou affecter de nouveau en garantie se chiffrait à 117,6 milliards de dollars (113,3 milliards au 31 octobre 2010). Ces biens affectés en garantie ont été obtenus en vertu de conventions de revente, d'emprunts de titres et de prêts et d'opérations sur produits dérivés. De ce montant, une tranche de 38,9 milliards de dollars (41,1 milliards au 31 octobre 2010) a été vendue ou donnée de nouveau en garantie, généralement à titre de bien affecté en garantie relatif aux conventions de rachat ou pour couvrir des ventes à découvert.

Litiges

Nous faisons l'objet de diverses poursuites judiciaires qui contestent le bien-fondé de certaines de nos pratiques ou mesures. Nous jugeons que le montant global du passif éventuel lié à ces autres poursuites ne sera pas important eu égard à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Note 15 : Résultats par secteur d'exploitation**Résultats trimestriels**

	Services bancaires canadiens			Gestion de patrimoine			Assurances		
	T1/11	T4/10	T1/10	T1/11	T4/10	T1/10	T1/11	T4/10	T1/10
Revenu net d'intérêt	1 976 \$	1 934 \$	1 879 \$	91 \$	80 \$	78 \$	– \$	– \$	– \$
Revenus autres que d'intérêt	802	764	759	1 094	1 025	986	929	1 594	1 382
Total des revenus	2 778	2 698	2 638	1 185	1 105	1 064	929	1 594	1 382
Dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	257	287	318	–	–	–	–	–	–
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	–	–	–	629	1 423	1 130
Frais autres que d'intérêt	1 297	1 313	1 205	874	855	806	149	145	129
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	1 224	1 098	1 115	311	250	258	151	26	123
Charge (économie) d'impôts	342	333	338	90	75	39	6	(1)	5
Part des actionnaires sans contrôle	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Bénéfice net (perte nette)	882 \$	765 \$	777 \$	221 \$	175 \$	219 \$	145 \$	27 \$	118 \$
Moins : dividendes sur actions privilégiées (2)	18	16	15	8	7	8	3	3	3
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	864 \$	749 \$	762 \$	213 \$	168 \$	211 \$	142 \$	24 \$	115 \$
Total de l'actif (3)	292 800 \$	288 600 \$	274 700 \$	22 600 \$	19 600 \$	20 200 \$	14 900 \$	15 400 \$	13 800 \$

Note 15 : Résultats par secteur d'exploitation (suite)**Résultats trimestriels**

	Services bancaires internationaux			Marchés des Capitaux (1)			Services de soutien généraux (1)		
	T1/11	T4/10	T1/10	T1/11	T4/10	T1/10	T1/11	T4/10	T1/10
Revenu net d'intérêt	354 \$	356 \$	320 \$	623 \$	692 \$	729 \$	(271)\$	(279)\$	(259)\$
Revenus autres que d'intérêt	258	165	228	1 405	801	1 111	128	70	121
Total des revenus	612	521	548	2 028	1 493	1 840	(143)	(209)	(138)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	131	191	175	(27)	(22)	30	(27)	(24)	(30)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Frais autres que d'intérêt	489	561	510	1 126	933	951	11	11	25
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	(8)	(231)	(137)	929	582	859	(127)	(196)	(133)
Charge (économie) d'impôts	(33)	(73)	(80)	311	204	288	(104)	(157)	(25)
Part des actionnaires sans contrôle	1	(1)	—	5	5	—	23	23	23
Bénéfice net (perte nette)	24 \$	(157)\$	(57)\$	613 \$	373 \$	571 \$	(46)\$	(62)\$	(131)\$
Moins : dividendes sur actions privilégiées (2)	13	13	13	17	16	16	6	9	9
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	11 \$	(170)\$	(70)\$	596 \$	357 \$	555 \$	(52)\$	(71)\$	(140)\$
Total de l'actif (3)	55 500 \$	56 700 \$	56 300 \$	348 300 \$	354 400 \$	307 700 \$	(13 000)\$	(8 500)\$	(13 200)\$

Résultats trimestriels

	Total		
	T1/11	T4/10	T1/10
Revenu net d'intérêt	2 773 \$	2 783 \$	2 747 \$
Revenus autres que d'intérêt	4 616	4 419	4 587
Total des revenus	7 389	7 202	7 334
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	334	432	493
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	629	1 423	1 130
Frais autres que d'intérêt	3 946	3 818	3 626
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	2 480	1 529	2 085
Charge (économie) d'impôts	612	381	565
Part des actionnaires sans contrôle	29	27	23
Bénéfice net (perte nette)	1 839 \$	1 121 \$	1 497 \$
Moins : dividendes sur actions privilégiées (2)	65	64	64
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	1 774 \$	1 057 \$	1 433 \$
Total de l'actif (3)	721 100 \$	726 200 \$	659 500 \$

- (1) Majoration au montant imposable équivalent. Les ajustements liés au montant imposable équivalent font augmenter le revenu net d'intérêt provenant de certaines sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes) au montant imposable équivalent, et un montant compensatoire correspondant est constaté dans la charge d'impôts.
- (2) Les dividendes sur actions privilégiées sont imputés aux secteurs en fonction du capital économique.
- (3) Comprend les soldes au comptant et les montants des prêts hypothécaires titrisés.

Cadre d'information de gestion

Notre cadre d'information de gestion vise à évaluer le rendement de chacun de nos secteurs d'exploitation comme s'il exerçait ses activités sur une base autonome, et il reflète la façon dont nous gérons nos secteurs d'exploitation. Se reporter à la note 28 de nos états financiers consolidés annuels de 2010 pour de plus amples renseignements à l'égard de ce cadre. Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2010, nous avons révisé nos méthodes d'attribution du capital économique de manière à refléter une attribution proportionnelle aux secteurs d'exploitation de capital non attribué précédemment. La méthode d'attribution révisée,

qui a été appliquée de façon prospective, assure une plus grande concordance de nos processus d'attribution du capital et des nouvelles exigences accrues de l'accord de Bâle III visant le capital. En outre, nous avons cessé d'attribuer certains coûts fonctionnels et liés à l'exploitation et à la technologie à notre secteur Services bancaires internationaux, puisqu'ils ne sont plus représentatifs des services fournis au nom de ce secteur. Cet ajustement, qui a été appliqué de manière prospective, a donné lieu à une diminution des coûts attribués aux Services bancaires internationaux.

Note 16 : Gestion du capital**Capital réglementaire et ratios de capital**

Le BSIF établit des objectifs formels pour le capital à risque visant les institutions de dépôt au Canada. À l'heure actuelle, cet objectif est de 7 % pour le ratio du capital de première catégorie et de 10 % pour le ratio du capital total. Outre les ratios du capital de première catégorie et du capital total, les banques canadiennes doivent s'assurer que leur coefficient actif-capital, qui est calculé au moyen de la division du montant brut de l'actif ajusté par le capital total, n'excède pas le niveau maximal prescrit par le BSIF. Notre coefficient actif/capital demeure inférieur au maximum prescrit par le BSIF.

Capital réglementaire, actif pondéré en fonction des risques et ratios de capital

	Au	
	31 janvier 2011	31 octobre 2010
Capital		
Capital de première catégorie	33 801 \$	33 972 \$
Capital total	39 064	37 625
Actif pondéré en fonction des risques		
Risque de crédit	191 223 \$	197 195 \$
Risque de marché	25 542	24 828
Risque d'exploitation	39 244	38 433
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	256 009 \$	260 456 \$
Ratios de capital et coefficients		
Ratio du capital de première catégorie	13,2 %	13,0 %
Ratio du capital total	15,3 %	14,4 %
Coefficient actif-capital	16,3X	16,5X
Capital de première catégorie	9,9 %	9,8 %

Renseignements à l'intention des actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 416-974-5151
Télécopieur : 416-955-7800

Pour toute correspondance :
P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Site Web : rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal :
Société de fiducie Computershare du Canada
1500, rue University
Bureau 700
Montréal (Québec) H3A 3S8
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635 (au Canada et aux États-Unis) ou 514-982-7555 (appels internationaux)
Télécopieur : 514-982-7580
Site Web : computershare.com\rbc

Co-agent des transferts (États-Unis) :
Computershare Trust Company, N.A.
250 Royall Street
Canton, Massachusetts 02021
États-Unis

Co-agent des transferts (Royaume-Uni) :
Computershare Investor Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box 82, The Pavilions,
Bridgwater Road,
Bristol BS99 7NH
Royaume-Uni

Inscriptions en Bourse

(Symbole de l'action : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque :
Canada – Bourse de Toronto (TSX)
États-Unis – Bourse de New York (NYSE)
Suisse – Bourse suisse (SIX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la Bourse de Toronto.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins du calcul des gains en capital, le prix de base de notre action ordinaire au jour d'évaluation (22 décembre 1971) s'établit à 7,38 \$ l'action. Ce prix a été ajusté pour refléter la division d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et celle de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000 et en avril 2006, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation de nos actions ordinaires.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux dividendes, aux changements au registre des actionnaires ou aux changements d'adresse, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts, aux transferts de succession et au réinvestissement de dividendes, les actionnaires sont priés de communiquer avec :
Société de fiducie Computershare du Canada
100 University Ave., 9th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635 (au Canada et aux États-Unis) ou 514-982-7555 (appels internationaux)
Télécopieur : 1-888-453-0330 (au Canada et aux États-Unis) ou 416-263-9394 (appels internationaux)
Courriel : service@computershare.com

Toute autre demande peut être adressée à :
Services aux actionnaires
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
9th Floor, South Tower
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 416-955-7806
Télécopieur : 416-974-3535

Analystes financiers, gestionnaires de portefeuille, investisseurs institutionnels

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
4th Floor, North Tower
Toronto (Ontario) M5J 2W7
Canada
Téléphone : 416-955-7802
Télécopieur : 416-955-7800
Il est aussi possible de consulter le site Web suivant :
rbc.com/investisseurs

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement dans leur compte bancaire les dividendes sur leurs actions ordinaires RBC; il leur suffit d'en faire la demande par écrit à notre agent des transferts et agent comptable des registres, la Société de fiducie Computershare du Canada.

Dates de paiement des dividendes pour 2011

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates ex-dividende	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et actions privilégiées de séries W, AA, AB,	24 janvier	26 janvier	24 février
AC, AD, AE, AF, AG, AH, AJ, AL,	21 avril	26 avril	24 mai
AN, AP, AR, AT, AV et AX	22 juillet	26 juillet	24 août
	24 octobre	26 octobre	24 novembre

Désignation à titre de dividendes admissibles

Aux fins des nouvelles dispositions en matière de crédit d'impôt pour dividendes contenues dans la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et dans toute législation fiscale provinciale ou territoriale applicable, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) que nous versons à des résidents du Canada sur nos actions ordinaires et privilégiées après le 31 décembre 2005 sont désignés comme des « dividendes admissibles ». À moins d'avis contraire, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) versés après cette date sont désignés comme des « dividendes admissibles » aux fins de la législation susmentionnée.

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2011

Premier trimestre	3 mars
Deuxième trimestre	27 mai
Troisième trimestre	26 août
Quatrième trimestre	2 décembre

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou l'information pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du rapport. Dans ce rapport aux actionnaires, les références à des sites Web ne constituent pas des hyperliens et ne sont faites qu'à titre d'information pour le lecteur, et à aucune autre fin.

Les désignations commerciales utilisées dans le présent rapport comprennent le symbole du LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA et RBC, lesquelles sont des désignations commerciales de la Banque Royale du Canada utilisées par la Banque Royale du Canada ou par ses filiales autorisées. RBC Dexia IS et les sociétés affiliées à Dexia utilisent la désignation commerciale de RBC sous licence.